



**GROUPE CONCOURS MANIA**

**Société anonyme au capital de 446.418,40 euros**

**Siège social : 351, Boulevard Wilson - 33200 Bordeaux**

**Bordeaux RCS 433 234 325**

**DOCUMENT DE BASE**



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-23, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 15 avril 2011 sous le n° I.11-014. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document de base a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés par l'AMF.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais auprès de Groupe ConcoursMania, 351, Boulevard du Président Wilson - 33200 Bordeaux, ainsi qu'en version électronique sur les sites Internet de Groupe ConcoursMania (<http://www.concoursmania.com>) et de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

## TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE 1 - RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES .....</b>	<b>6</b>
1.1 Responsable du document de base.....	6
1.2 Attestation de la personne responsable du document de base.....	6
<b>CHAPITRE 2 - CONTROLEURS DES COMPTES .....</b>	<b>7</b>
2.1 Commissaire aux comptes titulaire .....	7
2.2 Commissaire aux comptes suppléant.....	7
2.3 Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés .....	7
2.4 Honoraires des commissaires aux comptes pris en charge par la Société .....	7
<b>CHAPITRE 3 - INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES .....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 4 - FACTEURS DE RISQUES.....</b>	<b>9</b>
4.1 Risques liés à l'activité du groupe .....	9
4.1.1 Risques liés aux évolutions sectorielles .....	9
4.1.2 Risques liés à l'environnement concurrentiel.....	9
4.1.3 Risques liés à la dépendance envers les clients .....	9
4.1.4 Risques liés à la dépendance envers les partenaires (moteurs de recherche) .....	10
4.1.5 Risques liés aux évolutions technologiques.....	10
4.1.6 Risques liés à la nature saisonnière de l'activité.....	12
4.2 Risques liés à la stratégie du Groupe .....	12
4.2.1 Risques liés à la capacité d'adaptation du Groupe à une forte croissance et à la croissance externe.....	12
4.2.2 Risques liés au recrutement et au départ de collaborateurs clés.....	12
4.3 Risques juridiques et réglementaires .....	13
4.3.1 Risques liés à la réglementation applicable.....	13
4.3.2 Risques liés aux droits de propriété intellectuelle .....	14
4.4 Faits exceptionnels et litiges.....	15
4.5 Risques financiers .....	16
4.5.1 Risque de change .....	16
4.5.2 Risque de taux .....	16
4.5.3 Risque de liquidité .....	16
4.5.4 Risque actions .....	17
4.6 Assurances.....	17
<b>CHAPITRE 5 - INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE .....</b>	<b>19</b>
5.1 Histoire et évolution de la Société .....	19
5.1.1 Dénomination sociale .....	19
5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société .....	19
5.1.3 Date de constitution et durée.....	19
5.1.4 Siège social de la Société, forme juridique législation régissant ses activités .....	19
5.1.5 Exercice social.....	19
5.1.6 Evénements marquants dans le développement de la Société – Rappel historique.....	20
5.2 Investissements.....	20
5.2.1 Principaux investissements réalisés.....	20
5.2.2 Principaux investissements en cours .....	21
5.2.3 Investissements à venir .....	21
5.2.4 Mode de financement .....	21
5.2.5 Investissements futurs faisant l'objet d'engagements fermes .....	21
<b>CHAPITRE 6 - APERCU DES ACTIVITES .....</b>	<b>22</b>
6.1 Groupe ConcoursMania, le spécialiste du jeu marketing en ligne .....	22
6.1.1 Un historique de croissance organique couplé à des opérations de croissance externe ....	23
6.1.2 Le pôle Grand Public : exploiter des sites de jeux et jeux-concours à forte audience.....	25
6.1.3 Le pôle Professionnel : Groupe ConcoursMania, gestionnaire des opérations de jeux marketing pour les annonceurs.....	32
6.1.4 Une forte complémentarité entre les Pôles Grand Public et Professionnel .....	37
6.1.5 Groupe ConcoursMania, une expertise unique .....	37
6.1.6 Une base clients solide, composée principalement de grands comptes .....	38

<b>6.2</b>	<b>Le marché du marketing en ligne est en forte croissance, soutenu par les tendances de croissances solides .....</b>	<b>40</b>
6.2.1	Principales tendances de marché dans le monde, en Europe et en France .....	40
6.2.2	La croissance du marché est soutenue par des tendances solides et durables .....	42
6.2.3	Groupe ConcoursMania est positionné sur deux segments dynamiques du marché de la publicité en ligne : le display et le marketing à la performance.....	45
6.2.4	Le jeu marketing, un outil efficace répondant à l'ensemble des besoins des annonceurs ..	46
6.2.5	Environnement concurrentiel.....	48
	<b>CHAPITRE 7 - ORGANIGRAMME JURIDIQUE.....</b>	<b>50</b>
7.1	Organigramme capitalistique au 31 mars 2011 .....	50
7.2	Présentation des filiales.....	51
	<b>CHAPITRE 8 - PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENT .....</b>	<b>52</b>
8.1	Descriptif .....	52
8.2	Question environnementale.....	52
	<b>CHAPITRE 9 - EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE .....</b>	<b>53</b>
9.1	Principaux facteurs déterminant le chiffre d'affaires .....	53
9.2	Chiffres comparés entre le 31 décembre 2010 pro forma et le 31 décembre 2010 consolidés ....	53
9.3	Chiffres comparés entre le 31 décembre 2010 consolidés et le 31 décembre 2009 consolidés....	54
9.4	Chiffres comparés entre le 31 décembre 2009 consolidés et le 31 décembre 2008 sociaux.....	55
	<b>CHAPITRE 10 - TRESORERIE ET CAPITAUX .....</b>	<b>57</b>
10.1	Chiffres comparés entre le 31 décembre 2010 pro forma et le 31 décembre 2009 consolidés .....	57
10.2	Chiffres comparés entre le 31 décembre 2009 consolidés et le 31 décembre 2008 sociaux.....	57
	<b>CHAPITRE 11 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS, LICENCES .....</b>	<b>58</b>
	<b>CHAPITRE 12 - TENDANCES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>60</b>
12.1	Principales tendances ayant affecté les ventes, coûts et prix de vente depuis la fin du dernier exercice .....	60
12.2	Tendance et perspectives, stratégie de développement du Groupe .....	60
	<b>CHAPITRE 13 - PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE.....</b>	<b>62</b>
	<b>CHAPITRE 14 - ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>63</b>
14.1	Informations générales relatives aux dirigeants et administrateurs .....	63
14.2	Autres mandats sociaux et fonctions exercées.....	64
14.3	Biographie des dirigeants et des administrateurs .....	65
14.4	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale.....	67
	<b>CHAPITRE 15 - REMUNERATIONS ET AVANTAGES .....</b>	<b>68</b>
15.1	Rémunération des administrateurs et dirigeants .....	68
15.2	Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants.....	69
	<b>CHAPITRE 16 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION .....</b>	<b>70</b>
16.1	Organisation du conseil d'administration et de direction.....	70
16.2	Contrats entre les administrateurs et la Société.....	75
16.3	Comité d'audit et de rémunération .....	75
16.4	Gouvernement d'entreprise et contrôle interne .....	75
16.4.1	Déclarations sur le gouvernement d'entreprise .....	75
16.4.2	Information équivalente à celle contenue dans le rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration et le contrôle interne.....	75
	<b>CHAPITRE 17 - SALAIRES .....</b>	<b>78</b>
17.1	Nombre de salariés et répartition par fonction .....	78
17.2	Organigramme fonctionnel .....	78
17.3	Participation et options de souscription ou d'achat d'actions des administrateurs et des dirigeants au 31 mars 2011.....	79
17.4	Participation des salariés dans le capital de la Société.....	79
17.5	Options consenties aux salariés et dirigeants.....	79
17.6	BSPCE consentis aux salariés et dirigeants.....	79
17.7	Contrat d'intéressement et de participation .....	79
	<b>CHAPITRE 18 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....</b>	<b>80</b>

<b>18.1</b>	<b>Répartition du capital et des droits de vote au 31 mars 2011.....</b>	<b>80</b>
<b>18.2</b>	<b>Droits des principaux actionnaires .....</b>	<b>80</b>
<b>18.3</b>	<b>Contrôle de la Société .....</b>	<b>80</b>
<b>18.4</b>	<b>Accord pouvant entraîner un changement de contrôle .....</b>	<b>81</b>
<b>18.5</b>	<b>Etat des nantissements d'actions et d'actifs de la Société .....</b>	<b>81</b>
	<b>CHAPITRE 19 - OPERATIONS AVEC LES APPARENTES.....</b>	<b>82</b>
<b>19.1</b>	<b>Informations sur les parties liées au titre des exercices 2008, 2009 et 2010.....</b>	<b>82</b>
19.1.1	Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2010 .....	82
19.1.2	Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2009 .....	84
19.1.3	Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2008 .....	85
<b>19.2</b>	<b>Informations sur les parties liées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 .....</b>	<b>86</b>
	<b>CHAPITRE 20 - INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....</b>	<b>87</b>
<b>20.1</b>	<b>Informations financières pro forma au 31 décembre 2010.....</b>	<b>87</b>
20.1.1	Bilan pro forma au 31 décembre 2010 .....	87
20.1.2	Compte de résultats pro forma au 31 décembre 2010 .....	89
20.1.3	Tableau de variation des flux de trésorerie pro forma au 31 décembre 2010 .....	91
20.1.4	Annexes aux comptes pro forma au 31 décembre 2010 .....	92
20.1.5	Attestation du commissaire aux comptes sur les comptes pro forma au 31 décembre 2010.....	107
<b>20.2</b>	<b>Informations financières consolidées au 31 décembre 2010 .....</b>	<b>108</b>
20.2.1	Bilan consolidé au 31 décembre 2010 .....	108
20.2.2	Compte de résultats consolidé au 31 décembre 2010 .....	110
20.2.3	Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2010 .....	112
20.2.4	Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2010 .....	113
20.2.5	Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010.....	126
20.2.6	Notes complémentaires aux annexes sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2010.....	127
<b>20.3</b>	<b>Informations financières consolidées au 31 décembre 2009 .....</b>	<b>130</b>
20.3.1	Bilan consolidé au 31 décembre 2009 .....	130
20.3.2	Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009 .....	132
20.3.3	Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2009 .....	134
20.3.4	Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2009 .....	135
20.3.5	Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2009.....	147
<b>20.4</b>	<b>Informations financières sociales au 31 décembre 2008.....</b>	<b>148</b>
20.4.1	Bilan social au 31 décembre 2008 .....	148
20.4.2	Compte de résultat social au 31 décembre 2008 .....	150
20.4.3	Tableau de variation de flux de trésorerie sociaux au 31 décembre 2008.....	152
20.4.4	Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2008 .....	152
20.4.5	Rapport du Commissaire sur les comptes sociaux au 31 décembre 2008.....	163
<b>20.5</b>	<b>Changement significatif de la situation financière et commerciale .....</b>	<b>165</b>
<b>20.6</b>	<b>Politique de distribution de dividendes .....</b>	<b>165</b>
<b>20.7</b>	<b>Procédures judiciaires et d'arbitrage .....</b>	<b>165</b>
	<b>CHAPITRE 21 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>166</b>
<b>21.1</b>	<b>Capital social .....</b>	<b>166</b>
21.1.1	Montant du capital social .....	166
21.1.2	Capital autorisé non émis .....	166
21.1.3	Capital potentiel .....	167
21.1.4	Evolution du capital social depuis la création de la Société .....	167
21.1.5	Valeurs mobilières complexes .....	168
21.1.6	Options ou accord portant sur le capital de la Société.....	168
21.1.7	Evolution du capital depuis la création de la Société .....	169
<b>21.2</b>	<b>Acte constitutif et statuts .....</b>	<b>170</b>
21.2.1	Objet social (article 2 des statuts) .....	170

21.2.2	Exercice social (article 6 des statuts) .....	170
21.2.3	Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction (Voir le chapitre 16) .....	170
21.2.4	Droits et obligations attachés aux actions .....	170
21.2.5	Rachat par la Société de ses propres actions.....	171
21.2.6	Modalités de modifications des droits des actionnaires .....	171
21.2.7	Assemblées générales d'actionnaires (article 21 des statuts) .....	172
21.2.8	Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle ..	173
21.2.9	Franchissement de seuils statutaires.....	173
21.2.10	Stipulations particulières régissant les modifications du capital .....	173
<b>CHAPITRE 22 -</b>	<b>CONTRATS IMPORTANTS.....</b>	<b>174</b>
<b>CHAPITRE 23 -</b>	<b>INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS d'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERET .....</b>	<b>175</b>
<b>CHAPITRE 24 -</b>	<b>DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....</b>	<b>176</b>
<b>CHAPITRE 25 -</b>	<b>INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS .....</b>	<b>177</b>
<b>25.1</b>	<b>Toilokdo.....</b>	<b>177</b>
<b>25.2</b>	<b>Clicandplay .....</b>	<b>177</b>
<b>25.3</b>	<b>Kensington Square .....</b>	<b>178</b>

## **CHAPITRE 1 - RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES**

Dans le présent document de base, l'expression « **Groupe ConcoursMania** », « **ConcoursMania** » ou la « **Société** » désigne la société Groupe ConcoursMania et l'expression le « **Groupe** » désigne la société Groupe ConcoursMania et ses filiales.

### **1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE**

**Monsieur Julien Parrou**, Président du conseil d'administration de la Société.

### **1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE**

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu du contrôleur légal des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle il indique avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de base.

Les informations financières historiques, pour les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 présentés à la section 20.4 du présent document de base, ont fait l'objet d'un rapport du contrôleur légal, figurant à la section 20.4.5 du présent document de base, qui contient l'observation suivante « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la mention relative à la comparabilité des exercices, exposée à la page 3 de l'annexe ». »

Monsieur Julien Parrou  
Président du conseil d'administration

## CHAPITRE 2 - CONTROLEURS DES COMPTES

### 2.1 COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

#### **AUCENTUR SARL**

Représentée par Madame Laurence Versaille  
6, rue Falcon  
33700 MERIGNAC

Nommée lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société ayant décidé sa transformation en société anonyme le 2 janvier 2008 pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2014 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

### 2.2 COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

#### **Monsieur Frédéric GONZALEZ**

Né le 6 février 1966 à BRIVE LA GAILLARDE (19100)  
6, rue Falcon  
33700 MERIGNAC

Nommé lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société ayant décidé sa transformation en société anonyme le 2 janvier 2008 pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2014 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

### 2.3 INFORMATIONS SUR LES CONTROLEURS LEGAUX AYANT DEMISSIONNE, AYANT ETE ECARTES OU N'AYANT PAS ETE RENOUEVES

Néant.

### 2.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PRIS EN CHARGE PAR LA SOCIETE

En euros	Exercice 2010	Exercice 2009
Missions de commissariat aux comptes	8.750	6.000
Missions accessoires	-	-
Autres prestations (DDL)	3.000	3.000
<b>Total</b>	<b>11.750</b>	<b>9.000</b>

### CHAPITRE 3 - INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous présente une sélection des principales données financières du Groupe pour les trois derniers exercices. Les données sont extraites des comptes présentés dans le chapitre 20 du présent document de base et doivent être lues en regard dudit chapitre.

En €	Exercice clos le 31/12/2010	Exercice clos le 31/12/2010	Exercice clos le 31/12/2009	Exercice clos le 31/12/2008
	Situation financière Proforma (ayant fait l'objet d'un rapport <i>ad hoc</i> du commissaire aux comptes) <sup>1</sup>	Situation financière consolidée (auditée)	Situation financière consolidée (auditée)	Situation financière sociale (auditée) <sup>2</sup>
Chiffre d'affaires	7.545.161	6.702.864	4.854.035	2.407.726
Résultat d'exploitation	1.497.693	718.316	157.270	110.069
Résultat courant	1.390.170	688.922	137.782	133.985
<b>Résultat net</b>	<b>905.115</b>	<b>437.617</b>	<b>29.375</b>	<b>83.210</b>
Actif immobilisé net	5.533.736	1.778.736	1.670.931	632.782
Capitaux propres et autres fonds propres	4.554.139 <sup>3</sup>	2.020.006 <sup>3</sup>	1.619.423 <sup>4</sup>	1.652.896 <sup>4</sup>
Endettement financier	2.390.956	2.396.010	1.293.240	919.049
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1.111.274	643.742	223.008	138.522
Trésorerie	1.939.528	2.938.282	1.286.436	1.973.894
<b>Total de bilan</b>	<b>9.820.007</b>	<b>7.088.984</b>	<b>5.008.643</b>	<b>3.527.972</b>

<sup>1</sup> L'objectif des comptes pro forma est de présenter le Groupe en tenant compte de toutes les opérations significatives intervenues depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2010 dont l'acquisition de l'actif « Jeux.com » et les opérations de conversion des obligations convertibles et des conversions des comptes-courant décrits au Chapitre 21.1.6.

<sup>2</sup> Les comptes 2008 n'ont pas fait l'objet d'une consolidation, il n'y avait aucune société dans le périmètre à cette époque.

<sup>3</sup> Dont 238.245 euros d'avances remboursables conditionnées OSEO.

<sup>4</sup> Dont 260.000 euros d'avances remboursables conditionnées OSEO.



## CHAPITRE 4 - FACTEURS DE RISQUES

*Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent document de base, y compris les risques décrits dans le présent Chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des actions de la Société.*

*Les risques présentés dans le présent Chapitre sont ceux que le Groupe considère, à la date du présent document de base, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. Le Groupe ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.*

### 4.1 RISQUES LIES A L'ACTIVITE DU GROUPE

#### 4.1.1 Risques liés aux évolutions sectorielles

Le Groupe évolue dans les secteurs de la publicité et du marketing. Au cours de l'exercice 2010, le chiffre d'affaires du Groupe a été généré à hauteur des deux-tiers par la publicité et le marketing. Le Groupe est ainsi dépendant du marché publicitaire sur Internet. Bien que le secteur de la publicité en ligne ait connu une progression au cours des dernières années, un ralentissement des investissements, des campagnes, des annonceurs, et plus généralement des activités économiques de ce secteur pourrait impacter le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe. Il en va de même en cas d'internalisation par les annonceurs des prestations réalisées par le Groupe.

#### 4.1.2 Risques liés à l'environnement concurrentiel

Les secteurs de la publicité et du marketing interactifs sur lesquels intervient le Groupe sont fortement concurrentiels. En outre, le développement du secteur lié à l'essor d'Internet reste récent et est aujourd'hui encore en pleine évolution. Toutefois, à ce jour, le Groupe estime disposer de nombreux atouts, du fait de l'expérience et du savoir-faire accumulés par son équipe depuis plusieurs années, de son expertise marketing et technologique reconnue sur ses secteurs, de sa notoriété, de l'étendue et de la qualité de son réseau de partenaires et de clients, en vue de garder et de développer sa position actuelle sur un secteur en plein essor et de pouvoir réagir aux évolutions concurrentielles de ce secteur.

Cependant, le Groupe ne peut exclure que de nouveaux acteurs entrent sur le marché et adoptent un positionnement pertinent ou que des acteurs déjà présents modifient leur stratégie actuelle et prennent des parts de marché significatives, ce qui pourrait avoir pour effet de diminuer celles du Groupe.

#### 4.1.3 Risques liés à la dépendance envers les clients

La clientèle du Groupe présente un profil varié en termes de taille et de secteur d'activité. Cette base est donc relativement hétérogène.

L'analyse du chiffre d'affaires pro forma du Groupe au 31 décembre 2010 laisse apparaître une concentration peu importante, le premier client représentant moins de 10% du chiffre d'affaires pro forma.

Le tableau ci-dessous détaille le poids des 10 premiers clients du Groupe dans le chiffre d'affaires pro forma du Groupe au cours de l'exercice 2010 :

Client	CA 2010 pro forma	% du CA 2010 pro forma	% cumulé du CA 2010 pro forma
Client 1	718,9	9,5%	9,5%
Client 2	564,6	7,5%	17,0%
Client 3	397,4	5,3%	22,3%
Client 4	314,7	4,2%	26,4%
Client 5	314,5	4,2%	30,6%
Client 6	314,1	4,2%	34,8%
Client 7	295,8	3,9%	38,7%
Client 8	251,4	3,3%	42,0%
Client 9	179,0	2,4%	44,4%
Client 10	167,4	2,2%	46,6%
<b>Total</b>	<b>3.517,8</b>	<b>46,6%</b>	<b>46,6%</b>

La perte de l'un de ces clients pourrait être préjudiciable au Groupe. Toutefois, le Groupe estime que la base clients dont elle dispose est de plus en plus fidèle compte tenu :

- de la récurrence et de la reconduction des contrats observés d'une année sur l'autre ;
- de la tendance pour les divers annonceurs à accroître leurs budgets de marketing en ligne.

En outre, le Groupe est lié avec ses principaux clients par plusieurs contrats unitaires distincts et sa base clientèle tend à se diversifier de plus en plus. Le risque de dépendance est de ce fait plus faible.

#### **4.1.4 Risques liés à la dépendance envers les partenaires (moteurs de recherche)**

Une partie du trafic généré sur les principaux sites Internet exploités par le Groupe provient de son référencement sur les moteurs de recherche, comme « Google » ou encore « Bing », apporteurs de trafic aux sites du Groupe. Ce trafic naturel découle des positions favorables que les sites du Groupe détiennent sur ces moteurs. La perte multiple et concomitante de positions favorables sur ces moteurs aurait un impact sur le nombre de visiteurs, entraînant un effet induit sur les revenus publicitaires du Groupe.

#### **4.1.5 Risques liés aux évolutions technologiques**

##### ***Risques d'obsolescence technologique***

Le Groupe maîtrise de manière générale les technologies liées à l'informatique et au monde d'Internet. Les plates-formes mises en place par le Groupe utilisent par ailleurs les technologies les plus récentes. En outre, l'équipe de R&D du Groupe est chargée de veiller à la mise à jour des systèmes compte tenu des évolutions des technologies web et liées aux moteurs de recherche, limitant ainsi le risque d'obsolescence de ses applications. Le Groupe investit régulièrement dans la mise à jour de ses licences de logiciels. Une veille technologique est organisée afin de répondre aux nouveaux systèmes ou applications liées à l'évolution du marché.

Malgré la mise en place de ces paramètres, il n'est cependant pas exclu que tout ou partie de la technologie du Groupe soit dépassée à l'avenir, ce qui pourrait la conduire à procéder à des investissements ou à consacrer des ressources additionnelles et affecter ses résultats ou retarder son développement.

### ***Risques liés à l'architecture technique et d'hébergement***

Les hébergements sont réalisés auprès de deux prestataires externes. Les coûts d'hébergement sont compris dans les coûts de serveurs et de bande-passante et le Groupe prévoit qu'ils seront de l'ordre de 145 milliers d'euros en 2011. Les hébergements comportent des dispositifs de sauvegarde en continu par le biais d'une duplication de toutes les données en temps réel et de sauvegardes externalisées régulières. En outre, l'ensemble des applications et des serveurs utilisés est standard et l'architecture technique de ces applications a été optimisée de manière à en favoriser les développements et la performance. Le Groupe ne peut toutefois exclure qu'un dysfonctionnement ou une défaillance des systèmes déployés puisse survenir et perturber l'exploitation normale du Groupe.

### ***Risques liés à Internet***

Bien que le Groupe mette en œuvre les moyens adéquats pour assurer la sécurité et l'intégrité de ses systèmes informatiques, il n'est pas en mesure de garantir une protection absolue contre les virus, et autres techniques d'intrusion des systèmes. Une telle action pourrait entraver le bon fonctionnement des systèmes informatiques, des plateformes et des serveurs utilisés par le Groupe affectant ainsi la qualité de l'offre du Groupe. Toutefois ces risques ne sont pas inhérents au Groupe et à son activité, mais à toutes les sociétés évoluant dans le secteur Internet et exploitant un réseau Internet. Le Groupe pourrait toutefois être amené à l'avenir à procéder à des investissements ou à consacrer des ressources additionnelles pour se prémunir face à ce type de risques.

### ***Risques liés à la propriété des bases de données***

Le Groupe est propriétaire de plusieurs bases de données regroupées, qu'elle protège par le biais notamment :

- du respect des dispositions relatives à la loi informatique et libertés (voir le Chapitre 4.3.1) ;
- d'une organisation et d'une ergonomie spécifiques et originales de ces bases de données ;
- de la conservation des éléments démontrant les investissements matériels, financiers et humains réalisés aux fins de créer, constituer, mettre à jour et enrichir les bases de données et les cessions éventuels de droits de propriété intellectuelle afférents à ces bases.

Le Groupe ne peut toutefois exclure une atteinte ou une utilisation frauduleuse de ces bases de données.

#### **4.1.6 Risques liés à la nature saisonnière de l'activité**

L'activité du Groupe suit globalement les niveaux d'usage de l'Internet de la population. Celle-ci est relativement constante au cours de l'année.

Néanmoins, les usages de l'Internet sont généralement plus élevés en fin d'année. Ainsi, les revenus, le résultat opérationnel et les profits réalisés par le Groupe sont généralement plus élevés au cours du quatrième trimestre (+39% en 2010 par rapport à la moyenne des autres trimestres).. Cette variation s'explique à la fois par la période de fin d'année au cours de laquelle les usages de l'Internet sont les plus importants et également par l'intensité commerciale des annonceurs clients du Groupe durant cette période.

#### **4.2 RISQUES LIES A LA STRATEGIE DU GROUPE**

##### **4.2.1 Risques liés à la capacité d'adaptation du Groupe à une forte croissance et à la croissance externe**

Le Groupe connaît actuellement une forte croissance qui se traduit par le gain de nombreux clients et l'augmentation du volume d'affaires réalisé avec les clients existants. Le maintien d'une telle croissance dépend en partie de la capacité du Groupe à gérer efficacement cette croissance et à faire les recrutements et les investissements technologiques nécessaires afin de permettre au Groupe de mener davantage d'opérations en continuant d'augmenter sa valeur ajoutée pour ses clients.

Si la direction du Groupe venait à rencontrer des difficultés sérieuses pour gérer efficacement cette croissance, le chiffre d'affaires, les résultats et la situation financière du Groupe pourraient être affectés de façon significative.

S'agissant de la stratégie de croissance externe que le Groupe souhaite mener dans le futur, et bien qu'il ait déjà démontré son savoir-faire dans sa capacité à réaliser avec succès des opérations de croissance externe, des acquisitions de sociétés (notamment situées hors de France) pourraient avoir des conséquences importantes en termes d'intégration des technologies, des équipes nouvelles et de leurs dirigeants susceptibles d'affecter ses résultats ou son développement. En outre, les éventuelles acquisitions menées dans le cadre de cette stratégie pourraient conduire à constater des écarts d'acquisition, qui pourraient générer un risque potentiel de dépréciation des écarts d'acquisition dans le futur.

##### **4.2.2 Risques liés au recrutement et au départ de collaborateurs clés**

Le succès du Groupe repose en grande partie sur la qualité et l'implication de ses dirigeants, de leurs collaborateurs et de l'équipe qu'ils ont constituée au fil des années.

Quand bien même le Groupe viendrait à perdre les services de ses collaborateurs clés, il estime qu'une grande partie des tâches effectuées par les autres collaborateurs clés pourrait être effectuée par d'autres collaborateurs, le cas échéant, après une période d'adaptation et/ou de formation aux fonctions laissées vacantes. Par ailleurs, le Groupe a mis en place une assurance homme-clé en cas de décès ou de perte totale et irréversible d'autonomie de toute cause de son dirigeant M. Julien Parrou (voir le Chapitre 4.5).

Toutefois, étant donné que le succès du Groupe est notamment lié à la collaboration passée et présente de ses dirigeants et de leurs collaborateurs, il ne peut pas garantir que leur départ ou indisponibilité n'entraînerait pour lui aucun impact négatif significatif.

En particulier, le départ ou l'indisponibilité prolongée d'un ou plusieurs dirigeants ou collaborateurs clés pourrait avoir un effet négatif non négligeable sur la stratégie, les résultats et la situation financière du Groupe, ainsi que sur la mise en œuvre de nouveaux projets nécessaires à son développement et à sa pérennité.

### **4.3 RISQUES JURIDIQUES ET REGLEMENTAIRES**

#### **4.3.1 Risques liés à la réglementation applicable**

Le Groupe est soumis selon ses activités à différentes dispositions relatives notamment à la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (dite « LCEN »), notamment pour l'identification des publicités en tant que telles et la collecte d'adresses électroniques auprès des particuliers, à la responsabilité de plein droit, aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite « loi informatique et libertés »).

Le Groupe est également soumis aux dispositions du Code de la consommation relatives en particulier aux pratiques commerciales déloyales, et à la vente à distance.

D'une manière générale, l'accessibilité au niveau international inhérente au réseau Internet, affectant toute société exploitant un site Internet, et la destination des sites Internet exploités par le Groupe à certains pays, engendrent un risque lié à la réglementation nationale des pays étrangers.

Le Groupe est tenu de respecter les dispositions en vigueur s'agissant des publicités, notamment les dispositions relatives à la langue utilisée (loi n°94-665).

Le Groupe prend en considération dans le cadre de ses activités l'ensemble des réglementations applicables, mais compte tenu de la soumission à de nombreuses catégories de règles, des évolutions de celles-ci pourraient avoir un impact sur l'activité du Groupe et le résultat financier y afférent.

#### ***S'agissant en particulier de la réglementation en matière de droit promotionnel et en matière de loteries***

A cet égard, le Groupe est soumis en particulier au respect de la directive n°2005/29/CE du 11 mai 2005 sur les pratiques commerciales déloyales et des dispositions du Code de la consommation. A cet égard, par plusieurs décisions, et notamment aux termes d'un arrêt en date du 23 avril 2009, la Cour de justice des Communautés européennes (aujourd'hui CJUE) a jugé que la directive n°2005/29/CE du 11 mai 2005 sur les pratiques commerciales déloyales doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale qui, sauf certaines exceptions et sans tenir compte des circonstances spécifiques du cas d'espèce, interdit toute offre conjointe faite par un vendeur à un consommateur. La CJUE a statué dans le même sens s'agissant de loteries par un arrêt en date du 14 janvier 2010, en considérant que conditionner la participation à une loterie à l'achat de produits ne constitue pas automatiquement une pratique déloyale en soi.

Par décisions en dates du 13 juillet 2010 et du 15 novembre 2010, la Cour de cassation a tiré les conséquences de ces décisions et a adopté la même interprétation en matière de ventes liées.

La jurisprudence française ne s'est pas prononcée à ce jour sur le cas spécifique des loteries, mais l'évolution de la jurisprudence et du droit français des promotions pourrait avoir une incidence sur l'activité et les produits proposés par le Groupe.

Le Groupe ne met pas en place à ce jour d'opérations nécessitant l'achat d'un produit. Le chiffre d'affaires de ventes correspondant est donc inexistant. A cet égard le Groupe suit l'évolution possible de la réglementation applicable.

S'agissant des publicités d'annonceurs figurant sur les sites Internet du Groupe, celui-ci ne peut exclure qu'un tiers conteste auprès de lui le contenu d'une publicité diffusée sur un de ses sites. Ceci pourrait affecter de façon négative le résultat financier du Groupe.

Le Groupe n'exerce pas d'activités relevant des jeux d'argent en ligne faisant l'objet d'une réglementation spécifique (paris sportifs ou hippiques et poker) et impliquant des moyens particuliers de lutte contre les comportements de jeux excessifs ou pathologiques.

### ***S'agissant en particulier des risques liés au traitement des données à caractère personnel***

Dans le cadre de son activité, le Groupe est conduit à procéder à des traitements de données personnelles.

Ces traitements de données personnelles sont encadrés notamment par les dispositions de la loi informatique et libertés, laquelle impose des obligations, notamment :

- en termes de déclarations/autorisations auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
- concernant l'information des personnes sur le droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données dont elles disposent ;
- relatives au consentement préalable et/ou au droit de s'opposer à l'utilisation de leurs données par les personnes concernées (opt-in / opt-out), règles qui s'appliquent en particulier en matière de prospection et d'actions promotionnelles.

Le Groupe met en œuvre les dispositions légales susvisées.

Cependant, il ne peut être exclu que les données personnelles traitées soient affectées par des tiers par le biais d'une fraude, d'une intrusion dans les systèmes, d'une utilisation abusive par des tiers non autorisés ou encore en raison d'une perte accidentelle.

En outre, il ne peut être exclu qu'un consommateur ou un tiers conteste le respect par le Groupe des conditions dans lesquelles les données à caractère personnel sont traitées sur le fondement de la loi en vigueur.

Par ailleurs, un changement de législation pourrait affecter l'activité du Groupe à cet égard.

Ces risques pourraient entraîner un préjudice d'image pour le Groupe et également des préjudices financiers affectant le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe.

#### **4.3.2 Risques liés aux droits de propriété intellectuelle**

Le Groupe est titulaire d'un nombre significatif de noms de domaine (Voir le chapitre 11). La stratégie du Groupe l'a conduit à réserver un nombre important de noms de domaine proches, afin de sécuriser sa position, et notamment, de limiter les tentatives de cybersquatting. Les noms de domaine dont le Groupe est titulaire sont à jour et régulièrement renouvelés. Le Groupe assure l'exploitation d'une partie des noms de domaine de son portefeuille.

Cependant, des tiers pourraient être amenés à porter atteinte aux noms de domaine du Groupe, obligeant ce dernier à initier des recours pour défendre ses droits. De tels recours pourraient générer des coûts de défense pour le Groupe ou remettre en cause la valeur de ces noms de domaine.

Le Groupe est en outre titulaire de plusieurs marques (Voir le Chapitre 11).

Par ailleurs, le Groupe a procédé à la demande d'enregistrement de la marque semi-figurative communautaire « JEUX.COM » n°9664723 en classes 35 et 41 le 17 janvier 2011, cet enregistrement étant en cours et n'ayant pas encore été publié. Cette marque devrait être enregistrée dans le courant du mois de septembre 2011, sauf difficulté significative dont le Groupe informerait le marché.

Le Groupe a pris les précautions nécessaires afin de limiter les atteintes à des droits antérieurs. Cependant, compte tenu du caractère non-exhaustif des droits susceptibles de constituer des antériorités, les titulaires de signes antérieurs identiques ou similaires pourraient agir en nullité, en revendication et/ou en contrefaçon des marques appartenant au Groupe. De tels recours pourraient générer des coûts de défense pour le Groupe ou remettre en cause la valeur de leurs marques.

Le Groupe veille à assurer en France et en Union Européenne le respect et l'exploitation de ses droits pour limiter les actes de contrefaçon ou imitation. Cependant, des tiers pourraient être amenés à contrefaire ou à imiter les marques du Groupe, obligeant ce dernier à initier des recours pour défendre ses droits. De tels recours pourraient générer des coûts de défense pour le Groupe ou remettre en cause la valeur de leurs marques.

Le contenu des sites Internet relève dans certains cas de partenaires extérieurs au Groupe, sur lesquels le Groupe n'a pas de pouvoir de direction.

Le Groupe a créé, constitué et met à jour de manière régulière des bases de données sur lesquelles il s'assure de disposer de la titularité des droits de propriété intellectuelle et dont il assure la protection.

Le Groupe a pris les mesures nécessaires pour disposer de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et les protéger. Cependant il ne peut être exclu que des tiers adoptent une interprétation différente.

D'une manière générale, il ne peut être exclu que des tiers portent atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Groupe, par le biais d'actes de contrefaçon ou de concurrence déloyale notamment, ou qu'ils introduisent des actions à l'encontre du Groupe sur de tels fondements.

De telles hypothèses pourraient avoir un effet défavorable et significatif sur le Groupe en cas de préjudices d'image ou financiers.

#### **4.4 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES**

A la date du présent document de base, le Groupe n'est partie à aucun litige significatif (voir le Chapitre 20.7).

## 4.5 RISQUES FINANCIERS

### 4.5.1 Risque de change

Les transactions effectuées par le Groupe sont essentiellement libellées en euros. En effet, le Groupe facture la quasi-totalité de ses clients en euros, à l'exception d'une partie marginale en dollars US et en francs suisse (2,55 % du chiffre d'affaires pro forma de l'exercice clos le 31 décembre 2010). Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de change.

### 4.5.2 Risque de taux

Au 31 décembre 2010, dans les comptes pro forma, les emprunts du Groupe s'établissent à 2.355 milliers d'euros, dont 2.110 milliers d'euros à taux fixe et 245 milliers d'euros à taux variable.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des principaux emprunts.

31/12/2010	Actifs financiers (a)		Passif financiers (b)		Exposition nette avant couverture	
	(a)	(a)	(b)	(b)	© = (a) - (b)	© = (a) - (b)
	taux fixe	taux variable	taux fixe	taux variable	taux fixe	taux variable
moins d'un an		1 939 528.00	239 467.37	73 590.03	- 239 467.37	1 865 937.97
de un à deux ans			243 628.72	85 920.12	- 243 628.72	- 85 920.12
de deux à trois ans			413 426.90	85 920.12	- 413 426.90	- 85 920.12
de trois à quatre ans			476 078.05		- 476 078.05	-
de quatre à cinq ans			241 741.01		- 241 741.01	-
plus de cinq ans			495 000.00		- 495 000.00	-

Le Groupe n'a pas recours à des instruments de couverture.

A la date du présent document de base, le Groupe estime ne pas être exposé à un risque de taux sur des montants significatifs.

### 4.5.3 Risque de liquidité

Au 31 décembre 2010, la dette brute dans les comptes pro forma du Groupe s'élève à 2.391 milliers d'euros, dont 349 milliers d'euros à court terme et 2.042 milliers d'euros à moins de 5 ans.

Les principaux emprunts réalisés auprès d'établissements bancaires au 31 décembre 2010 sont les suivants :

- Emprunt auprès d'OSEO d'un montant de 1.100.000 €  
Date de souscription : 22 décembre 2010  
Durée : 7 ans (dernière échéance le 31/01/2018)  
Taux fixe : 3,39 %



- Emprunt auprès de Banque Populaire du Sud Ouest d'un montant de 1.200.000 €  
Date de souscription : 27 décembre 2010  
Durée : 5 ans  
Taux fixe : 3,45 %  
Garanties : Nantissement de la demande de marque semi-figurative « JEUX.COM »  
Clause particulière : Engagement de l'emprunteur au remboursement anticipé sans pénalités à hauteur de 30 % de l'encours de prêt dans les 30 jours suivant l'introduction en bourse. Le montant à rembourser par anticipation en cas d'introduction en bourse s'élèverait à 326.725,83 euros (30% de 1.089 k€).
- Emprunt auprès du Crédit Mutuel du Sud Ouest d'un montant de 400.000 €  
Date de souscription : 9 janvier 2009  
Durée : 5 ans  
Taux variable : 2,50 % (au 28/02/2011)  
Garanties : Nantissement sur 140 parts sociales détenues dans TOILOKDO.

Les principales caractéristiques de ces emprunts figurent dans les annexes aux comptes (voir le Chapitre 20).

Au 31 décembre 2010, la trésorerie consolidée du Groupe s'élevait à 2.938 milliers d'euros (1.940 milliers d'euros en pro forma).

Compte tenu de la nature de la dette et du niveau d'endettement du Groupe, il n'existe pas à la date d'enregistrement du présent document de base de risque de liquidité. Toutefois, dans le cadre de sa stratégie de croissance ou pour financer ses investissements, le Groupe pourrait être amené à mettre en place de nouveaux financements bancaires.

#### **4.5.4 Risque actions**

A la date du présent document de base, la Société ne détient pas de participation dans des sociétés cotées et n'est par conséquent pas exposée à un risque sur actions.

#### **4.6 ASSURANCES**

Le Groupe a mis en œuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés et prévoit de continuer à appliquer la même politique dans le cadre du développement futur de son activité. Les polices d'assurances souscrites par le Groupe contiennent des exclusions et plafonds de garantie, ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

Ces polices couvrent principalement les domaines suivants :

- Responsabilité civile professionnelle

Ces polices couvrent le Groupe pour ses activités de conseil en jeux concours sur le web, d'édition et de diffusion de sites Internet de jeux concours, d'hébergement de sites Internet pour ses clients, de référencement de sites, d'exploitation de sites de jeux en ligne, d'édition et de diffusion par abonnement du magazine « La Revue des Jeux » et vente de ses produits dérivés, et d'organisation de jeux concours.

- Dommage aux biens

Le Groupe loue les locaux professionnels situés 351 boulevard du Président Wilson à Bordeaux, et a en conséquent souscrit une police d'assurance multirisque professionnelle pour les biens situés dans ses locaux. Ces polices couvrent de manière classique les risques d'incendie, d'explosion, d'événements climatiques, de catastrophes naturelles, de dommages électriques, de dégâts des eaux, de bris de machines, de supports d'informations, de vol et de détériorations.

- Assurance en cas de décès du dirigeant

Le Groupe bénéficie d'un capital en cas de décès ou de perte totale et irréversible d'autonomie de toute cause de son dirigeant M. Julien Parrou.

Les principales polices d'assurances souscrites par le Groupe sont les suivantes :

Type de contrat	Principaux risques couverts	Plafonds couverts (K€)
Assurance RC Professionnelle	Responsabilité civile liée à l'exploitation	1.000
	Responsabilité civile à l'égard des tiers et du personnel	8.000
Assurance Locaux et contenu	Incendie, catastrophes naturelles, événements climatiques	130
	Dégâts des eaux	60
	Vol et vandalisme	17
	Bris des glaces	2
	Dommages électriques	39
Assurance « Homme-clé »	Décès ou perte totale et irréversible d'autonomie du PDG Julien Parrou	500

Ces polices sont annuelles et prévoient des tacites reconductions année par année, excepté l'assurance « homme-clé » dont le terme d'échéance est prévu au 21 juillet 2028.

Le Groupe estime que les polices d'assurance décrites ci-dessus couvrent de manière raisonnable l'ensemble des risques majeurs inhérents à son activité et que sa politique d'assurance est en adéquation avec les pratiques retenues dans son secteur d'activité.

Les primes payées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont les suivantes :

Contrats	Période	Montants comptabilisés en charge (K€)
Assurance RC Professionnelle	2011	21,4
Assurance locaux et contenu	01/02/10-31/01/11	4,5
Assurance « Homme-clé »	22/07/10-21/07/11	0,7
Total charges d'assurance		26,6

Le montant prévisionnel des cotisations d'assurance pour l'exercice 2011 est de 29,8 milliers d'euros.

## **CHAPITRE 5 -        INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE**

### **5.1    HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE**

#### **5.1.1    Dénomination sociale**

La dénomination sociale de la Société est « Groupe ConcoursMania ».

La Société utilise également les noms commerciaux suivants :

GAGNER.FR, LA REVUE DES JEUX, CONCOURS.FR, JOUER.FR, LA REVUE DES CONCOURS, JACKWAP, MOBILOO, LIVRE.FR, KLARSEN, CONSO.FR, CONCOURSMANIA, ADCONCOURS, CIBLEXO.

#### **5.1.2    Lieu et numéro d'enregistrement de la Société**

La Société était immatriculée au registre du commerce de Bordeaux depuis sa constitution le 1<sup>er</sup> novembre 2000 jusqu'au 8 juillet 2008, date à laquelle elle a transféré son siège social à Paris.

L'assemblée générale extraordinaire du 23 mars 2011 a décidé de transférer de nouveau le siège social de la Société à Bordeaux.

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 433 234 325.

#### **5.1.3    Date de constitution et durée**

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée conformément à ses statuts en date du 2 octobre 2000. Elle a été immatriculée le 31 octobre 2000 au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux pour une durée maximale de 99 ans à compter de cette date, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Elle a été transformée en société anonyme avec conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 2 janvier 2008.

#### **5.1.4    Siège social de la Société, forme juridique législation régissant ses activités**

La Société est une société anonyme à conseil d'administration. La Société, régie par le droit français, est principalement soumise pour son fonctionnement aux articles L.225-1 et suivants du Code de commerce.

Le siège social de la Société est situé 351, Boulevard Wilson - 33200 Bordeaux.

Le numéro de téléphone est : 05 57 22 76 60.

L'adresse du site web est <http://www.concoursmania.com>.

La Société est régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par ses statuts.

#### **5.1.5    Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

### 5.1.6 Événements marquants dans le développement de la Société – Rappel historique

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 2 octobre 2000 par Julien Parrou, qui est à l'origine de « La Revue des Jeux », un magazine recensant l'ensemble des jeux-concours promotionnels non présents sur Internet créé en 1995, dans le cadre de la société Liet Editions. Présentant le potentiel marketing des opérations de jeux-concours en ligne, le Groupe s'est tout d'abord concentré avec succès sur le développement de premières opérations promotionnelles pour le compte d'annonceurs majeurs (Pôle Professionnel BtoB).

Fort de ses premiers succès et de la démonstration de l'efficacité marketing des jeux-concours, le Groupe a profité de la forte croissance du secteur de la publicité et de la communication sur Internet pour développer, dès 2005, ses premiers sites propriétaires. C'est notamment au cours de l'année 2005 que le site [www.concours.fr](http://www.concours.fr) a connu un fort développement, ce site étant une retranscription en ligne du contenu exclusif développé par le magazine « La Revue des Jeux ».

C'est au cours de l'année 2007 que les activités grand public et le pôle d'activité pour professionnels ont été réunis, créant le Groupe ConcoursMania, issu de cette fusion.

Après avoir réalisé une levée de fonds auprès d'un acteur majeur du capital-investissement français, Oddo Asset Management, le Groupe a mis en œuvre une stratégie de croissance externe visant à rapidement développer un portefeuille significatif de sites Internet propriétaires sur la thématique des jeux et concours. Le Groupe a dans ce cadre procédé aux opérations d'acquisitions suivantes :

- la société Toilokdo en janvier 2009 ;
- Flibus.com, site de casual gaming, en octobre 2009 ;
- la société Clicandplay (site Internet Cashpot.fr), site de loterie gratuite, en novembre 2009 ;
- Jeux-de-fille.org et girlsjeux.com, deux sites de casual gaming sur la cible « filles », en mai 2010 ; et enfin
- Jeux.com, l'un des principaux sites de casual gaming dans le monde, disposant de plus de 15 millions de visites mensuelles, qui a permis au Groupe de démultiplier son audience.

## 5.2 INVESTISSEMENTS

### 5.2.1 Principaux investissements réalisés

L'activité du Groupe est peu capitalistique et nécessite peu d'investissements matériels.

Sur les trois derniers exercices, les investissements ont essentiellement concerné l'acquisition des sites internet, leurs développements techniques et graphiques et les fichiers clients.

en K€

	31/12/2010 Pro forma	31/12/2010 consolidés	31/12/2009 consolidés	31/12/2008 Historiques
Investissement incorporelles	3 986	286	663	251
Investissement corporels	48	48	32	28
Investissement financiers	55	0	5	65
<b>Total</b>	<b>4 089</b>	<b>334</b>	<b>700</b>	<b>344</b>

### **5.2.2 Principaux investissements en cours**

Aucun investissement n'est en cours à ce jour, hormis les investissements de croissance et de renouvellement nécessaires au développement de son activité, et les investissements de maintien de ses logiciels propriétaires.

### **5.2.3 Investissements à venir**

A ce jour, le Groupe envisage de réaliser des investissements de croissance ou de renouvellement de matériels informatiques.

Le Groupe envisage également de réaliser des investissements sur ses outils marketing et technologiques dans le cadre d'un programme de recherche et développement. Ce programme mobilisera des ressources humaines et techniques internes, mais pourra également faire l'objet de contrats confiés en sous-traitance.

Le Groupe entend également mener une politique de croissance externe et envisage ainsi de procéder à des acquisitions (voir le Chapitre 12.2).

### **5.2.4 Mode de financement**

Le Groupe compte financer ses investissements par le biais de ses ressources propres, mais n'écartera pas le recours à du financement par endettement.

### **5.2.5 Investissements futurs faisant l'objet d'engagements fermes**

Le Groupe n'a pas pris d'engagements fermes, sur des montants significatifs, concernant des investissements futurs.

## CHAPITRE 6 - APERCU DES ACTIVITES

### 6.1 GROUPE CONCOURS MANIA, LE SPECIALISTE DU JEU MARKETING EN LIGNE

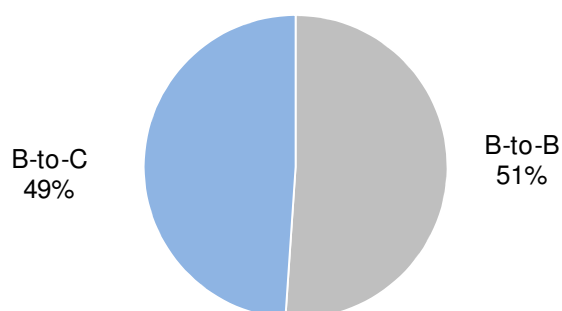
Groupe ConcoursMania est un spécialiste des opérations de jeux marketing en ligne. Grâce à cette expertise rare, le Groupe se positionne en France et dans les pays francophones comme un partenaire de choix pour les annonceurs qui souhaitent soutenir la visibilité de leurs propres sites Internet ou augmenter leurs ventes, sur Internet ou dans leur réseau de distribution physique.

Son activité est segmentée en deux pôles différents mais hautement synergétiques :

- Le Pôle Grand Public (BtoC) : cette activité consiste à exploiter un portefeuille original de sites de jeux et de jeux-concours (portails de jeux en ligne, gamezones, etc.) générant un trafic Internet très important, et une revue diffusée par abonnement et sur le web, qui recense l'ensemble des jeux concours promotionnels sur Internet ainsi que sur tout autre type de support (presse, produits de grande consommation).
- Le Pôle Professionnel (BtoB) : pour le compte d'annonceurs, le Groupe prend en charge l'organisation complète d'opérations de jeux marketing et s'inscrit ainsi comme un partenaire de référence pour les marques dans le cadre de leurs campagnes de communication en ligne.

Sur l'année 2010 ces deux pôles d'activité ont représenté des volumes de chiffres d'affaires comparables :

#### **Répartition du CA 2010 pro forma par types de revenus (CA 2010 = 7 545 k€)**



## Répartition de l'activité entre les pôles BtoC et BtoB :



(1) Audience Janvier 2011 (au 15/01/11) sites actifs

(2) Megabase propriétaire optin et postale, au 01/01/11

### **6.1.1 Un historique de croissance organique couplé à des opérations de croissance externe**

Créé en 1995 par son actuel PDG Julien Parrou, et à l'origine éditeur de « La Revue des Jeux », un magazine recensant l'ensemble des jeux-concours promotionnels non présents sur Internet, le Groupe ConcoursMania s'est positionné sur Internet dès l'an 2000. Pressentant le potentiel marketing des opérations de jeux-concours en ligne, le Groupe s'est tout d'abord concentré avec succès sur le développement de premières opérations promotionnelles pour le compte d'annonceurs majeurs (Pôle Professionnel BtoB).

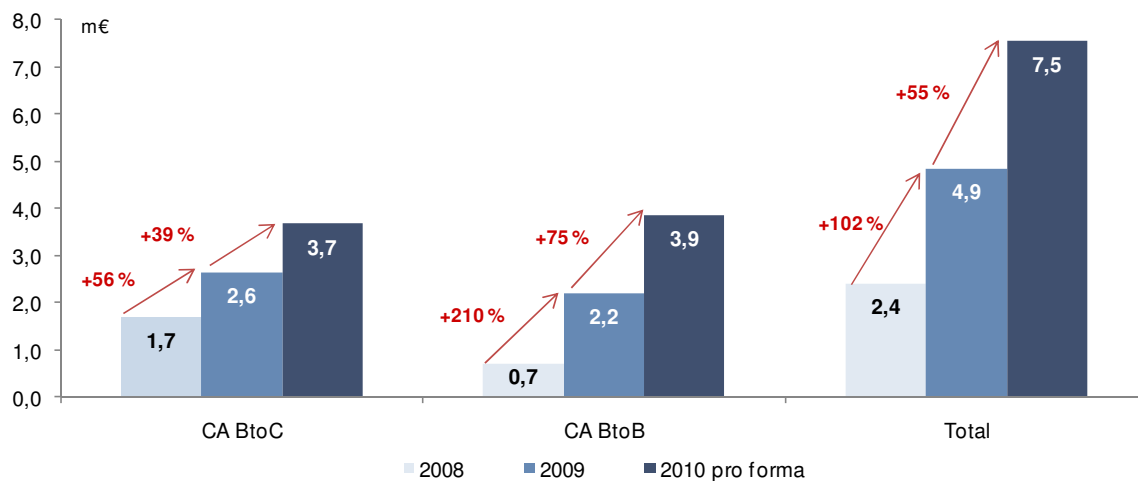
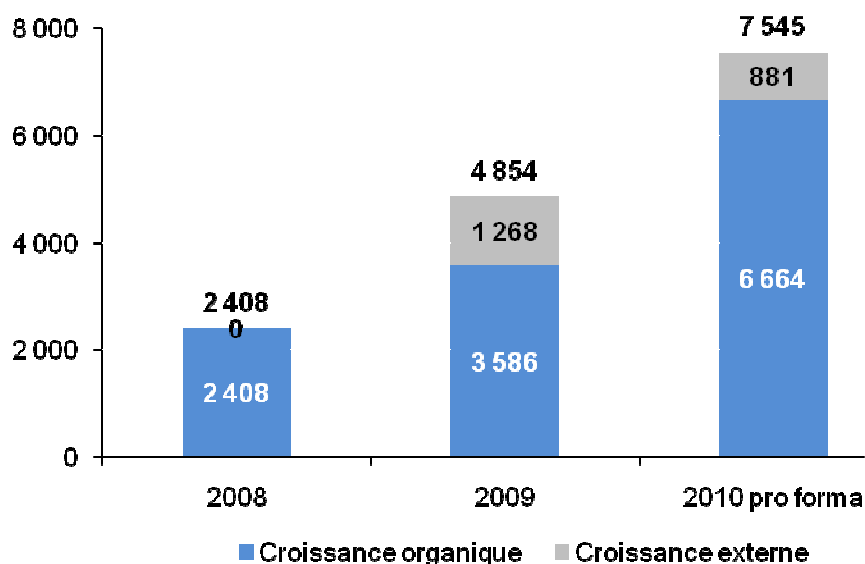
Fort de ses premiers succès et de la démonstration de l'efficacité marketing des jeux-concours, le Groupe a profité de la forte croissance du marché de la publicité et de la communication sur Internet pour développer ses premiers sites propriétaires. C'est notamment au cours de l'année 2005 que le site [www.concours.fr](http://www.concours.fr) a connu un développement soutenu, tant de son trafic que de ses revenus.

Après avoir réalisé une levée de fonds auprès d'un acteur majeur du capital-investissement français, Oddo Asset Management, le Groupe a mis en œuvre une stratégie de croissance externe visant à rapidement développer un portefeuille significatif de sites Internet propriétaires sur la thématique des jeux et concours. S'en sont suivies les opérations d'acquisitions suivantes :

- société Toilokdo en tout début d'année 2009 ;
- Flibus.com : site de casual gaming, en octobre 2009 ;
- société Clicandplay (éditrice du site Internet Cashpot.fr) : loterie gratuite, également en novembre 2009 ;
- Jeux-de-fille.org, alphajeux.com et girlsjeux.com : 3 sites de casual gaming sur la cible féminine junior, en mai 2010.
- et enfin Jeux.com, un des principaux sites de casual gaming dans le monde, disposant de plus de 15 millions de visites mensuelles, qui a permis au Groupe de démultiplier son audience.

Cette stratégie de croissance externe active couplée à une parfaite maîtrise des modèles économiques sous-jacents et à une action commerciale intense ont permis au Groupe d'afficher des taux de croissance très importants au cours des dernières années :

#### Evolution du Chiffre d'affaires du Groupe (en k€)





### 6.1.2 Le pôle Grand Public : exploiter des sites de jeux et jeux-concours à forte audience

Le Groupe développe et exploite un important portefeuille de sites de jeux et jeux-concours à l'audience sans cesse croissante. Afin de pouvoir répondre au mieux aux impératifs des annonceurs, le Groupe a développé une offre de sites s'adressant spécifiquement aux différentes populations d'internautes (adolescents, jeunes adultes, seniors etc.). Chacun des sites spécifiquement développé selon une stratégie marketing précise, génère ainsi une audience particulièrement ciblée et ainsi hautement monétisable auprès des annonceurs.

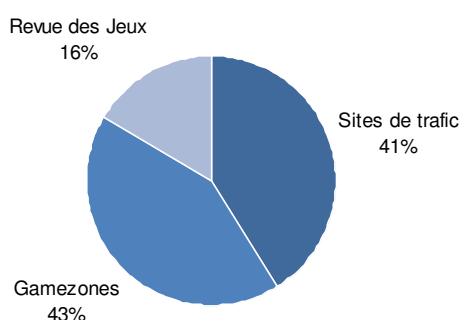
Dans le but de s'adresser à une large variété de profils d'internautes, le Groupe a développé deux principaux types de sites :

- les sites de trafic : correspondant à la logique des joueurs occasionnels, ces sites proposent gratuitement aux internautes d'accéder à une sélection de jeux en ligne (casual games).
- les gamezones, ou zones de jeux communautaires, qui proposent aux internautes inscrits de cumuler des points et autres avantages au fur et à mesure de leur participation aux jeux et jeux-concours proposés.

A fin janvier 2011, le Groupe comptait 9,6 millions de visiteurs uniques.

L'activité en ligne du Pôle Grand Public est complétée par la Revue des Jeux, activité historique de Groupe ConcoursMania.

#### **Répartition du CA 2010 BtoC par activité (3 676 k€ en pro forma)**



## Portefeuille de l'activité BtoC

### Casual Gaming Flibus.com



- 3,6 millions de pages vues / mois
- 1 million de visites / mois
- 600 000 visiteurs uniques / mois

### Gamezone : Kado.fr



- Plus de 150 000 inscrits
- 59 % de contacts optin
- une cible familiale idéale pour les annonceurs

#### 6.1.2.1 Sites de trafic

Les sites de trafic sont des sites portails recensant et mettant gratuitement à la disposition des internautes des sélections de jeux en ligne. Ces jeux sont qualifiés de « casual games », c'est-à-dire de jeux simples et divertissants, de type casse-briques, jeux d'adresse, de tirs ou encore de lettres. Ces portails s'adressent à une population d'internautes très large, à la recherche d'un divertissement ludique sur Internet ne nécessitant pas une expertise particulière ou un apprentissage du jeu spécifique.

Dans cette catégorie, on retrouve également les sites présentant une sélection de jeux-concours gratuits accessibles sur le web.

Le portefeuille de sites de trafic du Groupe est sans conteste l'un des plus riches de l'industrie des jeux et jeux-concours sur l'Internet francophone et a été développé au fil des années. Afin de pouvoir atteindre un maximum d'internautes, il est constitué de différents sites s'adressant de façon spécifique à des catégories d'internautes particulières (sexe, âge). Ces spécificités se retrouvent tant dans le nom du portail que dans son habillage et dans son catalogue de jeux référencés.

A la date de publication du présent document de base, le portefeuille de sites de trafic du Groupe est principalement composé des sites suivants :

Sites	Description	Cible	Statistique
	<ul style="list-style-type: none"> <li>1er portail français sur les jeux-concours promotionnels du web</li> <li>Propose toutes les informations nécessaires pour jouer rapidement aux jeux web : modalités de participation, réponses, conseils de jeux</li> <li>Relai très important pour les annonceurs, Concours.fr permet une diffusion massive des jeux-concours sur une cible extrêmement réactive</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Destiné au grand public</li> <li>52% d'internautes femmes et 48% d'hommes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 120 000 VU mensuels</li> <li>Base de données : env. 1.5M de membres</li> <li>Plus de 400 jeux-concours en permanence</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un des principaux sites mondiaux de casual gaming</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Destiné au grand public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 7.7M de VU mensuels</li> <li>15M de visites par mois</li> <li>100M de pages vues par mois</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Portail international des jeux gratuits en ligne</li> <li>Plus de 4000 jeux en flash proposés</li> <li>Très forte pénétration sur le marché francophone (France, Belgique, Suisse)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Destiné aux 12-25 ans</li> <li>55% d'hommes, 45% de femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 600 000 VU mensuels</li> <li>Plus de 100 000 jeux joués par jour</li> <li>Plus de 190 pays jouent sur Filbus</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Portail international de jeux gratuits pour les filles : coiffure, maquillage, décoration...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience 83% Femme</li> <li>10 à 20 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 50 000 VU mensuels</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un des principaux sites francophones de jeux pour filles</li> <li>Une des plus grandes variétés de jeux dans ce domaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience 90% Femme</li> <li>8 à 25 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 300 000 VU mensuels</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Site de jeux flash à destination du jeune public féminin</li> <li>Contenu de dessins animés en lecture gratuite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Public actif jeunes filles</li> <li>6-12 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 40 000 VU mensuels</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Portail français de casual gaming</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grand public</li> <li>12-30 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Jouer.fr</li> <li>Portail français de casual gaming</li> <li>Grand public</li> <li>12-30 ans</li> <li>Audience : 50 000 VU mensuels</li> </ul>

Les jeux proposés par ces différents sites de trafic sont développés par des éditeurs tiers avec lesquels Groupe ConcoursMania a établi des partenariats. Cette collaboration est fondée sur le principe suivant : le trafic et la visibilité sont apportés par le Groupe et le jeu est fourni par l'éditeur, ce dernier se rémunérant par la diffusion de publicité en ligne au sein directement du jeu, notamment durant la période de chargement du jeu.

Afin d'assurer la bonne visibilité de ses différents sites de trafic, le Groupe a développé en interne une véritable expertise en matière de référencement naturel auprès des principaux moteurs de recherche utilisés par les internautes (ou « SEO » pour Search Engine Optimization). Ce savoir-faire spécifique, associant sélection des jeux proposés et renouvellement constant de l'offre, permet aux portails gérés par le Groupe de figurer de façon quasi-systématique dans les premiers résultats fournis par les moteurs de recherche aux requêtes classiques des internautes intéressés par ce type de contenu (jeux, jeux en ligne, etc.). Ainsi, et ce depuis sa création, le Groupe bénéficie d'un important trafic naturel sur ce type de site et n'a pas besoin à ce jour d'investir en publicité afin de soutenir la visibilité et le trafic de ces sites, en dehors de l'investissement lié à la masse salariale au titre de l'expertise interne en matière de référencement naturel.

L'ensemble des sites portails gérés et exploités par le Groupe repose sur une plate-forme technique et d'hébergement dont la robustesse et la capacité à assurer une disponibilité maximale des contenus même en période de forte affluence (« heures de pointe » en début d'après-midi ainsi qu'en soirée) est avérée. Cette plateforme technologique permet également, de façon totalement automatique, d'assurer la mise à jour des jeux référencés par le Groupe et la bonne exécution de la stratégie SEO des différents sites.

#### ▪ **Modèle économique**

Le modèle économique des sites de trafic du Groupe repose sur la monétisation du trafic de chacun des sites dans le cadre de campagne de marketing en ligne d'annonceurs de nature diverse et variée. Cette monétisation repose sur la commercialisation d'espaces publicitaires dédiés sur chacune des pages affichées par les sites. Cette commercialisation associe le modèle de la vente du « display » au modèle de la « facturation aux clics » ou de « facturation au profil collecté » :

- le modèle Display : ce modèle correspond à des stratégies d'annonceurs recherchant une visibilité de leur marque sur Internet. Les sites du Groupe sont ainsi utilisés pour la forte visibilité qu'ils assurent aux annonceurs auprès des visiteurs des sites de trafic du Groupe. La commercialisation de ces espaces publicitaires est principalement assurée par une régie interne. Cette équipe de spécialistes du marketing en ligne à la compétence reconnue et avérée propose aux annonceurs l'ensemble des formats utilisés par le marché, de la « bannière » classique aux formats plus évolués comme l'habillage de sites ou les bannières vidéos.
- le modèle « au clic » ou « au profil collecté » encore appelé « Performance Marketing » : ce modèle de commercialisation s'adresse plus spécifiquement aux annonceurs à la recherche de trafic ou de collecte de bases de données pour leurs propres sites. Il s'agit ici pour le Groupe de proposer sur l'ensemble des pages affichées par ses sites de trafic une liste de liens cliquables par l'internaute renvoyant vers les sites des annonceurs. Le Groupe est ici rémunéré en fonction de sa capacité à générer de l'audience pour les annonceurs selon le modèle du « Pay per Clic » ou paiement selon le nombre de clics générés ou bien encore du « Pay per lead ». Ce modèle est extrêmement en vogue sur Internet car il offre à l'annonceur une véritable maîtrise de son retour sur investissement (« ROI » marketing). Le Groupe travaille ainsi aujourd'hui avec l'ensemble des plateformes d'affiliation des marchés dont les leaders tel que Google, Zanox, NetAffiliation, etc.

#### 6.1.2.2 *Gamezones*

Les « Gamezones » (ou sites communautaires de jeux) développées et exploitées par le Groupe rassemblent des jeux « casual games » ainsi que des jeux-concours exclusifs, uniquement accessibles aux internautes inscrits à la communauté. Ces sites s'adressent à une population d'internautes adeptes des jeux en ligne en les fidélisant par des mécanismes d'« incentive » à base de cadeaux ou de points, ces derniers cumulés permettant d'accéder à des jeux spécifiques ou à une gamme élargie d'objets promotionnels.

La structure de ces sites permet au Groupe de bâtir une base de données d'internautes extrêmement qualifiée, les internautes volontairement inscrits, étant amenés à remplir des formulaires d'inscription détaillés (nom, âge, adresse, centre d'intérêts, etc.).

A cet égard, le Groupe s'attache à assurer la meilleure protection des données délivrées par les internautes inscrits. Notamment, un consentement en « opt-in » est demandé pour toute collecte d'adresse e-mail, conformément à la réglementation en vigueur et aux recommandations professionnelles du secteur.

Chaque internaute inscrit dispose d'un droit d'information, d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations le concernant en utilisant les formulaires en ligne présents sur les sites ou en contactant le service client du Groupe ou du site.

Tout comme dans la stratégie de portefeuille de « sites de trafic », le Groupe s'attache à bâtir une gamme de Gamezones s'adressant de façon spécifique à différentes populations d'internautes. A ce jour ce portefeuille est principalement constitué des gamezones suivantes :

▪ **Présentation des principales « Gamezones » du Groupe**

Sites	Description	Cible	Statistiques
 <p>ToiloKdo.com</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un des 3 plus gros sites de jeux gratuits pour gagner des cadeaux en France</li> <li>Système de cumul de points à convertir contre des cadeaux dans un espace boutique dédié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Femmes 60%, Hommes 40%</li> <li>18-35 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 800 000 VU mensuels</li> <li>Base de données : env. 1.2M de membres</li> <li>Plus de 2000 cadeaux expédiés chaque mois</li> </ul>
 <p>Cashpot.fr</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Propose une loterie gratuite pour gagner 20 000€ par jour et des jeux de grattage à gain immédiat</li> <li>10 grilles de loterie gratuite offertes à chaque joueur tous les jours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 65% de femmes entre 30 et 50 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 130 000 VU mensuels</li> <li>Base de données : env. 500 000 membres</li> <li>Plus de 3 000 000 de grilles jouées par mois</li> </ul>
 <p>Kado.fr</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Portail de jeux gratuits à dimension familiale pour gagner des cadeaux dans l'univers maison, high-tech</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cœur de cible : 72% femmes</li> <li>25-35 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audience : 70 000 VU mensuels</li> <li>Base de données : env. 150 000 membres</li> </ul>

Le portefeuille de casuels games et de jeux-concours proposé par ces sites repose également sur les partenariats établis par le Groupe avec des éditeurs tiers pour les casuels games mais également sur des créations strictement internes. Pour les sites de référencement de jeux-concours, le portefeuille de jeux-concours est constitué par des partenariats établis par le Groupe avec des organisateurs d'opérations.

Le trafic de ces gamezones est également assuré par l'expertise SEO du Groupe, il est également assuré par l'envoi régulier de lettres d'information destinées aux inscrits de chaque site ainsi que la promotion croisée entre les sites du Groupe. De ce fait les investissements publicitaires et marketing sont particulièrement optimisés pour bâtir et faire progresser leur visibilité auprès des internautes. Le modèle même de la gamezone, par nature fidélisant, permet à ces sites de bénéficier de visites régulières (parfois plusieurs fois par jour) de la part de leurs membres.

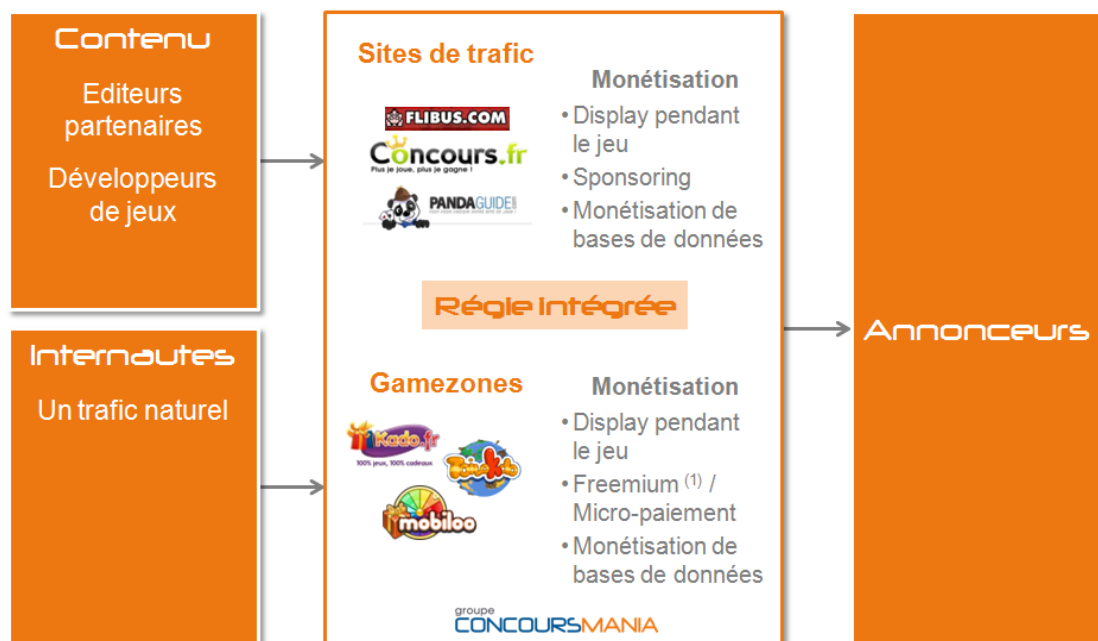
L'ensemble des gamezones repose également sur la plate-forme technologique développée par le Groupe, permettant au Groupe d'être particulièrement efficace en terme d'animation de la communauté, de mise à jour des contenus proposés et de gestion du back-office (calcul des points des joueurs, processus d'allocation des cadeaux, gestion de la logistique, etc.).

### **Modèle économique**

Le modèle économique associé aux gamezones du Groupe repose sur les piliers suivants :

- Monétisation de l'audience de ces sites par le biais des axes commerciaux des sites de trafic : Display (affichage), « Pay per Clic » (paiement au clic) et « Pay per Lead » (paiement au profil).
- Monétisation de la base de données « opt-in » des internautes inscrits aux gamezones : lors de leur inscription aux gamezones, les internautes se voient proposer de recevoir de façon ponctuelle des e-mails commerciaux de la part d'annonceurs partenaires du Groupe. La base de données regroupant l'ensemble des internautes ayant accepté cette proposition (« opt-in ») représente un véritable actif pour le Groupe. La monétisation de cette base réside dans son activation lors de campagnes d'e-mailings ciblées réalisées pour le compte d'annonceurs. La rémunération du Groupe répond ici aussi aux bases du « Performance Marketing », la performance pouvant être mesurée selon les campagnes soit au nombre de clics générés, soit au nombre d'internautes issus de la base du Groupe ayant répondu à la sollicitation de l'annonceur (achat, remplissage de formulaire, inscription, etc.). Tout comme dans le cas de la monétisation des sites de trafic, le Groupe accède aux campagnes d'e-mailing des annonceurs via les plates-formes d'affiliation du secteur. Il est également à noter que cette base de données « opt-in » représente un véritable actif industriel différenciant que le Groupe valorise dans le cadre de son « pôle Professionnel » (voir chapitre 6.1.3).
- Monétisation de l'audience par le biais de développement de jeux et applications « Freemium ». Si l'ensemble de jeux et jeux-concours proposés aux internautes dans le cadre des gamezones sont d'accès strictement gratuits, le Groupe a progressivement mis en place une politique optionnelle pour les internautes inscrits de propositions d'accessoires spécifiques payant liés à certains jeux particuliers. Dans la mise en œuvre et le développement de ce modèle, le Groupe s'appuie sur des partenaires spécialisés en micro paiement de type Rentabiliweb ou Allopass.

**L'infographie suivante permet de synthétiser l'offre BtoC du Groupe**



#### 6.1.2.3 La Revue des Jeux

Activité originelle du Groupe mais devenue moins stratégique aujourd'hui, La Revue des Jeux est un magazine mensuel édité par le Groupe qui recense l'ensemble des jeux-concours promotionnels en cours, quels qu'en soient les supports (produits de grande consommation, presse, Internet, etc.).



Le contenu original de cette revue est intégralement développé par les équipes internes du Groupe. En revanche sa fabrication (impression) et sa distribution sont externalisés auprès de partenaires spécialisés.

En termes de modèle économique, la Revue des Jeux bénéficie de trois sources de revenus :

- **Modèle d'abonnement** : le magazine compte fin 2010 près de 10 000 abonnés, tous payant leur abonnement (abonnements à durées fixes sur 3, 6, 12 ou 24 mois ou à durées libres, par prélèvements automatiques mensuels ou trimestriels).
- **Activité de vente par correspondance** : vente de produits dérivés destinés aux abonnés (cartes postales, tampons avec adresse personnelle permettant de jouer aux jeux promotionnels, etc.).
- **Publicité** : certains espaces du magazine sont destinés à être vendus à des annonceurs ou permettent de diffuser des jeux promotionnels générant des revenus par sms (jeux dont la gratuité pour le consommateur est assurée par le remboursement d'un appel sur simple demande).

#### *6.1.2.4 Une expertise technologique au service du pôle Grand Public*

Le succès de l'activité Grand Public du Groupe repose en partie (comme précédemment exposé) sur la gamme d'outils technologique ad-hoc développé au fur des années par le Groupe. Ces outils techniques lui permettent d'optimiser sa rentabilité intrinsèque par une automatisation maximum de la gestion des contenus de ses sites et de leur monétisation. Les principaux outils technologiques différenciant du Groupe sont les suivants :

- **Expertise SEO** : les collaborateurs du Groupe disposent d'une expérience reconnue en termes de référencement naturel, et bénéficient d'une formation continue et soutenue pour être au fait des dernières techniques et évolutions du secteur.
- **La « Mégabase »** : outil permettant de centraliser toutes les adresses et informations de qualification et réactivité provenant des inscrits (« opt-in ») des sites du Groupe (recherches, exports, purges de fichiers de location, déduplications pour envoi via les routeurs d'emails, récupérations et enrichissements des statistiques d'envois des e-mailings). Cet outil est mis à jour quotidiennement avec les données provenant des sites et campagnes de promotion mises en œuvre.
- **La « Barre B2C »** : il s'agit d'une barre présente sur la plupart des sites du Groupe qui permet à un internaute d'accéder directement et facilement à l'ensemble de l'offre BtoC du Groupe. L'outil sert également à comptabiliser les audiences déduplicuées.
- **Un outil de gestion automatisée de la logistique des cadeaux** (outil d'envoi centralisé de lots).
- **« Gesmag »** : il s'agit d'un outil de gestion des abonnements à la Revue des Jeux et de la vente de produits dérivés.

#### **6.1.3 Le pôle Professionnel : Groupe ConcoursMania, gestionnaire des opérations de jeux marketing pour les annonceurs**

Depuis l'an 2000, le Groupe a mis en œuvre une offre d'accompagnement global des annonceurs souhaitant recourir aux jeux-concours comme canal de communication en ligne. L'expertise unique des équipes du Groupe lui a permis de rapidement devenir un acteur incontournable sur ce segment de marché et d'enregistrer une croissance soutenue du chiffre d'affaires de son pôle professionnel.



#### 6.1.3.1 Les jeux-concours comme vecteur de communication pour les annonceurs

Toujours à la recherche de nouveaux canaux de communication en ligne, les annonceurs de l'Internet ont rapidement compris la puissance et l'efficacité des opérations événementielles axées autour des jeux-concours sur Internet. Déjà éprouvés dans les réseaux physiques de distribution (non présents sur Internet), les jeux-concours permettent en effet aux marques d'attirer l'attention des consommateurs dans un cadre attractif (lots ou gains) et ludique (le jeu). Retranscrits dans l'industrie du marketing en ligne, la valeur marketing de ces opérations s'est retrouvée démultipliée par la capacité exceptionnelle qu'offre Internet pour contacter en un minimum de temps un maximum de consommateurs, et ce pour un coût de revient réduit.

Les offres développées par le Groupe répondent aux différentes ambitions et objectifs des annonceurs en ligne, qui peuvent recouvrir les problématiques suivantes :

- **Génération de trafic** : le Groupe développe et promeut des jeux-concours aux couleurs de l'annonceur afin d'augmenter la notoriété et le trafic de son site.
- **Collecte et fidélisation** : l'annonceur utilise l'attractivité du jeu marketing pour enregistrer des inscriptions d'internautes qu'il pourra valoriser par la suite par des actions de marketing direct (e-mailing sur base « opt-in », campagnes de mailing courrier, etc. dans le respect des dispositions légales en vigueur relatives à la protection des données personnelles).
- **Augmentation des ventes** : il s'agit ici de favoriser le développement des ventes de l'annonceur.

#### 6.1.3.2 Groupe ConcoursMania accompagne les annonceurs sur l'ensemble de la chaîne de valeur du jeu marketing en ligne

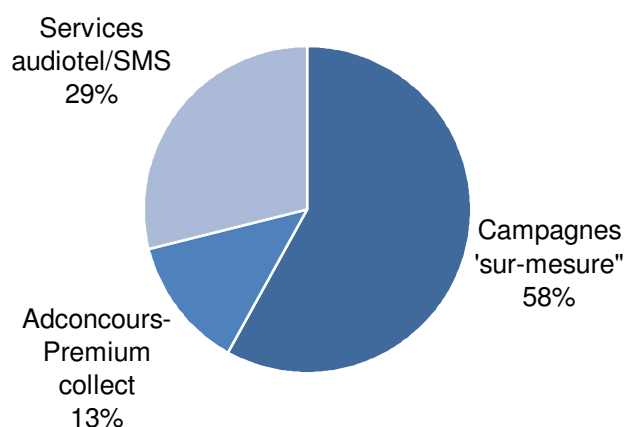
Le Groupe accompagne de façon globale les annonceurs dans la mise en place de leurs opérations de jeux marketing en ligne, en intervenant notamment sur les étapes suivantes :

- **Conseil stratégique** : étude marketing, définition des cibles visées, conception des jeux, sélection des dotations etc.
- **Création et développement technique** : définition de l'ergonomie du jeu, création graphique, réalisation technique, hébergement des bases de données et du jeu.
- **Accompagnement dans la gestion des formalités** : conformité des formulaires avec la Loi sur la Confiance en l'Economie Numérique (LCEN), dépôt chez huissier du règlement du jeu, tirages au sort.
- **Promotion et diffusion des campagnes** :
  - Sur le(s) site(s) de la marque,
  - Sur les sites de trafic du Groupe,
  - Auprès de la base « opt-in » (consentement préalable de l'internaute à recevoir des offres commerciales par voie électronique) du Groupe ou de ses partenaires,
  - Par la mise en œuvre de campagnes de communication élargies, notamment grâce aux plateformes d'affiliation partenaires du Groupe.
- **Suivi des opérations** : collecte et analyse statistique, suivi des résultats et performances des campagnes.
- **Logistique des dotations** : sélection et achat des dotations, gestion de la distribution des lots aux gagnants, gestion et suivi des relations avec les gagnants.

En complément de son activité de mise en œuvre de jeux marketing en ligne sur mesure pour le compte des marques, le Groupe a également développé deux offres complémentaires, lui permettant de couvrir l'ensemble des besoins des annonceurs :

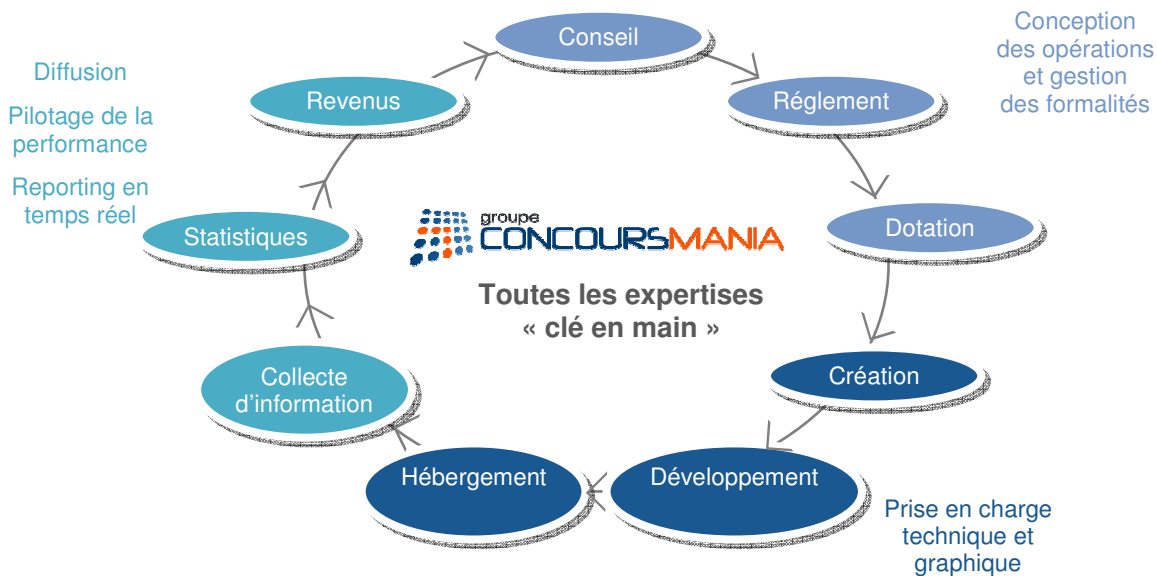
- **« Premium Collect – AdConcours »** : il s'agit d'une offre exclusive et propriétaire du Groupe. Ce dispositif permanent réunit des opérations de jeux-concours organisés de façon continue tout au long de l'année par le Groupe, sur un mode de mutualisation. Ces différentes opérations, totalement opérées par le Groupe, sont proposées à des annonceurs sous forme de « sponsoring », exclusif ou non, sur des durées déterminées. Cette offre s'adresse principalement à des annonceurs dont les budgets ne justifient pas la mise en œuvre d'opérations totalement dédiées.
- **Jeux sur Service Vocaux Interactifs – SVI (audiotel/SMS)** : l'offre sur SVI du Groupe a été bâtie afin de permettre aux éditeurs de contenu, soit en ligne (sites à fort trafic), soit hors-ligne (presse) de monétiser leurs espaces publicitaires invendus. Les jeux-concours, principalement des opérations de jeux à révélation immédiate, mis en place par le Groupe sont ainsi relayés par les partenaires éditeurs proposant aux participants d'envoyer un SMS ou de passer un appel surtaxé pour savoir s'ils ont gagné (jeux dont la gratuité pour les participants est assurée par le remboursement d'un appel sur simple demande).

**Répartition du CA pro forma BtoB en 2010 par type de prestations (3 869 k€)**



Seulement 12% du chiffre d'affaires BtoB a été réalisé en indirect (agences interactives et de publicité, référenceurs, centrales d'achats, etc. ) au titre de l'exercice 2010.

**L'infographie suivante permet de synthétiser l'offre BtoB jeux-concours de Groupe ConcoursMania**



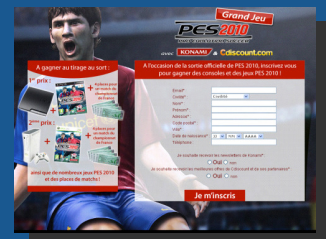
**Recrutement de prospects et clients**



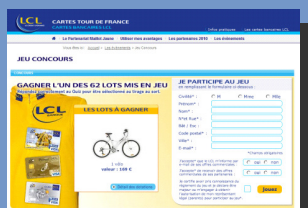
**Enrichissement et qualification de fichiers**



**Animation de communautés**



**Découverte d'avantages concurrentiels**



**Création de trafic et fidélisation d'audience**



**Augmentation des ventes**



### *6.1.3.3 La maîtrise technologique au cœur du succès du Pôle Professionnel*

La mise en œuvre d'opérations de jeux marketing pour le compte d'annonceurs implique un processus extrêmement complexe dont la bonne exécution est impérative et critique, tant pour des raisons de retour sur investissement de l'annonceur, que du fait de contraintes légales particulièrement pointues. Afin de pouvoir accompagner de façon industrielle et sur des volumes sans cesse croissants, Groupe ConcoursMania a développé une gamme d'outils technologiques spécifiques reflétant son expertise. Ces principaux outils sont notamment :

- le « GCM-Mailer » : il s'agit d'une plateforme d'exploitation des données collectées dans le cadre d'une opération. Cet outil permet notamment d'adresser des e-mails de façon automatique sous réserve du consentement préalable (« opt-in »), avec un échange en temps réel avec les systèmes et bases de données de l'annonceur (e-mail transactionnel via webservice, personnalisation et statistiques) ;
- une base industrialisée de développement de jeux (gestion des formulaires, gestion des adresses et de leur normalisation en temps réel, scénarios et mécaniques de jeux, sécurité des opérations, statistiques en temps réel des opérations, etc.) ;
- « Premium Collect – Adconcours » : Le système gère l'affichage d'annonceurs selon le profil de l'internaute. Le système interroge en temps réel les bases de données des clients annonceurs pour afficher ou non le formulaire de collecte. L'internaute a ensuite la possibilité s'il le souhaite de recevoir les offres commerciales de l'annonceur par e-mail (collecte en « opt-in »).

### *6.1.3.4 Modèle économique*

Le modèle économique du Pôle Professionnel du Groupe s'articule autour des axes suivants :

- dans le cadre d'opération ad-hoc, le Groupe facture en direct à l'annonceur un forfait dont le montant dépend de la complexité de l'opération mise en place (développements spécifiques, création et réalisation graphique, etc.) ainsi que de l'ampleur de l'opération en termes d'objectifs marketing. Cette rémunération forfaitaire est complétée par une rémunération à la performance au travers de laquelle le Groupe est intéressé au succès des opérations mises en œuvre pour le compte de ses clients ;
- le modèle économique lié à Adconcours-Premium Collect est exclusivement lié à la performance des opérations menées pour les annonceurs, le Groupe facturant en fonction du nombre d'adresses effectivement collectées pour l'annonceur (« leads ») générées par la plateforme ;
- les revenus générés par les Services Vocaux Interactifs menées par le Groupe sont collectés par des partenaires spécifiques et sont ensuite reversés par le Groupe à son partenaire éditeur, après la marge commerciale négociée. Le partenaire spécifique est sélectionné à la suite d'un appel d'offres organisé à dates régulières par le Groupe. A la date de rédaction du présent document, c'est la société Rentabiliweb qui a été sélectionnée comme partenaire du Groupe.

**L'infographie ci-dessous présente la chaîne de valeur de l'activité Pôle Professionnel de Groupe ConcoursMania**



#### **6.1.4 Une forte complémentarité entre les Pôles Grand Public et Professionnel**

Le Groupe dispose aujourd'hui d'un positionnement global sur les métiers liés aux jeux marketing en ligne, qui font du Groupe l'un des principaux acteurs de son secteur. Ce modèle dual, associant le positionnement B2C aux prestations B2B, permet au Groupe d'affiner en continu son expertise dans son domaine et de développer une véritable capacité d'innovation tant conceptuelle que technologique. Ainsi, la parfaite connaissance des comportements et attentes des joueurs en ligne issus de l'exploitation des sites du Pôle Grand Public permet au Groupe d'être d'autant plus performant lorsqu'il intervient directement pour le compte d'annonceurs.

#### **6.1.5 Groupe ConcoursMania, une expertise unique**

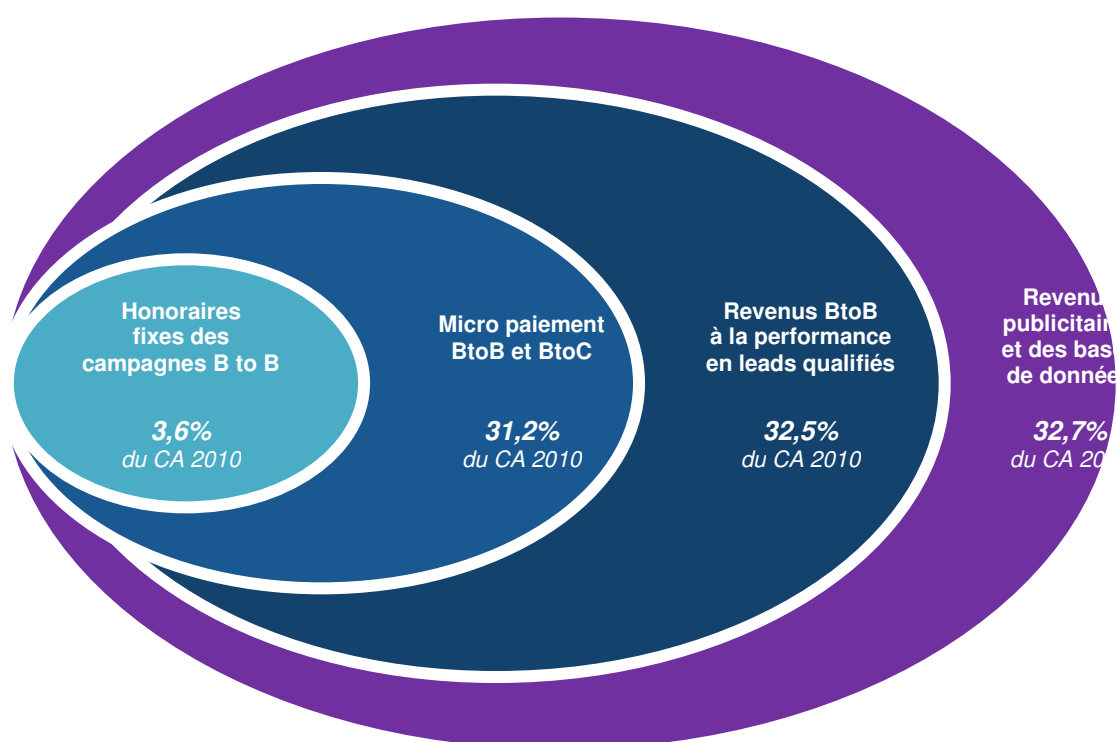
Sur des marchés en perpétuelle évolution et face à des internautes avides d'innovation, le Groupe dispose aujourd'hui de compétences et d'actifs industriels rares qui lui permettent aujourd'hui de disposer d'une position originale et décisive :

- La richesse des actifs technologiques développés ou exploités par le Groupe n'a cessé de s'accroître au fil des années. Fruit d'une expérience opérationnelle, tant sur le front du B2C que sur le secteur professionnel, les outils logiciels métiers développés en interne par le Groupe lui confèrent aujourd'hui une capacité à gérer et soutenir sa croissance de façon quasi industrielle.

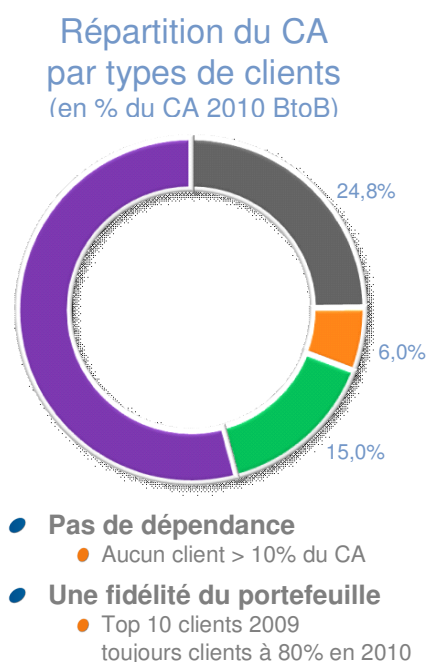
- L'expertise du Groupe dans la mise en œuvre d'actions marketing en ligne sur la base de jeux marketing en font un partenaire de choix pour les annonceurs en ligne. Sa capacité à définir et produire les jeux et concours qui plaisent aux internautes, sa connaissance des comportements des différentes catégories d'internautes et sa capacité à analyser les besoins réels des annonceurs sur Internet font du Groupe un acteur de premier plan.
- La capacité avérée de son équipe de direction à anticiper les tendances et les évolutions de l'industrie du jeu en ligne, du marketing en ligne et des modèles économiques associés, représente un gage pour le futur du Groupe, qui a également su au fil des années intégrer avec succès de nombreuses opérations de croissance externe.

#### 6.1.6 Une base clients solide, composée principalement de grands comptes

##### Répartition du chiffre d'affaires pro forma 2010 par modalités de paiement



**L'infographie ci-dessous présente une sélection des références clients du Groupe par secteur d'activité :**



**E-COMMERCE**

**DISTRIBUTION / GRANDE CONSOMMATION**

**SERVICES**

**PRESSE - MÉDIA**

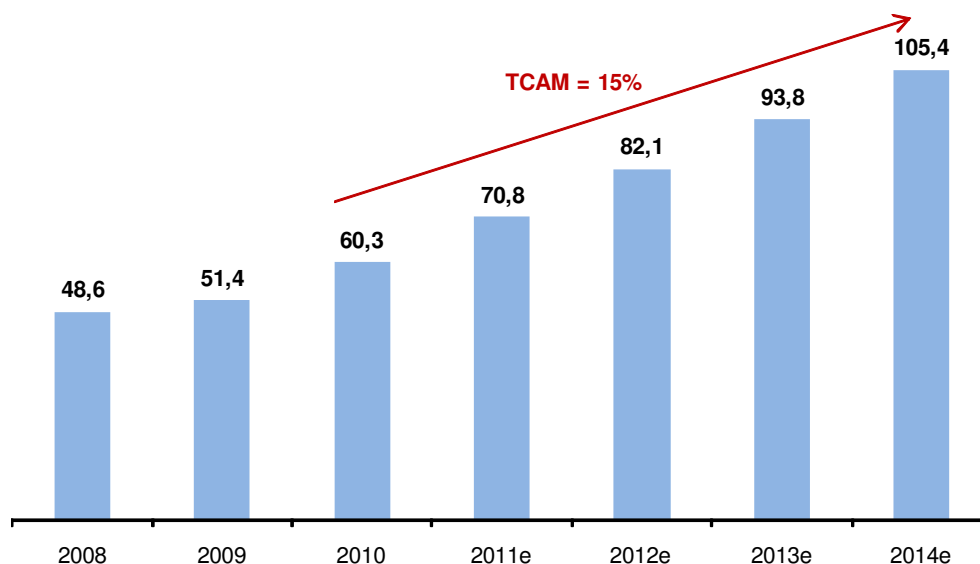
**Plus de 100 marques issues de tous les secteurs**

Aujourd'hui, la majorité des opérations BtoB sont obtenues directement auprès des annonceurs, et très peu auprès des agences de communication. L'un des objectifs du Groupe pour les prochaines années est d'accroître la part de ce canal indirect.

## 6.2 LE MARCHÉ DU MARKETING EN LIGNE EST EN FORTE CROISSANCE, SOUTENU PAR LES TENDANCES DE CROISSANCES SOLIDES

### 6.2.1 Principales tendances de marché dans le monde, en Europe et en France

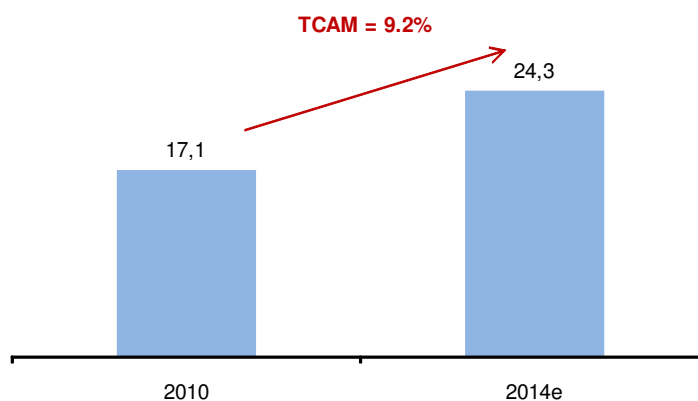
#### Evolution du marché de la publicité en ligne dans le monde (en Mds\$)



Source : JP Morgan, Etude « Nothing But Net, 2011 Internet Investment Guide », Janvier 2011

Après une croissance ralentie en 2009 (6% en 2009 vs. 2008), liée à la crise, les dépenses publicité en ligne à l'échelle mondiale ont augmenté de plus de 17% en 2010 (vs. 2009). D'après les estimations de JP Morgan, le marché de la publicité en ligne (« Online Advertising ») devrait continuer de croître à un taux de croissance annuel moyen de 15% entre 2010 et 2014.

#### Evolution du marché de la publicité en ligne en Europe (en Mds€)

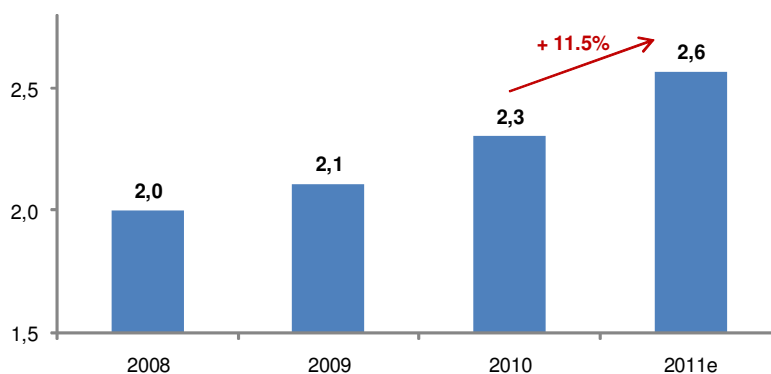


Source : EMarketer, 2010

La tendance est sensiblement la même sur le marché européen, puisque le marché devrait poursuivre sa croissance à un rythme annuel moyen de près de 10%.



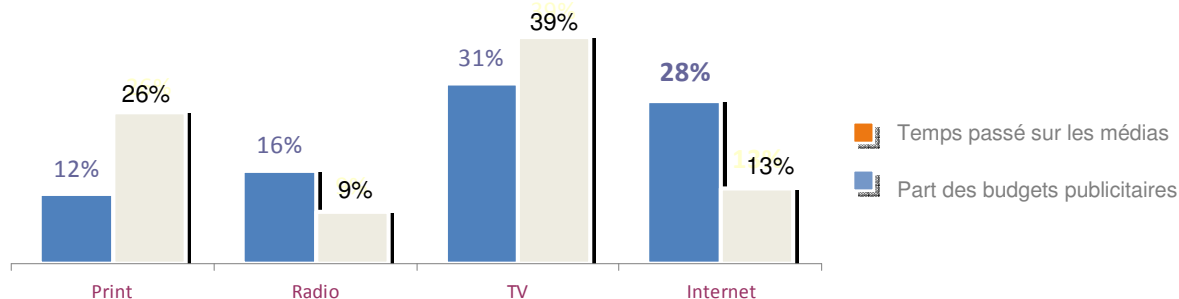
### Evolution du marché de la publicité en ligne en France (en Mds€)



Source : Capgemini Consulting, SRI (Syndicat des Régies Internet), Janvier 2011

Le marché français de la publicité en ligne poursuit également la même tendance, d'après Capgemini/SRI Consulting : après une croissance ralentie en 2009 (+5.5% vs. 2008), le marché a cru de 9.2% en 2010. Cette tendance devrait d'accentuer en 2011 puisque le marché français devrait croître de plus de 11% en 2011.

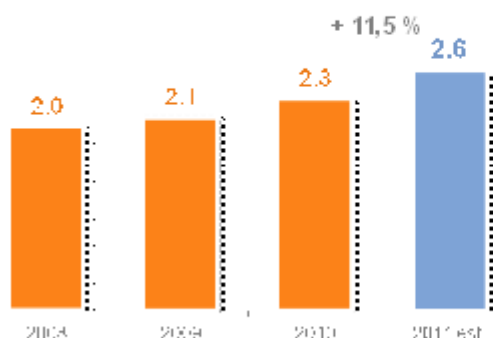
### Comparatif du temps de diffusion et de l'investissement publicitaire entre les différents médias en France en 2009 :



Source SRI Knowledge Networ, IAB (2010 , hors hors média)

## Croissance des investissements online :

Evolution du marché  
de la publicité en ligne en France  
(en Mds €)



Source Capgemini Consulting, SRI, Janvier 2011

### Dynamique du « Display » :

- Enrichissement des campagnes : liens contextuels, sponsoring de rubriques, habillages,...
- Intégration de « rich media » (streaming vidéo)
- Migration des annonceurs off-line

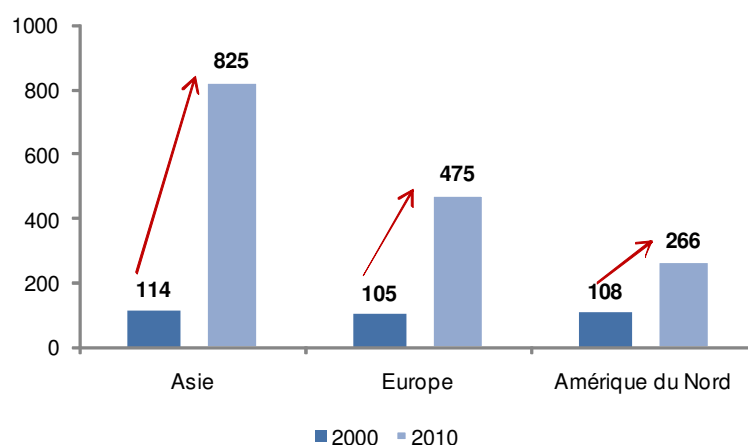
### Succès des modèles de performance :

- Une tendance qui s'accélère
- Mesure et pilotage en temps réel
- Une gestion des stratégies marketing totalement orientée « R.O.I »

## 6.2.2 La croissance du marché est soutenue par des tendances solides et durables

Le marché du marketing en ligne est tiré par les usages des consommateurs. La consommation de produits ou de services en ligne est positivement corrélée au taux de pénétration d'Internet. Le nombre d'internautes a fortement cru entre 2000 et 2010 (+624% en Asie, +352% en Europe, et 146% en Amérique du Nord). Cette croissance a notamment été favorisée par la généralisation des connexions haut débit et des forfaits de connexion illimités, qui a agit positivement sur le mode de consommation d'Internet.

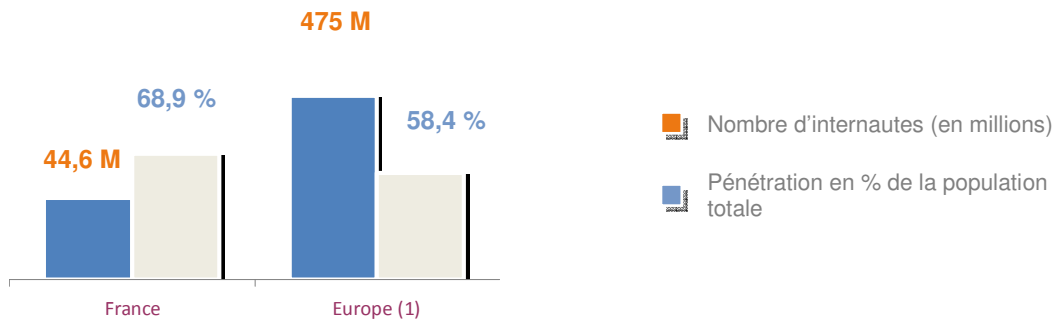
### Evolution du nombre d'internautes par région, 2000 vs. 2010 (en million)



Source : Internet World Stats, 2010

## Population d'internautes en 2010 :

### Population internautes en 2010

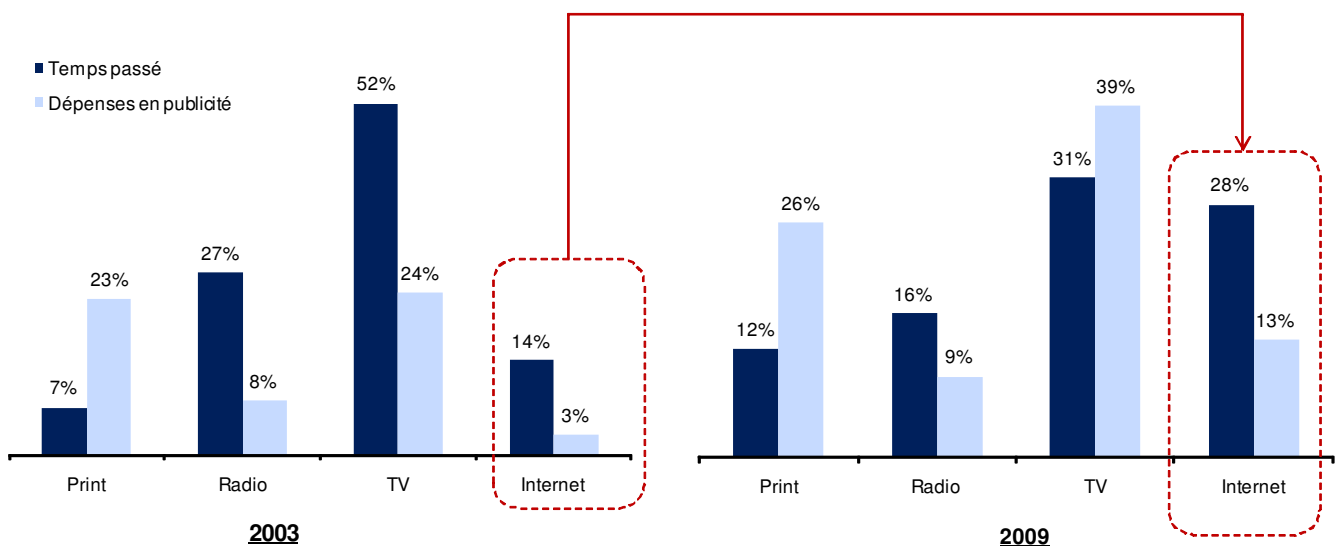


**92 %** des internautes français surfent quotidiennement

(1) Source Internet World Stats

Parallèlement à la croissance du nombre d'internautes, le temps passé sur Internet est en constante augmentation au fil des années.

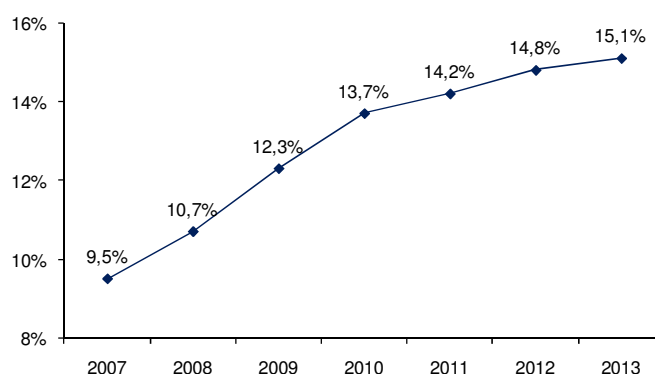
## Temps passé sur les différents médias vs. dépenses publicitaires (dans le monde), 2003 comparé à 2009



Source : SRI Knowledge Network, Universal McCann et IAB (d'après Yahoo!, 2010 Analyst Day Presentation)

Cette grande tendance de fond constitue, pour les annonceurs, une incitation supplémentaire à utiliser Internet comme média de communication. Ces derniers utilisent de plus en plus le média Internet comme vecteur d'acquisition et de fidélisation. L'investissement publicitaire sur Internet poursuit donc une croissance importante, tant par rapport aux investissements antérieurs sur ce média, que par rapport aux autres médias. Ainsi, alors que les autres médias (notamment la télévision et la radio) baissent ou stagnent au mieux (en termes de temps passé et budgets alloués), le temps passé sur Internet a doublé entre 2003 et 2009, et les investissements sur ce média ont plus que quadruplé. On constate donc un véritable effet de rattrapage des investissements sur ce média, tendance qui devrait se poursuivre dans le futur.

#### **Part des investissements des annonceurs sur Internet en Europe vs. autres médias**



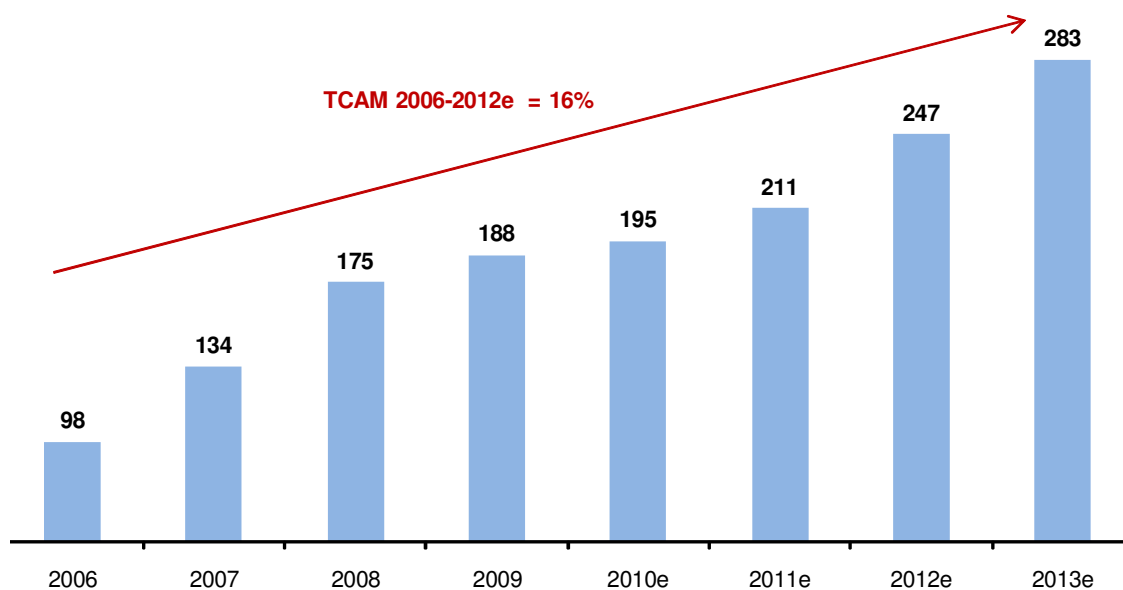
Source : Forrester Research, Forrester Research, d'après JupiterResearch Internet Advertising Model, Décembre 2008

Cette tendance à la hausse des budgets marketing en ligne des annonceurs est également renforcée par les facteurs suivants :

- une confiance accrue dans un Internet plus structuré et plus mature tant au niveau technologique qu'économique ;
- des retours sur investissements quantifiables et tangibles offerts par le média Internet, contrairement à des ROI difficilement mesurables sur des médias comme la télévision, la radio ou encore la presse papier.

Internet est ainsi devenu un média incontournable pour les annonceurs. Les consommateurs sont largement présents sur Internet, et les annonceurs y voient un nouveau lieu de conquête, de fidélisation et de vente. À ce titre, la croissance continue du marché du e-commerce représente par conséquent un facteur de croissance clé du marché du marketing en ligne.

### Evolution du marché du e-commerce en Europe 2006-2012e (hors voyage) en Mds\$

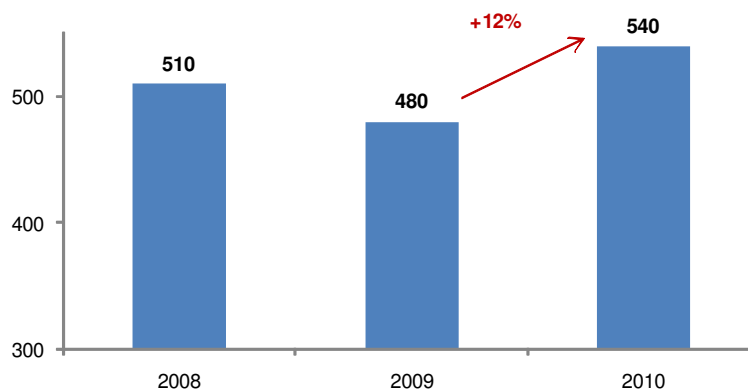


Source : JP Morgan, Etude « Nothing But Net, 2011 Internet Investment Guide », Janvier 2011

### **6.2.3 Groupe ConcoursMania est positionné sur deux segments dynamiques du marché de la publicité en ligne : le display et le marketing à la performance**

#### *6.2.3.1 Secteur du display*

### Evolution du marché du display en France en m€



Source : Capgemini Consulting, SRI (Syndicat des Régies Internet), Janvier 2011

Malgré une contraction du secteur en 2009 liée à la crise, le secteur du display en France a de nouveau cru de plus de 12% en 2010, avec notamment une forte accélération sur le deuxième semestre 2010. Cette tendance, qui devrait se poursuivre au cours des prochaines années, est soutenue par les facteurs suivants :

- La poursuite des efforts de développement de la notoriété en ligne et de l'image de marque des annonceurs ;
- Une forte hausse des budgets, liés notamment à l'arrivée de nouveaux formats : les publicités faisant appel à la vidéo ou à l'interactivité avec le consommateur (« rich media ») et la production de mécaniques de conquête de plus en plus sophistiquées (les jeux marketing par exemple) ;
- L'arrivée de nouveaux budgets pour soutenir les initiatives e-business de marques non présentes sur Internet (notamment dans le secteur de la grande consommation/retail, l'habillement, le luxe) avec des campagnes de grande ampleur ;
- Le lancement d'activités sur Internet de nombreuses marques non présentes en ligne, qui devrait générer sur les années futures un important flux d'investissement en communication digitale.

#### *6.2.3.2 Les modèles à la performance sont de plus en plus privilégiés par les annonceurs*

Les modèles de rémunération à la performance sont aujourd'hui plus dynamiques que les modèles au CPM (Coût pour Mille, affichage simple). Cette tendance, qui s'est accentuée au cours des dernières années, devrait se poursuivre. En effet, alors que la presse ne se base que sur des panels semestriels et limités, et que la télévision ne distribue ses boîtiers Audimat qu'à un nombre restreints de foyers (qui sont supposés être représentatifs), l'Internet publicitaire est lui totalement mesuré en temps réel : le rendement de chaque page affichée et de chaque clic peuvent être ainsi déterminé. Les annonceurs les plus pointus du Web incluent ce coût au clic en temps réel dans leur gestion de relation client pour déterminer avec une précision totale le retour sur investissements de leur présence sur un site ou sur les moteurs par rapport à leurs ventes : la demande du marché se tourne de manière croissante vers des solutions permettant de déterminer la rentabilité directe de chaque euro investi en publicité.

#### **6.2.4 Le jeu marketing, un outil efficace répondant à l'ensemble des besoins des annonceurs**

Les besoins des annonceurs dans leurs stratégies en ligne peuvent être regroupés dans les catégories suivantes :

- Conquête de nouveaux prospects et clients
- Enrichissement et qualification de fichiers
- Génération de trafic et augmentation durable de l'audience
- Mise en avant des avantages concurrentiels
- Animation de communauté et fidélisation
- Augmentation des ventes

Aujourd'hui, pour chacun de ces besoins, une opération de jeu marketing bien réalisée et performante permet de trouver une réponse très efficace.

- Conquête de nouveaux prospects et clients :  
Une opération de jeu en ligne permet à une marque de collecter des adresses e-mail et postales parfaitement saisies dans la presque totalité des cas puisque l'internaute a intérêt à donner des coordonnées fiables pour recevoir le prix en fin d'opération.  
Une opération par le jeu permet donc de connaître les visiteurs d'un site Internet en collectant ces données.
- Enrichissement et qualification de fichiers :  
Les jeux marketing permettent de mettre en place des mécaniques incitant les consommateurs à indiquer leurs centres d'intérêt ou leurs préférences sur certaines offres ou produits (par le choix d'un cadeau de préférence par exemple). Les réponses sont fiables et précises et cela d'autant plus que les jeux bien réalisés doivent permettre à un internaute de ne pas répondre s'il le souhaite.
- Génération de trafic et augmentation durable de l'audience :  
Les opérations de jeux marketing peuvent générer de forts volumes de trafic sur les sites des marques. Une opération bien réalisée permet ensuite de générer de la récurrence de visites puis de la fidélisation de chaque internaute en lui exposant les atouts du site et les services qu'il peut retrouver une fois l'opération achevée.
- Mise en avant des avantages concurrentiels :  
Grâce aux mécaniques de quiz, une marque peut faire visiter son site à chaque internaute et montrer les avantages qui la caractérisent. Un internaute est dans une démarche ludique et a une vision positive de la marque qui lui propose de passer un moment agréable sur le site en jouant.
- Animation de communauté et fidélisation :  
Les jeux marketing peuvent être organisés régulièrement par une marque afin de fidéliser ses meilleurs clients ou visiteurs. L'interactivité entre les internautes eux-mêmes, au travers d'un jeu de compétition par exemple, permet de renforcer les liens entre une marque et ses clients.
- Augmentation des ventes :  
L'intégration de mécaniques marketing destinées à générer ou augmenter les ventes est de plus en plus utilisée et efficace. En associant la connaissance des centres d'intérêt d'un consommateur (basés sur ses déclarations), une marque peut développer ses ventes.

## 6.2.5 Environnement concurrentiel

Groupe ConcoursMania évolue dans l'écosystème du marketing digital, et se situe à la croisée des chemins entre différents type d'acteurs :



Plus particulièrement, les concurrents du Groupe sont les suivants :

### 6.2.5.1 BtoC

#### ▪ Portails de référencement de jeux-concours

Le Groupe dispose d'une position historique et de référence en France dans ce secteur. Parmi les concurrents du Groupe, on retrouve en grande majorité des sociétés indépendantes exploitant uniquement des portails (comme toutgagner.com, mistergagnant.com ou infoconcours.com), ainsi que des groupes de marketing en ligne diversifiés (par exemple butineo.fr, qui appartient à la société Directinet, qui a elle-même été vendue à la société WDM).

#### ▪ Gamezones et sites de loterie gratuite

Dans ce secteur, le Groupe fait également partie des leaders français, et se positionne en concurrence avec la société Mediastay (avec les sites Yacado.com, Kingoloto.com et Banalalotto.com, Mediastay (17 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009, 29 millions de membres et 7 millions de visiteurs uniques) étant un groupe de marketing en ligne soutenu par un fond d'investissement, , Ludokado.com du groupe Adthink Media (23,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010 et 27 millions de visiteurs uniques) et de sites indépendants tels que Kalifoo.com ou 123loterie.com.



#### 6.2.5.2 *BtoB*

Dans cette activité, le Groupe rencontre deux types de concurrents :

- Des acteurs indépendants spécialisés sur le jeu-concours comme ViralGames et Mediastay.
- Des groupes de marketing en ligne au portefeuille d'activité relativement diversifié dont les prestations de jeu-marketing pour le compte d'annonceurs ne représentent qu'une part non prépondérante de leur chiffre d'affaires. Parmi ces acteurs, on retrouve des sociétés comme 1000Mercis (34,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010, 23 millions de consommateurs opt-in et 65 bases partenaires) ou Come&Stay (11,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010 et 300 millions de contacts opt-in dans le monde, dont 148 millions en propriété).

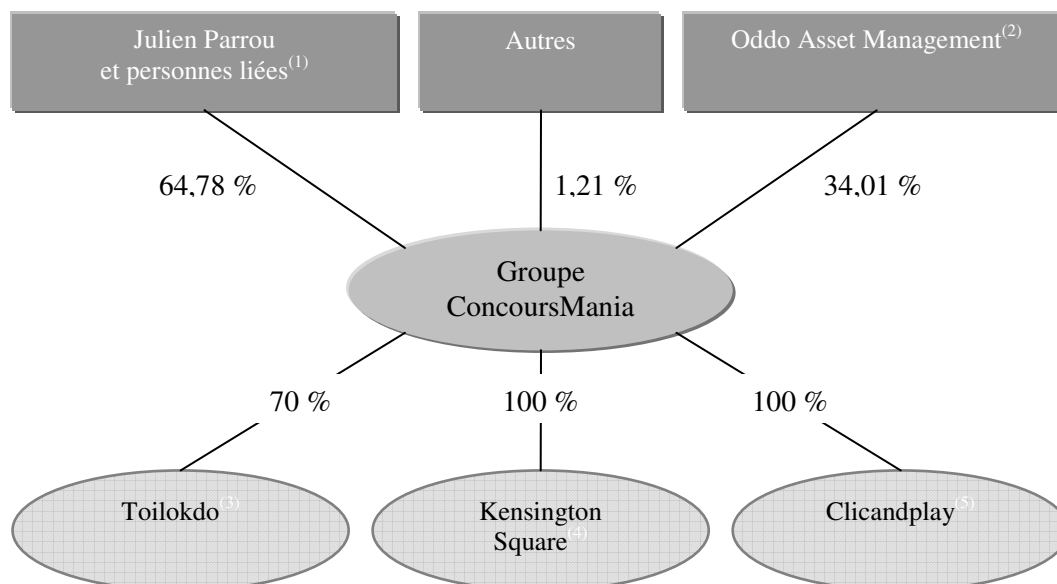
#### 6.2.5.3 *Prestations de réalisation de jeux audiotel-SMS :*

Dans cette activité, le Groupe est en concurrence avec des sociétés comme Cellfish (chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de dollars) ou Adverline (18,9 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009).

## CHAPITRE 7 - ORGANIGRAMME JURIDIQUE

### 7.1 ORGANIGRAMME CAPITALISTIQUE AU 31 MARS 2011

L'organigramme ci-dessous présente la situation du Groupe au 31 mars 2011 :



- 1 Julien Parrou et certaines personnes liées prévoient d'apporter leurs actions à la société Saint Florentin Participations qui deviendra la société holding regroupant la participation de Monsieur Julien Parrou, de certains membres de sa famille, ainsi que celle de Monsieur Hugues Duboscq.
- 2 Oddo Asset Management, société de gestion représentant les fonds d'investissement de proximité FIP Générations Entrepreneurs et FIP Générations Entrepreneurs 2.
- 3 La société Toilokdo est une SARL au capital social de 1.000 euros, enregistrée au RCS de Bordeaux sous le numéro 484 242 318. Son gérant est Monsieur Julien Parrou. La Société détient une option d'achat jusqu'au 31 décembre 2011 des 30% résiduel pour un montant de 234.000 euros sous déduction de la mise en œuvre de la garantie de passif pour 24 K€.
- 4 La société Kensington Square est une SARL au capital de 12.500 euros, enregistrée au registre du commerce de Luxembourg sous le numéro B147944. Son gérant est Monsieur Julien Parrou.
- 5 La société Clicandplay est une SARL au capital de 5.750 euros, enregistrée au RCS de Bordeaux sous le numéro 490 457 173. Son gérant est Monsieur Julien Parrou.

## **7.2 PRESENTATION DES FILIALES**

Les filiales ont une activité de création, développement, organisation, fabrication, commercialisation ou fourniture de biens ou de services divers en relation avec tout support multimédia, en ce compris notamment la création, le développement, l'exploitation ou l'organisation d'un ou plusieurs jeux, conformément à la réglementation en vigueur, ainsi que la création ou la commercialisation de tout produit dérivé. Des informations détaillées sur les participations de Groupe ConcoursMania figurent au chapitre 25 du présent document de base.

## **CHAPITRE 8 - PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENT**

### **8.1 DESCRIPTIF**

La Société n'est propriétaire d'aucun actif immobilier.

La Société est locataire des locaux qu'elle occupe et au sein desquels elle exerce son activité. Ces locaux sont situés au 351, Boulevard Wilson à Bordeaux (33200) au 7<sup>ème</sup> et au 8<sup>ème</sup> étages.

Les locaux du 7<sup>ème</sup> étage, d'une surface totale de 200 m<sup>2</sup> de bureaux, sont sous-loués au titre d'un bail commercial d'une durée de 9 ans à la SCI THELEME à compter du 15 juillet 2008. Le bail principal concernant les locaux occupés est conclu avec une société de gestion immobilière qui n'a aucun lien avec la Société, ni avec ses dirigeants ou ses actionnaires. Le montant du loyer versé pour l'exercice 2010 est de 25.532 euros. Dans la perspective de réorganiser son implantation, la Société a dénoncé le bail par exploit d'huissier en date du 15 décembre 2010 et a signifié à la SCI THELEME un congé à effet au 14 juillet 2011.

Les locaux du 8<sup>ème</sup> étage, d'une surface totale de 211 m<sup>2</sup> de bureaux, outre 62 m<sup>2</sup> de réserves, sont sous-loués au titre d'un bail commercial d'une durée de 9 ans à la SCI HARCOURT (qui n'a plus aucun lien avec la Société, ni avec ses dirigeants ou ses actionnaires depuis le 13 août 2010) depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006. Le montant du loyer versé pour l'exercice 2010 est de 33.552 euros.

### **8.2 QUESTION ENVIRONNEMENTALE**

Compte tenu de la nature des activités de la Société et de ses filiales, il n'existe pas de question environnementale pouvant influencer l'utilisation par la Société et ses filiales de leurs immobilisations corporelles.

## CHAPITRE 9 - EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE

### 9.1 PRINCIPAUX FACTEURS DETERMINANT LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué des revenus issus de l'activité BtoC (pôle grand public), et de l'activité BtoB (pôle professionnel).

- Les revenus BtoC (environ 49% du chiffre d'affaires 2010 pro forma) proviennent de la monétisation d'audience des sites propriétaires du Groupe, de la monétisation des bases de données propriétaires du Groupe et des revenus issus de la Revue des Jeux (voir le chapitre 6).
- Les revenus BtoB (environ 51% du chiffre d'affaires 2010 pro forma) sont issus des opérations de jeux marketing réalisées pour le compte des annonceurs (voir le chapitre 6).

#### *Fluctuations saisonnières*

L'activité du Groupe connaît des pics d'activité au cours de l'année, correspondant aux périodes de communication plus soutenues de la part des annonceurs. Il s'agit essentiellement des mois de mai / juin et surtout de novembre / décembre.

#### *Changement de périmètre*

En 2009, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

- La société Toilokdo en janvier 2009.
- Le site de casual gaming Flibus.com en octobre 2009.
- La société Clicandplay (site Internet Cashpot.fr), loterie gratuite, en novembre 2009.

En 2010, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

- Les sites de casual gaming sur la cible « filles » Jeux-de-fille.org, Alphajeux.com et girlsjeux.com en mai 2010.

En 2011, la Société a procédé à l'acquisition suivante :

- Le portefeuille de sites Jeux.com, Oyunstar.com, Asiagames.com et Juegosflash.com en janvier 2011.

### 9.2 CHIFFRES COMPARES ENTRE LE 31 DECEMBRE 2010 PRO FORMA ET LE 31 DECEMBRE 2010 CONSOLIDES

Compte tenu de l'impact significatif sur les comptes consolidés de l'acquisition de l'actif « jeux.com » postérieurement à la clôture de l'exercice 2010, ainsi que des opérations sur le capital soumises à l'approbation de l'assemblée extraordinaire du 23 mars 2011 décrites au Chapitre 21.1.6, le Groupe a souhaité présenter des comptes consolidés pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

L'objectif de ce compte de résultats pro forma est de présenter le Groupe en supposant que l'acquisition de l'actif « Jeux.com » a été réalisée au premier jour de l'exercice clos le 31 décembre 2010 avec 12 mois d'activité (soit au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

Les comptes pro forma ont fait l'objet d'un rapport *ad hoc* du commissaire aux comptes (Voir le Chapitre 20.1.5).

<i>en k€</i>	<b>31/12/2010 pro forma</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>Progression</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>	7 545,2	6 702,9	+13%
<b>Total charges d'exploitation</b>	6 047,5	5 984,5	+1%
<b>Résultat d'exploitation</b>	1 497,7	718,3	+109%
<b>Résultat financier</b>	-107,5	-29,4	+266%
<b>Résultat courant avant impôt</b>	1 390,2	688,9	+102%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	905,1	437,6	+107%

En 2010, l'actif « Jeux.com » a réalisé 842 milliers d'euros de chiffre d'affaires. Les charges d'exploitation de Jeux.com s'élevant à 63 milliers d'euros, le résultat d'exploitation s'établit à 779 milliers d'euros. Cela explique donc la croissance du résultat d'exploitation pro forma, qui s'établit à 1.498 milliers d'euros, en croissance de +109% par rapport au résultat d'exploitation au 31 décembre 2010.

Le résultat net pro forma s'inscrit en croissance de 107% par rapport au 31 décembre 2010 (soit +467 milliers d'euros).

### 9.3 CHIFFRES COMPARES ENTRE LE 31 DECEMBRE 2010 CONSOLIDES ET LE 31 DECEMBRE 2009 CONSOLIDES

<i>en k€</i>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2009</b>	<b>Progression</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>	6 702,9	4 854,0	+38%
<b>Total charges d'exploitation</b>	5 984,5	4 696,8	+27%
<b>Résultat d'exploitation</b>	718,3	157,3	+357%
<b>Résultat financier</b>	-29,4	-24,5	+20%
<b>Résultat courant avant impôt</b>	688,9	132,8	+419%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	437,6	29,4	+1390%

#### **Chiffre d'affaires**

La croissance du chiffre d'affaires (+38%) provient de la poursuite du développement de l'activité BtoC (+7%) et d'une progression très importante de l'activité BtoB (+75%).

### **Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation ont augmenté de 27% en 2010 par rapport à 2009. Cette augmentation qui est principalement liée à l'augmentation du poste « Autres achats et charges externes », résulte essentiellement de la progression du poste sous-traitance « BtoB » représentant à lui seul 1.160 milliers d'euros sur les 1.310 milliers d'euros d'augmentation du total des achats et charges externes. En revanche, un certain nombre de postes de charges sont en baisse grâce à la mutualisation et aux économies d'échelle. L'augmentation de la masse salariale correspondant quant à elle à un renforcement des équipes à hauteur de 145 milliers d'euros, notamment sur les fonctions commerciales et techniques.

### **Résultat d'exploitation**

Grâce à une croissance de son chiffre d'affaires bien supérieure à la croissance de ses charges d'exploitation, le Groupe conforte la validité de son modèle économique en générant un effet de levier opérationnel. Le résultat d'exploitation 2010 du Groupe croît de 357%, représentant 10,7% du chiffre d'affaires 2010 (contre 3,2% en 2009).

### **Résultat net**

Le résultat net 2010 est notamment impacté par un effet d'impôt sur les sociétés significatif, la charge d'impôt sur les sociétés passant de 22 milliers d'euros à 210 milliers d'euros. Le résultat net 2010 s'établit à 438 milliers d'euros en 2010, et s'inscrit donc en progression de 1.390% par rapport à 2009, représentant ainsi 6,5% du chiffre d'affaires 2010.

#### **9.4 CHIFFRES COMPARES ENTRE LE 31 DECEMBRE 2009 CONSOLIDES ET LE 31 DECEMBRE 2008 SOCIAUX**

<i>en k€</i>	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Progression</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>	4 854,0	2 407,7	+102%
<b>Total charges d'exploitation</b>	4 696,8	2 297,7	+104%
<b>Résultat d'exploitation</b>	157,3	110,1	+43%
<b>Résultat financier</b>	-24,5	23,9	-202%
<b>Résultat courant avant impôt</b>	132,8	134,0	-1%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	29,4	83,2	-65%

### **Chiffre d'affaires**

La croissance du chiffre d'affaires 2009 (+102% par rapport à 2008) provient de la croissance soutenue de l'activité BtoC (+56% par rapport à 2008, notamment liée aux acquisitions de Toilokdo, Flibus.com et Clicandplay), ainsi que de la très forte progression des revenus issus de l'activité BtoB (+210%).

### ***Charges d'exploitation***

Les charges d'exploitation ont augmenté de 104% en 2009 par rapport à 2008. Cette croissance s'explique par la volonté de l'équipe de Direction de structurer la Société, avec notamment :

- Une augmentation du poste « Autres achats et charges externes », notamment par l'augmentation des charges liées aux locaux occupés par la Société et l'une de ses filiales acquise en 2009. Ce poste a également connu une hausse liée à des dépenses en honoraires des conseils de l'entreprise (+124% par rapport à 2008) ;
- Une augmentation de la masse salariale (+88% par rapport à 2009), correspondant à renforcement des équipes, avec notamment des recrutements dans les fonctions supports clients et les fonctions administratives.

### ***Résultat d'exploitation***

Le résultat d'exploitation 2009 s'inscrit en croissance de 43% par rapport à 2008, représentant 3,2% du chiffre d'affaires, à comparer à un taux de marge d'exploitation 2008 de 4,6%. Cette baisse relative s'explique par le fait que les charges d'exploitation ont cru plus rapidement que le chiffre d'affaires en 2009 (+102% pour le chiffre d'affaires, +104% pour les charges d'exploitation), cela étant lié à la volonté de l'équipe dirigeante de structurer le Groupe et le préparer à la croissance future au travers de recrutements et de dépenses marketing.

### ***Résultat net***

Le résultat net 2009 s'inscrit en baisse de 65% par rapport à 2008, cette tendance s'expliquant notamment par un résultat financier négatif en 2009, lié à un emprunt bancaire souscrit pour financer l'acquisition de Toilokdo, et par des éléments exceptionnels.



## CHAPITRE 10 - TRESORERIE ET CAPITAUX

### 10.1 CHIFFRES COMPARES ENTRE LE 31 DECEMBRE 2010 PRO FORMA ET LE 31 DECEMBRE 2009 CONSOLIDES

En K€	Comptes <i>pro forma</i> arrêtés au 31 décembre 2010	Comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009
Capitaux et autres fonds propres	4 554	1 619
Endettement financier	2 391	1 293
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	1 939	1 286
Flux net de trésorerie d'exploitation	1 461	2
Flux net de trésorerie d'investissements	-4 014	-1 021
Flux net de trésorerie de financement	3 206	331
Variation de trésorerie	653	-688

Les variations significatives entre les deux exercices résultent notamment d'une évolution favorable du résultat au titre de l'exercice 2010, ainsi que de l'augmentation de capital intervenue en mars 2011. Des investissements importants, dus pour l'essentiel à des opérations de croissance externe, ont été également réalisés au cours de l'exercice 2010.

### 10.2 CHIFFRES COMPARES ENTRE LE 31 DECEMBRE 2009 CONSOLIDES ET LE 31 DECEMBRE 2008 SOCIAUX

En K€	Comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009	Comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2008
Capitaux et autres fonds propres	1 619	1 653
Endettement financier	1 293	919
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	1 286	1 974
Flux net de trésorerie d'exploitation	2	<i>non disponibles</i>
Flux net de trésorerie d'investissements	-1 021	<i>non disponibles</i>
Flux net de trésorerie de financement	331	<i>non disponibles</i>
Variation de trésorerie	-688	1 645

A l'exception de la variation de trésorerie due, en 2008, à une levée de fonds de 1.200 milliers d'euros, les capitaux propres et la trésorerie n'ont pas connu de mouvements significatifs entre l'exercice 2008 et l'exercice 2009.

## CHAPITRE 11 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS, LICENCES

A la date du présent document de base, le Groupe ConcoursMania est titulaire des dix marques suivantes :

Marque <sup>1</sup>	Date de dépôt	Numéro	Fr/EU	Classes	Titulaire
<b>Jeux.com ;</b> Marque semi-figurative	17/01/2011 enregistrement en cours <sup>2</sup>	9664723	EU	35 ; 41	Groupe ConcoursMania
<b>Panda Guide tout pour choisir votre site de jeux ;</b> Marque nominale	18/02/2009	3630759	Fr	41	Groupe ConcoursMania
<b>Concoursmania ;</b> Marque nominale	16/06/2008	3582878	Fr	28 ; 35 ; 41	Groupe ConcoursMania
<b>Adconcours ;</b> Marque nominale	03/05/2007	3498198	Fr	35 ; 41	Groupe ConcoursMania
<b>La Revue des Jeux Tout pour s'informer et gagner aux jeux ;</b> Marque semi-figurative	03/06/2004	3295416	Fr	16 ; 35 ; 41	Groupe ConcoursMania
<b>La revue des concours tout sur les concours ! ;</b> Marque nominale	03/06/2004	3295417	Fr	16 ; 35 ; 41	Groupe ConcoursMania
<b>Mobiloo ;</b> Marque semi-figurative	01/08/2000	3045287	Fr	35 ; 41	Groupe ConcoursMania
<b>Ludicplace ;</b> Marque nominale	04/12/2001	3135058	Fr	35 ; 38 ; 41 ; 42	Clicandplay
<b>Toilokdo ;</b> Marque nominale	20/04/2006	3424373	Fr	16 ; 25 ; 41	Toilokdo
<b>Cashpot.fr ;</b> Marque nominale	22/07/2008	3589852	Fr	28 ; 41	Clicandplay

<sup>1</sup> Une marque semi-figurative est une marque qui associe un élément nominal ou verbal et un élément visuel, tandis qu'une marque nominale (ou verbale) est composée d'un ou plusieurs termes qui peuvent se prononcer.

<sup>2</sup> L'enregistrement devrait intervenir en septembre 2011.

Le Groupe est également titulaire d'un nombre significatif de noms de domaine nécessaires à la conduite de ses activités, et est, en particulier, titulaire des noms de domaine suivants :

Nom de Domaine	Date de Création
www.adconcours.com	2004/07/16
www.alphajeux.com	2010/05/24
www.asiagames.com	1999/09/24
www.ciblexo.com	2006/08/09
www.ciblexo.fr	2008/12/04
www.concours.fr	2008/07/24
www.concours-gratuits.com	2003/12/31
www.concoursmania.com	2001/05/03
www.conso.fr	2000/11/13
www.courso.fr	2008/07/24
www.fidelissimo.com	2005/06/28
www.fidelo.com	2004/01/19
www.flibette.com	2010/05/18
www.flibus.com	2010/01/07
www.flibus.co.uk	2010/03/15
www.flibus.es	2010/03/15
www.gagner.fr	2000/11/14
www.girlsjeux.com	2010/05/24
www.groupe-concoursmania.com	2007/03/15
www.jackwap.com	2002/04/16
www.jeux-de-fille.org	2010/05/24
www.jeux.com	1995/12/10

Nom de Domaine	Date de Création
www.jouer.fr	2008/09/24
www.juegosflash.com	2002/04/29
www.kado.fr	2008/07/24
www.larevuedesjeux.com	2003/01/17
www.lenumerogagnant.com	2008/10/10
www.livre.fr	2000/11/13
www.mobiloo.com	2002/04/16
www.oyunstar.com	2004/09/03
www.pandaguide.com	2008/03/01
www.pleindastus.com	2010/05/18
www.premiumcollect.com	2009/07/20
www.revuedesjeux.com	2002/10/10
www.rgponline.fr	2009/10/30
www.trackgcm.com	2010/05/10
www.votrebudget.fr	2008/07/24
www.mimipass.com	2010/05/05
www.toilokdo.com	2004/08/26
www.toilokdo.net	2005/07/28
www.toilopub.com	2005/06/22
www.cashpot.es	2010/08/19
www.cashpot.fr	2008/02/05
www.ludicplace.com	2010/07/07

Le Groupe est titulaire des marques et des noms de domaines qu'il considère nécessaires à l'exercice de son activité.

## **CHAPITRE 12 - TENDANCES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT**

### **12.1 PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTE LES VENTES, COUTS ET PRIX DE VENTE DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE**

Le Groupe a racheté en janvier 2011 le site Internet Jeux.com, l'un des principaux sites mondiaux de casual gaming. Cette acquisition va permettre au Groupe de renforcer son portefeuille de sites de casual gaming, et d'augmenter de manière significative ses revenus BtoC, ainsi que sa rentabilité. L'actif Jeux.com a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 842 milliers d'euros, pour un résultat d'exploitation de 779 milliers d'euros (soit 93% du chiffre d'affaires du produit).

### **12.2 TENDANCE ET PERSPECTIVES, STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU GROUPE**

Après plusieurs années de croissance très soutenue de son activité, le Groupe présente des perspectives particulièrement attractives. Si la dynamique du marché au sein duquel il évolue lui permet d'envisager sereinement son développement, le Groupe souhaite également poursuivre la politique d'acquisitions sélective entamée depuis 2008.

#### **Renforcer la position d'acteur de référence du Groupe dans le domaine du jeu-marketing**

##### ***Renforcement de la démarche commerciale***

Disposant aujourd'hui d'une véritable image de marque sur son secteur d'activité et d'un outil industriel unique, le Groupe envisage de poursuivre son développement rapide sur son territoire d'origine. Cette croissance sera notamment rendue possible grâce à une intensification de la présence commerciale du Groupe qui prévoit de renforcer ses équipes commerciales des Pôles Grand Public et Professionnel. De plus, le Groupe prévoit également de développer une offre commerciale dédiée aux Agences Medias et Agences de Communication qui, conseillant directement les annonceurs, auront la capacité à recommander, et en partie d'opérer, les jeux marketing de la plate-forme de service du Groupe.

##### ***Développements de nouvelles offres produits***

Au-delà d'efforts commerciaux soutenus, le Groupe se doit de demeurer à la pointe de l'innovation en termes de jeux marketing en ligne, et envisage, à cette fin, d'accroître ses investissements dans les développements technologiques et marketing sur les nouveaux supports en ligne. Ainsi, les équipes du Groupe ont élaboré de nouveaux projets de formats de jeux marketing, notamment dans le domaine sans cesse croissant de l'Internet mobile (smartphones et tablettes), ou dans le domaine des réseaux sociaux (Facebook, Twitter). Ces nouveautés ont été récemment testées et seront lancées et déployées sur le marché français, à la fois pour le pôle BtoC et le pôle BtoB. Ainsi, le groupe a récemment créé, à l'automne 2010, une application gratuite, dénommée Mobiloo, qui permet aux mobinautes de jouer et de gagner des cadeaux, sans tirage au sort (tour de roue), cadeaux échangés contre des points accumulés sur l'application.

Cette politique d'innovation constante pourrait amener le Groupe à réaliser, dans les années à venir, des acquisitions lui permettant d'accélérer son déploiement, tant technologique que marketing, sur des segments de jeux marketing qu'il estimerait stratégiques.

### **Se positionner à l'international via des acquisitions ciblées**

Convaincu que la compétence locale est déterminante afin de sécuriser tout déploiement à l'international, le Groupe souhaite réaliser à court ou moyen terme des opérations d'acquisition ciblée sur les marchés européens les plus matures (pour l'Europe, le Royaume-Uni, les pays scandinaves et l'Allemagne principalement et pays de langues hispaniques pour l'Europe et le monde).

Cette politique de croissance externe ciblera principalement des sociétés disposant d'actifs Grand Public, sites de trafics ou gamezone. Ce n'est que sur la base d'une audience déjà établie et d'une compréhension des comportements spécifiques des internautes des zones ciblées, que le Groupe déploiera, par la suite, l'ensemble de sa gamme BtoB et ses équipes commerciales et opérationnelles nécessaires.

## **CHAPITRE 13 - PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE**

Le Groupe n'entend pas faire de prévisions ou estimations de bénéfice.

Le Groupe précise qu'il considère que toute information relative à des objectifs de résultat ou de chiffre d'affaires qui auraient été évoqués dans la presse par le passé est à ce jour dépassée

## CHAPITRE 14 -       ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

### 14.1   INFORMATIONS GENERALES RELATIVES AUX DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS

Le tableau ci-dessous présente les fonctions sociale et opérationnelle des administrateurs du Groupe :

Nom	Fonction sociale	Fonction opérationnelle dans la société
<b>M. Julien PARROU</b>	Président du conseil d'administration et directeur général.  Nommé administrateur par l'assemblée générale ordinaire du 2 janvier 2008 pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.  Nommé Président du conseil d'administration et Président directeur général par le conseil d'administration du 2 janvier 2008 pour la durée de son mandat d'administrateur.	Directeur opérationnel et Directeur de Publication.
<b>M. Gérard PARROU <sup>1</sup></b>	Administrateur, nommé par l'assemblée générale ordinaire du 2 janvier 2008 pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	
<b>M. Patrice COFFE</b>	Administrateur nommé par l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2009 pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.	Directeur administratif et financier
<b>M. Nicolas BABIN</b>	Administrateur nommé par l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 2011 pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016	Directeur Général délégué, en charge de la direction opérationnelle de l'entreprise et ses filiales, aux côtés du Président du conseil et directeur général

<b>M. Frédéric BARTOLI</b>	Administrateur indépendant nommé par l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 2011 pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016	
<b>SAS SAINT-FLORENTIN PARTICIPATIONS, représentée par M. Hugues DUBOSCQ</b>	Administrateur nommé par l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 2011 pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016	

<sup>1</sup> Monsieur Gérard Parrou est le père de Monsieur Julien Parrou.

Au cours des cinq dernières années, aucune de ces personnes :

- n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude,
- n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires,
- n'a été impliqué dans une faillite, mise sous séquestre ou liquidation en tant que dirigeant ou mandataire social, ou
- n'a été empêché d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou de participer à la gestion d'un émetteur.

L'adresse professionnelle des mandataires sociaux est celle du siège de la Société, 351 boulevard du Président Wilson, 33200 Bordeaux.

#### 14.2 AUTRES MANDATS SOCIAUX ET FONCTIONS EXERCEES

Le tableau ci-dessous présente les autres mandats sociaux et fonctions exercées par les administrateurs du Groupe et, le cas échéant, par leur représentant permanent:

<b>Nom</b>	<b>Autres mandats</b>	<b>Mandats expirés exercés au cours des 5 dernières années</b>	<b>Autres fonctions exercées actuellement</b>
<b>M. Julien PARROU</b>	- Gérant Sarl TOILOKDO - Gérant Sarl CLICANDPLAY - Gérant Sarl KENSINGTON SQUARE	Gérant SCI Harcourt	Directeur de la Publication de "La Revue des Jeux"
<b>M. Gérard PARROU</b>	Néant	Néant	Néant



<b>M. Patrice COFFE</b>	Néant	Néant	Néant
<b>M. Nicolas BABIN</b>	Néant	Néant	Néant
<b>M. Frédéric BARTOLI</b>	Néant	Néant	Néant
<b>SAINT-FLORENTIN PARTICIPATIONS</b>	Néant	Néant	Néant
<b>M. Hugues DUBOSCQ</b> représentant permanent de <b>SAINT-FLORENTIN PARTICIPATIONS</b>	Néant	Néant	Régisseur au sein de la Société Fermière H. Duboscq & Fils

### 14.3 BIOGRAPHIE DES DIRIGEANTS ET DES ADMINISTRATEURS

**Monsieur Julien PARROU**, 37 ans, est diplômé de l'IAE, Master d'Administration des Entreprises. Il est le fondateur et le Président Directeur Général de Groupe ConcoursMania. Il est spécialiste du marketing des jeux et en particulier des jeux-concours promotionnels depuis l'âge de 22 ans. A cette date, il fonde la Revue des Jeux, première revue mensuelle grand public en France sur les jeux-concours destinée aux joueurs (10.000 abonnés), dont il est Directeur de Publication. Il fonde ensuite le premier site Internet de référencement de jeux concours en France: [www.concours.fr](http://www.concours.fr).

Depuis plus de 15 ans, il scrute et analyse le secteur des jeux (attentes des consommateurs, analyse des opérations organisées en France par les sociétés de tous les secteurs d'activité). Il apporte quotidiennement ses conseils aux marques et organisateurs de jeux gratuits sur Internet comme sur tous les autres supports. Il conseille des sociétés de communication et de sites d'e-commerce pour la réalisation et l'accompagnement de leurs opérations de jeux promotionnels.

Il est membre du Cercle du Marketing Direct et intervenant au Benchmark Group.

Auteur d'études régulières sur les jeux-concours en ligne, il intervient fréquemment lors de conférences sur le marketing, lors de colloques, ou encore lors de séminaires de formation.

**Monsieur Gérard PARROU**, 64 ans. Après son Doctorat de médecine obtenu en mars 1976 à l'Université de Bordeaux 2, il devient médecin généraliste à Royan (Charente-Maritime). En 2003, il fonde avec d'autres médecins le Cabinet Médical Cordouan.

Ancien membre du Comité Directeur de la Fédération Française du Jeu d'Echecs, il organise des tournois d'Echecs professionnels en France en 1985 et 1986 ainsi qu'un colloque médical sur la performance mentale du joueur d'Echecs en 1985.

**Monsieur Patrice COFFE**, 42 ans, Directeur Administratif et Financier, rejoint Groupe Concoursmania en juillet 2008. Après des études en comptabilité gestion, et une licence Administration Economique et Sociale à Toulouse, il débute sa carrière en 1989 dans le Groupe Microdis, grossiste en micro informatique. Il rejoint ensuite le cabinet d'expertise comptable Sotorec à Toulouse, puis intègre en 1992 le Cabinet Eura Audit Cabinet Rémy à Bordeaux, dont il devient Chef de mission.

**Monsieur Nicolas BABIN**, 44 ans, est Directeur Général Délégué.

Diplômé en sciences informatiques et titulaire d'un MBA, il a rejoint la Société en novembre 2010. Il débute sa carrière à la BNP à San Francisco en 1989 avant de prendre la tête de l'administration de CATS Software North American à Palo Alto (Californie). Il contribue à l'introduction en bourse de cette société en mars 1995 avant de devenir Directeur général de CATS EMEA à Londres (UK). Il rejoint ensuite le groupe Sony en 1997 en tant que Directeur général Europe pour l'unité de cartographie numérique, Etak.

En 2001 il prend la direction européenne de Sony Entertainment Europe, où il lance le chien AIBO, premier robot d'Intelligence Artificielle grand public. En 2004, il devient Directeur de la Communication pour Sony Europe à Berlin où il est responsable de l'ensemble de la communication interne et externe des opérations de Sony en Europe (46 pays). Enfin en 2008, à Bordeaux il prend la direction des opérations et du développement international pour AT Internet, le leader Européen du Web Analytics.

Nicolas Babin a participé à de nombreux conseils d'administration aux Etats Unis, en Europe et au Japon.

**Monsieur Frédéric BARTOLI**, 33 ans, est administrateur indépendant de Groupe ConcoursMania.

Diplômé d'HEC en 2000, crée la société Thotnet, webagency et société editrice notamment du site infobebes.com, leader des sites d'information grand public sur l'univers parental. Il revend Thotnet au groupe Lagardère en 2006 et prend la direction générale de Lagardère Digital France jusqu'en juillet 2010. Durant cette période, Lagardère Digital France créera et développera les principaux sites médias de Lagardère Active en France (Elle, Première, Public, Télé7, Virgin, Gulli, etc.) portant l'audience des sites à près de 14 millions de visiteurs uniques. Lagardère Digital France servira en outre de plate-forme technologique pour l'ensemble des sites internationaux de Lagardère, permettant d'unifier l'ensemble du réseau.

Frédéric Bartoli s'investit aujourd'hui dans un grand nombre de sociétés à potentiel du secteur Internet et leur apporte son expertise du secteur des medias et du marketing.

**Monsieur Hugues DUBOSCQ**, 39 ans, est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Bordeaux - Ecole de Management (1994), et titulaire d'un DESS de Droit de la Vigne et du Vin à Bordeaux (1995). Régisseur administratif et associé au sein de la Société Fermière H. Duboscq & Fils, il est en charge des ventes et du marketing des vignobles du groupe familial : Château Haut-Marbuzet (Saint Estèphe), Château Layauga-Duboscq (Médoc) et Domaine Duboscq-Monplaisir (Côtes de Gascogne). Il est par ailleurs actionnaire de Brusina-Brandler SAS, société de négoce spécialisée dans la distribution de grands vins auprès de la restauration et la clientèle particulière européennes.

#### **14.4 CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE LA DIRECTION GENERALE**

A la date du présent Document de Base et à la connaissance de la Société :

- il n'existe pas de conflit actuel ou potentiel, entre les devoirs, à l'égard de la Société, des personnes visées au paragraphe 14.1 ci-dessus et leurs intérêts privés et d'autres devoirs,
- il n'existe pas de pacte ou accord quelconque conclu avec des actionnaires, clients, fournisseurs ou autres en vertu duquel l'un des membres du conseil d'administration ou de la direction générale de la Société a été nommé en cette qualité,
- il n'existe aucune restriction acceptée par les personnes visées au paragraphe 14.1 du présent Document de base concernant la cession de leur participation dans le capital de la Société, à l'exception du pacte d'actionnaires conclu le 26 juin 2008 décrit au Chapitre 21.1.6.

## CHAPITRE 15 - REMUNERATIONS ET AVANTAGES

### 15.1 REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

	Fonction	Rémunération brute fixe annuelle	Rémunération variable	Rémunération exceptionnelle	Jetons de présence	Avantages en nature
M. Julien PARROU	Président Directeur Général	60.000 (2010) 60.000 (2009)	0	0	0	0
	Directeur publication	68.211 (2010) 67.899 (2009)	0	0	0	0
M. Gérard PARROU	Adm.	0	0	0	0	0
M. Patrice COFFE	Adm.	0	0	0	0	0
	Directeur administratif et financier	54.539 (2010) 51.274 (2009)	6.500 (2010) 5.000 (2009)	0	0	0
M. Nicolas BABIN	Adm. Directeur Général Délégué	18.750 (2010) <sup>1</sup>	0	0	0	0
M. Frédéric BARTOLI	Adm.	0	0	0	0	0
SAINT-FLORENTIN PARTICIPATIONS	Adm.	0	0	0	0	0

<sup>1</sup> Nicolas Babin a rejoint la Société en novembre 2010.

Outre leur mandat social, Messieurs Julien Parrou, Nicolas Babin et Patrice Coffe sont respectivement directeur de publication depuis la création de la Société, directeur général délégué avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2010, et responsable administratif et financier avec effet au 6 août 2008. Le contrat de travail de Monsieur Nicolas Babin comporte une clause de non-concurrence. Les autres administrateurs n'ont pas conclu de contrat de travail avec la Société.

La participation au capital des membres du conseil d'administration au 31 mars 2011 est présentée au Chapitre 17.3. A cette date, les membres du conseil d'administration ne détiennent ni option de souscription d'action, ni BSPCE. Le Conseil d'administration prévoit toutefois de faire usage de l'autorisation consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 23 mars 2011 dans sa 19<sup>ème</sup> résolution d'attribuer des BSPCE au profit des membres du personnel et des dirigeants soumis au régime fiscal des salariés (voir le Chapitre 17.6).

#### **15.2 SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS**

La Société a provisionné, dans ses comptes au 31 décembre 2010, les indemnités de départs en retraite de son personnel pour un montant de 22.919 euros.

La Société n'a provisionné ni constaté aucune somme aux fins du versement de pensions, retraites ou d'autres avantages au bénéfice des membres du conseil d'administration.

## **CHAPITRE 16 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

La Société, initialement constituée sous forme d'une société à responsabilité limitée a été transformée en société anonyme avec conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 2 janvier 2008.

L'assemblée générale extraordinaire du 23 mars 2011 a adopté les statuts décrits ci-après sous condition suspensive de la publication par Euronext de l'avis d'admission des actions de la Société aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché NYSE Alternext à Paris.

### **16.1 ORGANISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

#### ***Conseil d'administration (article 13 des statuts)***

Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 85 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonction doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

#### ***Organisation et direction du conseil d'administration (article 14 des statuts)***

Le conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé président du conseil d'administration s'il est âgé de plus de 85 ans. Si le président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le président représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil d'administration désigne le président de la réunion.

Le conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du conseil.

#### ***Réunions et délibérations du conseil d'administration (article 15 des statuts)***

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le directeur général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du conseil d'administration, peut demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Les réunions doivent se tenir en principe au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Elles peuvent également être tenues, si le règlement intérieur établi par le conseil d'administration le prévoit, par des moyens de visioconférence ou de télécommunication conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- nomination, rémunération, révocation du président, du directeur général et des directeurs généraux délégués,
- arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du Groupe.

La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins 5 jours à l'avance par lettre, télégramme, télex, télécopie ou message électronique. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est émarginé par les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration.

Le règlement intérieur établi par le conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration et qui mentionne le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et par un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiées par le président ou le directeur général.

#### ***Pouvoirs du conseil d'administration (article 16 des statuts)***

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.



Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

Le conseil d'administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Un règlement intérieur précise les modalités de son fonctionnement.

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes le composant.

### ***Direction générale (article 17 des statuts)***

#### ***Modalités d'exercice***

Conformément à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, la direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et qui prend le titre de directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration. La délibération du conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le conseil d'administration reste valable jusqu'à l'expiration du premier des mandats des dirigeants lorsque la direction de la Société est assurée par un directeur général, et jusqu'à l'expiration de son mandat d'administrateur lorsque la direction de la Société est assurée par le président du conseil d'administration.

A l'expiration de cette option, le conseil d'administration doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

#### ***Direction Générale***

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le conseil d'administration, le président ou un directeur général assure sous sa responsabilité la direction générale de la Société.

Le directeur général est nommé par le conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le directeur général doit être âgé de moins de 85 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le directeur général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau directeur général.

Le directeur général révoqué sans juste motif ne pourra en aucun cas réclamer de dommages-intérêts à la Société.

#### *Pouvoirs du directeur général*

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

#### *Directeurs généraux délégués*

Sur proposition du directeur général, que cette fonction soit assumée par le président du conseil d'administration ou par une autre personne, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeurs généraux délégués.

Le nombre maximum de directeurs généraux délégués est fixé à trois.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux directeurs généraux délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le directeur général délégué ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du directeur général, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général.

Les directeurs généraux délégués sont révocables, sur proposition du directeur général, à tout moment. La révocation des directeurs généraux délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans justes motifs.

#### ***Rémunération des administrateurs et des dirigeants sociaux (article 18 des statuts)***

En rémunération de leur activité, il est attribué aux administrateurs une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant global déterminé par l'assemblée générale ordinaire est maintenu jusqu'à décision contraire.

Sa répartition est faite librement par le conseil entre ses membres, dans les proportions qu'il fixe.

Le conseil d'administration fixe la rémunération du président et des directeurs généraux.

Il peut également être alloué aux administrateurs par le conseil d'administration, des rémunérations exceptionnelles dans les conditions prévues par la loi.

Ces rémunérations sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 21 des présents statuts.

Les administrateurs ne peuvent percevoir aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles prévues ci-dessus, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

## **16.2 CONTRATS ENTRE LES ADMINISTRATEURS ET LA SOCIETE**

Il n'existe aucun contrat de service conclu entre la Société et l'un de ses administrateurs ou dirigeants à la date du présent document de base.

## **16.3 COMITE D'AUDIT ET DE REMUNERATION**

La Société n'a pas mis en place de comité du conseil d'administration. Elle a néanmoins engagé une réflexion sur la création d'un comité d'audit et d'un comité de rémunération et de nomination qu'elle envisage de mettre en place à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice en cours.

## **16.4 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE**

### **16.4.1 Déclarations sur le gouvernement d'entreprise**

Compte tenu de sa taille limitée et de son historique, la Société n'a pas encore pris de dispositions particulières pour se conformer aux règles de gouvernement d'entreprise telles que recommandées dans le « Code de gouvernement d'entreprise » de l'AFEP et du MEDEF datant de décembre 2008 et le « Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites » de Middlednext datant d'octobre 2009.

Constituée sous forme de société à responsabilité limitée et transformée en société anonyme par décision de l'assemblée générale des associés en date du 2 janvier 2008, la Société n'était pas tenue d'établir de rapport sur le contrôle interne au titre des exercices précédents.

Dans la perspective de l'admission de ses titres à la cotation sur le marché NYSE Alternext à Paris, la Société a engagé une réflexion sur les pratiques à adopter pour un meilleur gouvernement d'entreprise.

Le conseil d'administration envisage d'adopter à l'avenir un règlement intérieur régissant les règles de gouvernement d'entreprise.

### **16.4.2 Information équivalente à celle contenue dans le rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration et le contrôle interne**

En application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, sont résumées ci-dessous :

- les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

## **Préparation et organisation des travaux du conseil d'administration**

### ***Composition du conseil***

Le conseil est composé de six membres :

- Monsieur Julien Parrou, Président directeur général,
- Monsieur Nicolas Babin, Administrateur et directeur général délégué,
- Monsieur Patrice Coffe, Administrateur,
- Monsieur Gérard Parrou, Administrateur,
- Monsieur Frédéric Bartoli, Administrateur,
- Saint-Florentin Participations, Administrateur, représentée par M. Hugues Duboscq.

### ***Convocation des administrateurs***

Conformément aux statuts, les membres du conseil d'administration sont convoqués au moins 5 jours à l'avance par lettre, télégramme, télex, télécopie ou message électronique. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Conformément à l'article L.823-17 du code de commerce, le commissaire aux comptes est convoqué aux réunions du conseil qui doit examiner et arrêter les comptes.

### ***Fréquence des réunions***

Au cours de l'exercice en cours et depuis la transformation de la Société en société anonyme le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le conseil s'est réuni 23 fois.

L'agenda des réunions a été le suivant :

<b>Date de la réunion du conseil</b>	<b>Ordre du jour</b>
Le 4 janvier 2008	Rémunération du PDG
Le 5 janvier 2008	Bail des locaux d'exploitation
Le 24 avril 2008	Arrêté des comptes 2007
Le 19 mai 2008	Transfert du siège social à Paris
Le 11 juin 2008	Agrément nouveaux actionnaires, augmentation de capital
Le 28 novembre 2008	Présentation de la situation comptable au 30/06/2008 et au 30/09/2008
Le 22 décembre 2008	Projet d'acquisition de la société TOILOKDO
Le 13 janvier 2009	Autorisation de prêt et de nantissement de parts sociales de la SARL Toilokdo
Le 12 février 2009	Rapport sur l'activité du 4 <sup>ème</sup> trimestre
Le 6 mai 2009	Arrêté des comptes 2008
Le 15 juin 2009	Nomination de M. Patrice COFFE en qualité d'administrateur
Le 17 juillet 2009	Rapport d'activité du 1 <sup>er</sup> semestre 2009
Le 17 septembre 2009	Situation comptable du 1 <sup>er</sup> semestre 2009 Lancement de « pandaguide.com » et de la filiale KENSINGTON SQUARE Dossier d'acquisition « FLIBUS »
Le 19 octobre 2009	Projet d'acquisition des titres de la société CLICANDPLAY
Le 19 novembre 2009	Autorisation de cession des parts de la SCI HARCOURT Rapport sur l'activité du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009
Le 22 janvier 2010	Autorisation de signature convention de prestations

Le 15 avril 2010	Arrêté des comptes 2009
Le 13 juillet 2010	Rapport sur l'activité du 1 <sup>er</sup> semestre 2010
Le 14 septembre 2010	Projet d'acquisition « jeux.com »
Le 10 novembre 2010	Rapport d'activité au 30/09/2010
Le 4 mars 2011	Arrêté des comptes 2010
Le 23 mars 2011 (avant AGM)	Rapport complémentaire à l'AGM
Le 23 mars 2011 (post AGM)	Arrêtés des créances – Conversion des obligations convertibles - Constatation de la réalisation définitive des augmentations de capital - Jetons de présence

### ***Information des administrateurs***

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur sont communiqués préalablement à la réunion.

### ***Tenue des réunions***

Les réunions du conseil d'administration se déroulent au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

### ***Procès verbaux des réunions***

Les procès verbaux des réunions du conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs.

### ***Procédures de contrôle interne***

Les procédures de contrôle interne ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société ;
- de s'assurer que les décisions de gestion courantes du personnel sont prises en toute indépendance vis-à-vis des fournisseurs et co-contractants de l'entreprise, dans l'intérêt de la Société et de ses projets.

La Société travaille actuellement à l'amélioration et au renforcement de diverses procédures portant sur les trois axes suivants :

- La gestion et le suivi de la trésorerie ;
- la facturation clients et son suivi ; et
- la facturation fournisseurs et son suivi.

Pour chacune de ces procédures, la Société s'attache à respecter les règles de base du contrôle interne (séparation des fonctions, exhaustivité des opérations, supervision, etc.).

Dans la perspective de l'admission de ses titres à la cotation sur le marché NYSE Alternext à Paris, la Société prévoit en outre de mettre en place une politique de prévention des délits d'initiés.

## CHAPITRE 17 - SALARIES

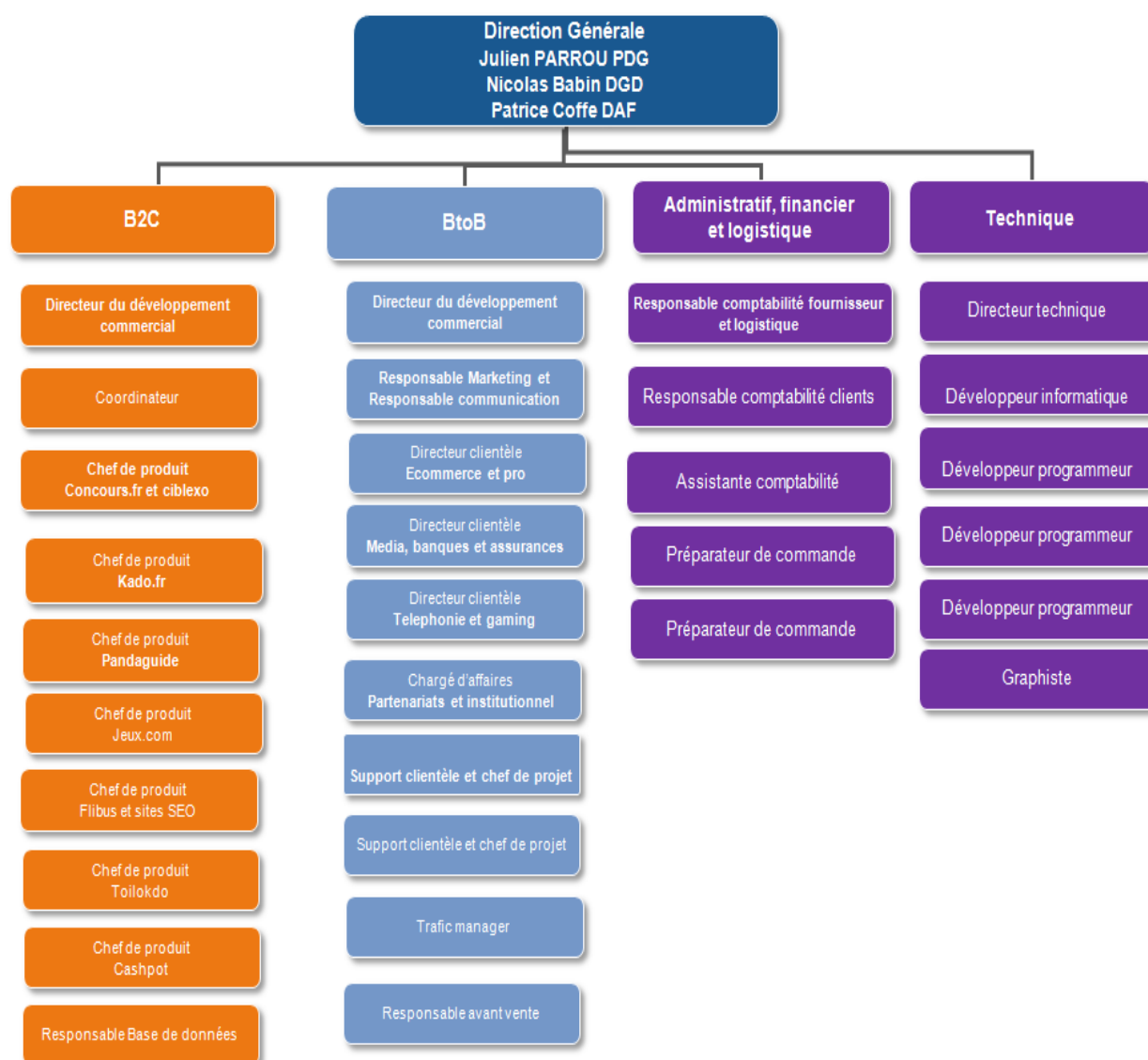
### 17.1 NOMBRE DE SALARIES ET REPARTITION PAR FONCTION

Le tableau ci-dessous présente la répartition des salariés par catégorie professionnelle :

Par catégorie professionnelle	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Cadres	15	12	7
Non cadres	16	10	5
TOTAL	31	22	12

### 17.2 ORGANIGRAMME FONCTIONNEL

L'organigramme du Groupe au 31 mars 2011 est le suivant :



### 17.3 PARTICIPATION ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS AU 31 MARS 2011

	Mandat	Nombre D'actions	% capital
Patrice Coffe	Administrateur	350	0,02%
Nicolas Babin	Administrateur	2.705	0,13%
Gérard Parrou	Administrateur	11.200	0,53%
Frédéric Bartoli	Administrateur	-	-
Hugues Duboscq	Représentant de la société Saint-Florentin Participations	111.878	5,34%
Julien Parrou	Administrateur	1.260.881	60,13%
Saint-Florentin Participations <sup>1</sup>	Administrateur, représentée par Monsieur Hugues Duboscq	-	-

<sup>1</sup> La société Saint Florentin Participations est la société holding qui regroupera la participation de Monsieur Julien Parrou et de certains membres de sa famille, ainsi que celle de Monsieur Hugues Duboscq.

Aucun administrateur ni dirigeant ne bénéficie à la date du présent document de base, d'options de souscription ou d'achat d'actions.

### 17.4 PARTICIPATION DES SALAIRES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE

A la date du présent document de base et à l'exception des salariés membres des organes de direction, aucun salarié de la Société n'est présent au capital de la Société.

### 17.5 OPTIONS CONSENTIES AUX SALAIRES ET DIRIGEANTS

Néant.

### 17.6 BSPCE CONSENTIS AUX SALAIRES ET DIRIGEANTS

L'assemblée générale extraordinaire du 23 mars 2011, dans sa 19<sup>ème</sup> résolution, a autorisé le conseil d'administration à émettre et attribuer gratuitement au profit des membres du personnel parmi les salariés et les dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés qu'il déterminera, un nombre maximum de 88.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (ci-après les « BSPCE »), chaque BSPCE donnant droit à la souscription d'une action nouvelle de la Société à émettre à titre d'augmentation de son capital.

Les titres auxquels donneront droit les BSPCE devront être émis dans un délai de cinq ans à compter de l'émission desdits BSPCE.

Le conseil d'administration prévoit de faire usage de cette autorisation.

### 17.7 CONTRAT D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION

Néant.

## CHAPITRE 18 - PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 18.1 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 MARS 2011

	Actions ordinaires	% capital et des droits de vote
Julien Parrou et personnes liées <sup>1</sup>	1 446 027	64,78 %
Oddo Asset Management <sup>2</sup>	759 115	34,01 %
Autres	26 950	1,21 %
Total	2 232 092	100,0 %

<sup>1</sup> Comprend M. Julien PARROU, M. Gérard PARROU, M. Emmanuel PARROU, M. Jean-Michel PARROU et M. Hugues DUBOSCQ, lesquels prévoient d'apporter leurs actions à la société Saint Florentin Participations qui deviendra la société holding.

<sup>2</sup> Oddo Asset Management, société de gestion représentant les fonds d'investissement de proximité FIP Générations Entrepreneurs et FIP Générations Entrepreneurs 2.

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant plus de 5% du capital ou des droits de vote.

Depuis la création de la Société, la répartition du capital n'a pas connu de mouvements significatifs à l'exception des opérations suivantes :

- le 26 juin 2008, Oddo Asset Management a pris une participation d'environ 20,42% dans le capital de la Société ;
- le 23 mars 2011, des opérations de conversion d'obligations convertibles détenues par Oddo Asset Management et de conversion des compte-courants détenus par Oddo Asset Management et Messieurs Julien Parrou, Hugues Duboscq et Nicolas Babin ont conduit à la répartition du capital présentée ci-dessus.

Aux termes d'un protocole en date du 16 mars 2011, il est prévu une rétrocession d'actions entre Saint Florentin Participations et Oddo Asset Management en cas d'introduction en bourse de la Société. Ces rétrocessions seront calculées sur la base du prix d'introduction en bourse. Voir le Chapitre 21.1.6.

### 18.2 DROITS DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

La répartition des droits de vote est identique à la répartition des actions du capital social.

A la date du présent document de base, il n'existe pas de droits de vote double. Les statuts qui seront adoptés en cas d'introduction en bourse de la Société ne prévoient pas de droits de vote double.

### 18.3 CONTROLE DE LA SOCIETE

A la date du présent document de base, Monsieur Julien Parrou détient avec Messieurs Gérard Parrou, Emmanuel Parrou, Jean-Michel Parrou et Hugues Duboscq, 64,78 % du capital et des droits de vote de la Société et les FIP Générations Entrepreneurs et FIP Générations Entrepreneurs 2 gérés par Oddo Asset Management détiennent 34,01 % du capital et des droits de vote de la Société.

La Société estime qu'il n'y a pas de risque que ce contrôle soit exercé de manière abusive.



#### **18.4 ACCORD POUVANT ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE**

A la date du présent document de base, il n'existe à la connaissance de la Société, aucun accord susceptible d'entraîner le changement de contrôle de la Société.

#### **18.5 ETAT DES NANTISSEMENTS D'ACTIONS ET D'ACTIFS DE LA SOCIETE**

Aucun des actions de la Société ne fait l'objet d'un nantissement.

En contrepartie de l'emprunt de 400 milliers d'euros souscrit en janvier 2009 pour l'acquisition des parts sociales de la société TOILOKDO, le nantissement de ces parts sociales a été donné en garantie à hauteur de 400 milliers d'euros. Au 31 décembre 2010, le nantissement des parts sociales de la société TOILOKDO porte sur un montant de 245 milliers d'euros.

Par ailleurs, la demande de marque semi-figurative de « jeux.com » a été nantie dans le cadre de l'emprunt auprès de Banque Populaire du Sud Ouest d'un montant de 1.200 milliers d'euros.

## CHAPITRE 19 - OPERATIONS AVEC LES APPARENTES

### 19.1 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES AU TITRE DES EXERCICES 2008, 2009 ET 2010

Monsieur Julien PARROU, Président Directeur Général de GROUPE CONCOURS MANIA, est également gérant de la SARL CLICANDPLAY, de la SARL TOILOKDO, de la SARL KENSINGTON SQUARE, et de la SCI HARCOURT.

Il existe entre la Société et la SCI HARCOURT, au titre des exercices 2008, 2009 et 2010, une convention de location dont les modalités sont détaillées dans les rapports spéciaux du commissaire aux comptes qui figurent aux paragraphes 19.1.1, 19.1.2 et 19.1.3 du présent chapitre.

#### 19.1.1 Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2010

Mérignac, le 8 mars 2011

Madame, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L. 225-40 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

#### Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

#### ▪ Convention d'assistance et de services

Personne concernée : Mr Julien PARROU

Date d'autorisation : conseil d'administration du 22 janvier 2010

Objet : Fourniture d'assistance et de conseils dans les domaines financiers, administratif, juridique, social, commercial et technique aux sociétés filiales TOILOKDO et CLICANDPLAY.

Durée : douze mois à compter du 1er janvier 2010 et renouvelable par tacite reconduction

Modalités de facturation : le coût de la prestation est fonction du temps passé à chaque mission avec un coût horaire calculé sur le taux horaire chargé de la personne mise à disposition.

Produits comptabilisés sur l'exercice au bénéfice de TOILOKDO : 46 961 €

Produits comptabilisés sur l'exercice au bénéfice de CLICANDPLAY : 147 375 €

▪ Rémunération du Président Directeur Général

Personne concernée : Mr Julien PARROU

Date d'autorisation : conseil d'administration du 15 avril 2010

Modalités : au titre de ses fonctions de Président du conseil d'administration, Julien PARROU bénéficie d'un traitement fixe annuel de 128 211 € à compter de janvier 2010 et remboursement des frais engagés dans l'accomplissement de son mandat

Rémunération brute sur l'exercice : 128 211 €

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

▪ Convention de location SCI HARCOURT

Personne concernée : Mr Julien PARROU, gérant associé jusqu'au 13 août 2010, date de cession de la totalité des parts de la SCI HARCOURT

Date d'autorisation : conseil d'administration du 4 janvier 2008

Modalités : Location de bureaux situés 351 bd Wilson - 8ème étage - 33200 BORDEAUX

Charges de l'exercice : 33 552 €

Veillez agréer, Madame, Messieurs les Actionnaires, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Commissaire aux Comptes  
chargé du mandat :  
**AUCENTUR**

### **19.1.2 Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2009**

Mérignac, le 2 juin 2010

Madame, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

#### Absence d'avis de convention

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et soumise aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

#### Conventions autorisées au cours de l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- Rémunération du Président Directeur Général

Personne concernée : M. Julien PARROU.

Date d'autorisation : conseil d'administration du 4 janvier 2008.

Modalités : Traitement fixe mensuel net de 8.500 € à compter de janvier 2008 et remboursement des frais engagés dans l'accomplissement de son mandat.

Rémunération brute sur l'exercice : 127.899 €.

- Convention de location SCI HARCOURT

Personne concernée : M. Julien PARROU.

Date d'autorisation : conseil d'administration du 4 janvier 2008.

Modalités : Location de bureaux situés 351, boulevard Wilson – 8<sup>ème</sup> étage – 33200 BORDEAUX.

Charges de l'exercice : 44.488 €.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Veillez agréer, Madame, Messieurs les Actionnaires, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Commissaire aux Comptes  
chargé du mandat :  
**AUCENTUR**

### **19.1.3 Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – exercice 2008**

Mérignac, le 15 juin 2009

Madame, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter notre rapport sur les conventions réglementées.

#### Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### ▪ Rémunération du Président Directeur Général

Personne concernée : M. Julien PARROU.

Date d'autorisation : conseil d'administration du 4 janvier 2008.

Modalités : Traitement fixe mensuel net de 8.500 € à compter de janvier 2008 et remboursement des frais engagés dans l'accomplissement de son mandat.

Rémunération brute sur l'exercice : 124.429 €.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

▪ Convention de location SCI HARCOURT

Personne concernée : M. Julien PARROU.

Modalités : Location de bureaux situés 351, boulevard Wilson – 8<sup>ème</sup> étage – 33200 BORDEAUX.

Charges de l'exercice : 45.997 €.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs les Actionnaires, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Commissaire aux Comptes  
chargé du mandat :  
**AUCENTUR**

**19.2    INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011**

Néant

## CHAPITRE 20 - INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

### 20.1 INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA AU 31 DECEMBRE 2010

#### 20.1.1 Bilan pro forma au 31 décembre 2010

	31/12/2010			
	Données Historique	Ajustements Pro Forma	Historiques ajustées	
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Ecart d'acquisition	315 588		315 588	
Frais d'établissement	2 590		2 590	
Frais de recherche et développement				
Concession, brvts, licences, logiciels, drts & valeurs similaires	111 361		111 361	
Fonds commercial (1)	526 299	3 700 000	4 226 299	note 1.1
Autres immobilisations incorporelles	685 141		685 141	
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	34 795		34 795	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	75 547		75 547	
Immobilisations corporelles en cours	21 900		21 900	
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	115		115	
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 400	55 000	60 400	note 1.2
	<b>1 778 736</b>	<b>3 755 000</b>	<b>5 533 736</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	80 940		80 940	
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	8 056		8 056	
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	1 791 322	70 192	1 861 514	note 1.3
Autres créances	294 059		294 059	
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres	2 076 112	-1 200 000	876 112	note 1.4
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	862 170	201 246	1 063 416	note 1.5
Charges constatées d'avances (3)	102 175		102 175	
	<b>5 214 834</b>	<b>-928 563</b>	<b>4 286 271</b>	note 1.6
Charges à répartir sur plusieurs exercices	95 414	-95 414	0	
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 088 984</b>	<b>2 731 023</b>	<b>9 820 007</b>	
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Note 1.1 : Le coût d'acquisition du site « jeux.com » pour 3 700 000 euros est repris sur la ligne fonds commercial des comptes présentés.

Note 1.2 : il s'agit de la caution sur l'emprunt participatif OSEO contracté pour le financement de l'acquisition évoquée ci-dessus de 55 000 euros.

Note 1.3 : Le délai de règlement des créances étant de 30 jours, cette ligne comprend la facturation du mois de décembre.

Note 1.4 : L'apport en compte courant lié au financement de l'investissement avait été placé en VMP pour 1 200 000 euros au cours de l'exercice 2010, ces fonds ont été débloqués pour l'acquisition du site « jeux.com ».

Note 1.5 : il s'agit de la trésorerie générée par « jeux.com » sur l'exercice

Note 1.6 : Les charges à répartir étaient constituées par les frais liés à l'émission de l'emprunt obligataire en 2008. Cet ajustement correspond à l'annulation de ces charges à répartir suite à la conversion des obligations.

31/12/2010			
	Données Historique	Ajustements Pro Forma	Historiques ajustées
<b>CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)</b>			
Capital	349 020	97 440	446 460
Primes d'émission, de fusion, d'apport	837 175	1 969 194	2 806 369
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Réserve légale			
- Réserves statutaires ou contractuelles			
- Réserves réglementées			
- Autres réserves	173 615		173 615
Report à nouveau			
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	421 951	467 499	889 450
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	<b>1 781 761</b>	<b>2 534 133</b>	<b>4 315 894</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
Avances conditionnées	238 245		238 245
Autres fonds propres			
	<b>238 245</b>	<b>0</b>	<b>238 245</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>			
Dont part dans le résultat : N = 15 666 N-1 = 20 383			
	<b>41 513</b>		<b>41 513</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques	45 184		45 184
Provisions pour charges	22 919		22 919
	<b>68 103</b>	<b>0</b>	<b>68 103</b>
<b>DETTES (1)</b>			
Emprunts obligataires convertibles	900 245	-900 245	0
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	259 758	2 095 188	2 354 946
Emprunts et dettes financières (3)	1 236 007	-1 199 998	36 009
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 182		7 182
Fournisseurs et comptes rattachés	1 445 652	0	1 445 652
Dettes fiscales et sociales	895 493	201 945	1 097 438
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	22 874		22 874
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance (1)	192 151		192 151
	<b>4 959 362</b>	<b>196 890</b>	<b>5 156 252</b>
Ecart de conversion Passif			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 088 984</b>	<b>2 731 023</b>	<b>9 820 007</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 071 318	964 009	2 035 327
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 880 862	-767 119	3 113 743
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			
(3) Dont emprunts participatifs			

(a) à l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

**Note 2.1 :** L'augmentation du poste capital et prime d'émission est liée à l'augmentation de capital et la conversion des obligations décidées lors de l'assemblée générale du 23 mars 2011

**Note 2.2 :** Le résultat net est celui dégagé par l'exploitation de « jeux.com » en 2010.

**Note 2.3 :** Cet ajustement correspond à la conversion de l'emprunt obligataire décidée lors de l'AGE du 23 mars 2011.

**Note 2.4 :** La Société a contracté deux emprunts pour 1 100 000 de la part d'OSEO et 1 200 000 de la part de la BPSO pour financer l'acquisition de « jeux.com »

**Note 2.5 :** Cet ajustement correspond à la conversion des comptes courants pour l'augmentation du capital décidée lors de l'AGE du 23 mars 2011.

**Note 2.6 :** L'ajustement des dettes fiscales correspond à l'I.S. dû sur l'activité de « jeux.com » sur 2010, diminué de la créance d'I.S constatée suite à l'annulation des charges à répartir.



## 20.1.2 Compte de résultats pro forma au 31 décembre 2010

31/12/2010			
	Données Historique	Ajustements Pro Forma	Historiques ajustées
<b>Produits d'exploitation (1)</b>			
Ventes de marchandises	1 691 305		1 691 305
Production vendue (biens)	529 928		529 928
Production vendue (services)	4 481 630	842 298	5 323 928
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>6 702 863</b>	<b>842 298</b>	<b>7 545 161</b>
Production stockée			
Production immobilisée	21 900		21 900
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur provisions et transfert de charges	50 628		50 628
Autres produits	7		6
	<b>6 775 398</b>	<b>842 298</b>	<b>7 617 695</b>
<b>Charges d'exploitation (1)</b>			
Achats de marchandises	359 191		359 191
Variation de stocks	12 152		12 152
Achats de matières premières et autres approvisionnements	7 821		7 821
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes (a)	3 808 311	62 920	3 871 231
Impôts, taxes et versements assimilés	54 636		54 636
Salaires et traitements	1 206 268		1 206 268
Charges sociales	443 294		443 294
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements hors écart d'acquisition	113 027		113 027
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	11 033		11 033
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	41 319		41 319
Autres charges	30		30
	<b>6 057 082</b>	<b>62 920</b>	<b>6 120 002</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>718 316</b>	<b>779 378</b>	<b>1 497 693</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
<b>Produits financiers</b>			
De participations (3)	2 079		2 079
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			
Autres intérêts et produits assimilés (3)	13 312		13 312
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			
Différence positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	<b>15 391</b>	<b>0</b>	<b>15 391</b>
<b>Charges financières</b>			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (4)	44 785	78 129	122 914
Différence négative de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	<b>44 785</b>	<b>78 129</b>	<b>122 914</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-29 394</b>	<b>-78 129</b>	<b>-107 523</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>688 922</b>	<b>701 249</b>	<b>1 390 170</b>

note 3.1

note 3.2

note 3.3

31/12/2010			
	Données Historique	Ajustements Pro Forma	Historiques ajustées
<b>Produits exceptionnels</b>			
Sur opérations de gestion	10 954		10 954
Sur opérations en capital	24 356		24 356
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges	25 276		25 276
	<b>60 586</b>	<b>0</b>	<b>60 586</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>			
Sur opérations de gestion	26 360		26 360
Sur opérations en capital	15 971		15 971
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 203		21 203
	<b>63 534</b>	<b>0</b>	<b>63 534</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-2 948</b>	<b>0</b>	<b>-2 948</b>
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	<b>38 456</b>		<b>38 456</b>
Impôts sur les bénéfices	<b>209 901</b>	<b>233 750</b>	<b>443 651</b>
			note 3.4
<b>Total des produits</b>	<b>6 851 375</b>	<b>842 298</b>	<b>7 693 672</b>
<b>Total des charges</b>	<b>6 413 758</b>	<b>374 799</b>	<b>6 788 557</b>
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>437 617</b>	<b>467 499</b>	<b>905 115</b>
<b>Part du groupe</b>	<b>421 950</b>	<b>467 499</b>	<b>889 449</b>
<b>Part des minoritaires</b>	<b>15 666</b>	<b>0</b>	<b>15 666</b>
<b>Nombre d'actions</b>	<b>4 986</b>	<b>2 227 314</b>	<b>2 232 300</b>
<b>Résultat par action du résultat groupe</b>	<b>87.77</b>		<b>0.41</b>
<b>Résultat dilué par action du résultat groupe</b>	<b>74.15</b>		<b>0.41</b>

Note 3.1 : Il s'agit du chiffre d'affaires généré sur l'année 2010 de l'activité « jeux.com ».

Note 3.2 : Les frais liés à l'activité du site sont indiqués sur cette ligne (principalement hébergements).

Note 3.3 : Cette somme correspond aux intérêts des prêts liés au financement du site « jeux.com ».

Note 3.4 : Il s'agit de l'impôt sur les bénéfices l'activité du site « jeux.com » sur 2010.

### 20.1.3 Tableau de variation des flux de trésorerie pro forma au 31 décembre 2010

	31/12/2010
<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>	<b>1 460 877</b>
Résultat net des sociétés intégrées	905 116
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	
- Amortissements et provisions	168 419
- Variation des impôts différés	46 124
- Plus-values de cession	-8 385
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 111 274
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-349 603
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>	<b>-4 013 988</b>
Acquisition d'immobilisations	-4 089 799
Cession d'immobilisations	96 057
Incidence des variations de périmètre	-20 535
Ecart A Nouveau	289
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>	<b>3 206 236</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
Augmentation de capital en numéraire	30 000
Emissions d'emprunts	3 496 164
Remboursements d'emprunts	-319 928
<b><u>Variation de trésorerie</u></b>	<b>653 124</b>
Trésorerie d'ouverture	1 286 230
Trésorerie de clôture	1 939 354
	0

## **20.1.4 Annexes aux comptes pro forma au 31 décembre 2010**

### **1 – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthode et règles d'évaluation**

#### **1.1. Principes comptables**

En vue d'apporter une information financière claire et complète, la Société a décidé d'opter pour l'établissement de comptes consolidés sans être soumise à une obligation légale.

Les comptes annuels consolidés du Groupe sont élaborés selon les principes comptables décrits dans cette note et respectent les dispositions du règlement CRC N°99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes d'évaluation, des coûts historiques et de continuité d'exploitation.

#### **1.2 Comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2010**

Compte tenu de l'impact significatif sur les comptes consolidés de l'acquisition de l'actif « jeux.com » postérieurement à la clôture et des modifications liées au capital social, la Société a souhaité présenter des comptes consolidés pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

##### **1.2.1 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation**

###### **1.2.1.1 Référentiel comptable**

Les comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2010 sont établis sur la base des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2010 du Groupe. Ces comptes ont été établis en conformité avec la méthodologie des comptes consolidés issue du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

###### **1.2.1.2 Modalités de consolidation**

###### ***Méthodes de consolidation***

Les méthodes utilisées pour l'établissement des comptes consolidés ont été retenues. Le lecteur pourra s'y reporter pour plus de détails.

###### ***Principes des comptes pro forma***

L'objectif de ces comptes consolidés pro forma est de présenter le Groupe en supposant que l'acquisition de l'actif « jeux.com » et les modifications liées au capital social aient été réalisées au premier jour de l'exercice clos le 31 décembre 2010 avec 12 mois d'activité.

Ainsi les postes de bilan et du compte de résultat liés à l'activité de « jeux.com » et aux modifications du capital social ont été repris.

Ces comptes consolidés pro forma ont une valeur purement illustrative et ne représentent pas les résultats effectifs du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

#### *Base d'établissement des comptes pro forma*

- Comptes consolidés historiques audités au 31 décembre 2010
- Chiffre d'affaires du site « Jeux.com » et charges liées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010 : le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2010 a été audité
- Division par 350 de la valeur nominative des actions
- Conversion de l'emprunt obligataire en actions
- Augmentation de capital de 1.230 K€

#### *Hypothèses retenues :*

Simulation de l'acquisition de l'actif incorporel « Jeux.com » au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- Sur la base du prix réellement payé y compris les frais d'acquisition,
- Avec le financement réellement obtenu.

Il est rappelé que ces comptes consolidés pro forma ne sont pas nécessairement représentatifs de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'acquisition de jeux.com était survenue à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

### **1.3. Faits marquants**

Au cours de l'exercice, le Groupe a acquis 10% supplémentaire de la société CLICANDPLAY le 29/04/2010 pour un montant de 20.535 €.

L'impact de l'entrée de ces filiales sur les flux de trésorerie s'élève à 20.535 € correspondant au prix et frais d'acquisition, la société étant déjà dans le périmètre de consolidation.

### **1.4. Méthodes de consolidation**

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2010. Toutes les participations dans lesquelles GROUPE CONCOURS MANIA assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Toutes les sociétés du Groupe clôturent à la même date.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des associés minoritaires ;
- éliminer les opérations et comptes réciproques entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

### **1.5. Élimination des opérations intra-groupe**

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

### **1.6. Ecart d'acquisition**

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

### **1.7. Application des méthodes préférentielles**

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivant :

Application des méthodes préférentielles	Oui/Non/N/A	Note
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Oui	§ 3.12
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Oui	§ 3.8
Comptabilisation des contrats de location-financement	N/A	
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N/A	
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	

N/A : non applicable

## **2 - Périmètre de consolidation**

Les entreprises constituant le Groupe sont au nombre de 4 :

- La SA GROUPE CONCOURMANIA qui est la société mère,
- La SARL TOILOKDO détenue à 70% par la société mère depuis le 14/01/2009,
- La SARL KENSINGTON SQUARE créée le 26 août 2009 et détenue à 100% par la SA Groupe CONCOURSMANIA,
- La SARL CLICANDPLAY détenue à 70% par la société mère : 60% depuis le 09/11/2009 et 10% depuis le 29/04/2010.

## **3 - Détail des postes du bilan et du compte de résultat consolidés**

### **3-1 - Immobilisations**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus, y compris les frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

### 3.1.1 Ecart acquisition

Pour les filiales intégrées globalement, les écarts de consolidation sont dégagés dès lors que les titres ont été acquis après la constitution des sociétés soit pour les sociétés TOILOKDO et CLICANDPLAY suivant le tableau ci-après :

Sociétés	Date acquisition	%	Participation	Capitaux Propres	Ecart d'acquisition
TOILOKDO	14/01/2009	70%	291.965,48	-67.847,65	339.458,84
CLICANDPLAY	09/11/2009	60%	60.352,48	38.669,98	37.150,49
CLICANDPLAY	29/04/2010	10%	20.534,86	86.154,67	11.919,39
<b>TOTAL</b>			<b>372.852,82</b>		<b>388.528,72</b>

Le montant de la participation constatée correspond au coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition des titres.

Les capitaux propres retenus sont :

- pour la société TOILOKDO les capitaux propres au 31/12/2008 retraités des provisions IFC et des impôts différés calculés au 31/12/2008 ;
- pour la société CLICANDPLAY les capitaux propres à la situation du 31/08/2009 pour l'acquisition du 09/11/2009 et les capitaux propres au 31/12/2009 pour l'acquisition du 29/04/2010.

Ces écarts positifs, qui correspondent à la différence entre le prix d'achat des titres et l'actif net comptable, ont été affectés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

### 3.1.2 Autres immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial présent au bilan correspond :

- à l'apport du fonds de commerce de LIET EDITION apporté lors de la fusion avec cette société le 1<sup>er</sup> juin 2007 pour 266 K€. Il correspond essentiellement au site concours.fr;
- aux sites Internet « Flibus » et « Jeux de Filles » pour des montants respectifs de 180 K€ et 80 K€ ;
- au site Internet « jeux.com » pour 3 700 K€.

Les immobilisations incorporelles comprennent également des fichiers acquis pour un montant de 685 K€. Nous pouvons les évaluer par référence au « Revenu moyen par utilisateur » (ARPU).

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été détecté, aucune provision ne doit être constatée sur ces postes.

### **3.1.3 Immobilisations développées en interne**

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est effectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement ;
- les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité ;
- lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Le montant net à la clôture des immobilisations générées en interne s'élève 36.875 €.



### 3.2 Tableau des immobilisations et amortissements

Désignation	Valeur brute début d'exercice	Variations de périmètre	Acquisitions	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Ecart d'acquisition	376 609		11 919		388 528
Frais de constitution	3 614				3 614
Autres immobilisations incorporelles	1 212 552		3 986 445		5 198 997
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>1 592 775</b>	<b>-</b>	<b>3 998 365</b>	<b>-</b>	<b>5 591 140</b>
Constructions	62 082				62 082
Installations générales, aménagements divers	54 510		11 792	11 203	55 099
Matériel de transport	20 832			20 832	0
Matériel de bureau et informatique	52 923		9 764	1 102	61 586
Mobilier	18 878		4 898		23 776
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>209 225</b>	<b>-</b>	<b>26 454</b>	<b>33 137</b>	<b>202 542</b>
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>			<b>21 900</b>		<b>21 900</b>
Autres titres immobilisés	215			100	115
Autres immobilisations financières	77 101		55 000	71 701	60 400
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>77 316</b>	<b>-</b>	<b>55 000</b>	<b>71 801</b>	<b>60 515</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 879 316</b>	<b>-</b>	<b>4 101 719</b>	<b>104 938</b>	<b>5 876 097</b>

Désignation	Valeur brute début d'exercice	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Valeur brute fin d'exercice
Ecart d'acquisition	34 485		38 456		72 941
Frais de constitution	542		723	241	1 024
Autres immobilisations corporelles	95 460		80 736		176 196
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>130 487</b>	<b>-</b>	<b>119 915</b>	<b>241</b>	<b>250 161</b>
Constructions	19 796		7 491		27 287
Installations générales, aménagements divers	8 662		6 082	4 659	10 085
Matériel de transport	9 884		1 979	11 863	0
Matériel informatique	29 766		12 593	744	41 614
Mobilier	9 789		3 424		13 213
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>77 897</b>	<b>-</b>	<b>31 568</b>	<b>17 266</b>	<b>92 199</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>208 384</b>	<b>-</b>	<b>151 483</b>	<b>17 507</b>	<b>342 360</b>

### 3.3 Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « dernier prix d'achat connu ».

### 3.4 Participations, autres titres immobilisés valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur liquidative des SICAV est de 1.710.487 €.

### 3.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il a été procédé à l'annulation des créances et des dettes existantes entre les sociétés du Groupe.

### 3.6 Tableau des créances et dettes par échéance

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Autres immobilisations financières	60.400		60.400
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux	33.529	33.529	
Autres créances clients	1.856.622	1.856.622	
Personnel et organismes sociaux		-	
Etat (1)	291.797	291.797	
Débiteurs divers	2.262	2.262	
Charges constatées d'avance	102.176	102.176	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2.346.786</b>	<b>2.286 .86</b>	<b>60.400</b>
(1) Dont impôt différé	12.139		

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Emprunts auprès des étab de crédit (1) (2)	2.354.946	319.619	2.035.327	
Emprunts et dettes financières diverses (1)	36.009	36.009		
Fournisseurs et comptes rattachés	1.445.652	1.445.652		
Personnel et organismes sociaux	272.149	272.149		
Etat (3)	825.288	825.288		
Autres dettes	22.874	22.874		
Produits constatés d'avance	192.151	192.151		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5.149.070</b>	<b>3.113.743</b>	<b>2.035.327</b>	<b>-</b>
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice	298.118			
(3) Dont impôt exigible	362.872			

### **3.7 Impôts différés**

Les retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées pour les rendre homogènes avec les principes comptables du Groupe ou pour éliminer l'effet des législations fiscales, ainsi que l'existence de décalages temporaires d'impositions dans le temps, génèrent des différences entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôt.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entreprise.

Ils se décomposent ainsi :

	<b>31/12/2010</b>
<b>Décalage Fiscal/Social (1)</b>	<b>10.973</b>
Prov Organic	10.973
<b>Impacts ID liés aux Retraitements/Eliminations (2)</b>	<b>2.564</b>
IFC	22.919
Amortissements dérogatoires	-38.306
<b>Déficits reportables TOILOKADO (3)</b>	<b>43.162</b>
<b>Total Bases (1) + (2) + (3)</b>	<b>38.748</b>
<b>Imposition différée</b>	<b>12.139</b>

*Le signe + correspond à un impôt différé actif*

*Le signe – correspond à un impôt différé passif*

Le taux d'imposition retenue est le taux de 33.1/3%.

### **3.8 Frais d'émission d'emprunt**

La Société a acquitté 148.421 € de frais relatifs à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions de 900.245 €, remboursable sur 7 ans au taux de 4% et émis en 2008. Ces frais, inscrits à l'actif des comptes, s'élèvent à la clôture à 95.414 € et sont amortis en mode linéaire sur la durée de l'emprunt (7 ans).

La charge d'amortissement directe enregistrée sur l'exercice 2010 s'élève à 21.203 €.

Dans les comptes pro forma, le solde de ces frais d'émission net d'impôt sur les sociétés (63.609 €) a été imputé sur la prime d'émission conformément à la méthode préférentielle.

### **3.9 Capital**

Le capital social a subi les modifications suivantes :

- Division par 350 de la valeur nominale des actions ce qui porte le nombre d'actions de 4.986 à 1.745.100.
- Conversion de l'emprunt obligataire de 900 K€ par émission de 320.600 actions.
- Augmentation de capital de 1.230 K€ par émission de 33.320 actions.

Le capital social se compose de 2.232.300 actions dont 356 300 actions de préférence.

### **3.10 Tableau de variation des capitaux propres**

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31/12/2009	349 020	837 175	171 030	2 198		1 359 423	34 462	1 393 885
Affectation du résultat			2 198	2 198				
Ecart résultat Kensington Square 2009			386			386		386
Intégration des sociétés acquises ou créées								
élimination des titres au prix d'acquisition			20 535			20 535		20 535
écart d'acquisition			11 919			11 919		11 919
Réaffectation réserves antérieures			8 616			8 616	8 616	-
Obligations convertibles	64 120	836 125				900 245		
Augmentation de capital	33 320	1 196 678				1 229 998		1 229 998
Résultat de l'exercice consolidé				889 450		889 450	15 666	905 116
Situation au 31/12/2010	446 460	2 869 978	173 615	889 450	-	4 379 503	41 512	3 520 770

### **3.11 Pertes et intérêts minoritaires**

Comme le prévoit le Règlement 99-02, la part des pertes antérieures et de l'exercice revenant aux minoritaires avait été déduite des intérêts majoritaires au 31 décembre 2009 pour – 48.281 € concernant la société TOILOKDO.

La société TOILOKDO ayant réalisé des bénéfices au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, il a été imputé un montant de pertes antérieures de -27.947 sur le résultat de l'exercice des minoritaires.

Il reste – 20.334 de pertes antérieures à imputer au 31 décembre 2010.

### **3.12 Engagements de retraite**

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux. Ils ont été provisionnés dans les comptes consolidés, conformément au règlement 99-02, pour un montant total au 31/12/2010 de 22.919 € charges sociales comprises.

La méthode de calcul des engagements retraites utilisées est la méthode rétrospective en droits proratisés temporis. Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- départ volontaire à l'âge de 65 ans
- progression des salaires de 2% par an
- rotation lente du personnel
- probabilité de survie à l'âge de la retraite
- taux d'actualisation de 3.61%

### **3.13 Avances remboursables**

Les « Autre Fonds Propres » comprennent des avances remboursables pour un montant de 238.245 € soit 54.245 € à moins d'un an et 184.000 € à plus d'un an et moins de 5 ans.

### 3.14 Provisions

Les provisions s'élèvent à la clôture à 68.103 € et comprennent les types de provisions suivantes :

- Provisions pour risques : 45.185 € dont 34.934 € au titre des cadeaux
- Provisions pour charges relatives aux engagements d'indemnités de fin de carrière pour 22.919 € (cf détail au § 3.12)

### 3.15 Tableau des emprunts

DESIGNATION DES EMPRUNTS	MONTANT D'ORIGINE	Taux	Organisme financeur	ECHEANCES		MONTANT AU BILAN DOUVERTURE	EMPRUNTS NOUVEAUX	REMBOUR- SEMENTS DE L'EXERCICE	MONTANT AU BILAN DE CLOTURE	MOINS D'UN AN	PLUS D'UN AN MOINS DE CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
				DEBUT	FIN							
SA GCM	400 000.00	2.25%	CREDIT MUTUEL	01/09	12/13	324 156.31		78 726.04	245 430.27	79 978.09	165 452.18	
TOILOKDO	14 000.00		BPSO			3 742.42		3 742.42	0.00			
TOILOKDO	6 000.00	6.06%	OSEO	01/08	07/12	3 642.26		1 342.93	2 299.33	1 426.62	872.71	
CLICANDPLAY	8 000.00	0%	INITIATIVE 93	06/08	05/10	1 666.73		1 666.73	0.00			
CLICANDPLAY	15 000.00		BRED	06/08	06/12	9 760.26		3 742.73	6 017.53	3 956.12	2 061.41	
CLICANDPLAY	7 000.00	6.18%	OSEO	02/09	07/13	5 727.09		1 473.16	4 253.93	1 566.82	2 687.11	
CLICANDPLAY	10 000.00	5.55%	BRED	08/07	07/11	4 195.96		2 611.89	1 584.07	1 584.07		
SA GCM	1 200 000.00	3.45%	BPSO	01/11	12/15	0.00	1 200 000.00	204 812.00	995 188.00	230 934.00	764 254.00	
SA GCM	1 100 000.00	3,39% + 0,1739 % CA	OSEO	01/11	12/18		1 100 000.00	0.00	1 100 000.00	0.00	1 100 000.00	
COMPTES RATTACHES.....												
VALEUR AU BILAN AU 31/12/2010.....						352 891.03	2 300 000.00	298 117.90	2 354 773.13	319 445.72	2 035 327.41	

### 3.16 Opérations d'échange de publicité

Les montants maintenus en produits et charges au titre des opérations d'échanges de publicité sont de :

	2010
Produits	359.150 €
Charges	409.150 €

### **3.17 Preuve d'impôt**

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit (en K€) :

	<b>2010</b>
<b><i>Résultat consolidé avant impôt</i></b>	<b>1.348</b>
Charges non déductibles	
Amortissement écart d'acquisition	38
Déficit reportables antérieurs	-18
<b><i>Résultat fiscal consolidé théorique</i></b>	<b>1.368</b>
<b><i>Charge d'impôt théorique à 33.33%</i></b>	<b>456</b>
<b><i>Différentiel</i></b>	<b>-13</b>
<b><i>Charge d'impôt effective</i></b>	<b>443</b>

### **3.18 Charge d'impôts sur les bénéfices**

Le poste impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Total impôts sur les bénéfices exigibles .....	397 K€
Total variation des impôts différés .....	46 K€
<b>Charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice....</b>	<b>443 K€</b>

### **3.19 Résultat par action et résultat par action dilué**

Le résultat par action du Groupe est de 0.41 € et le résultat par action dilué du Groupe est de 0.41 €.

### 3.20 Détail du résultat consolidé

#### RESULTAT CONSOLIDE 31/12/2010

	Total	Groupe Concourmania	Toilokdo (1)	Clicandplay	Kensington Square
Résultat net avant consolidation	974 096	781 082	139 020	52 221	1 773
Amortissements dérogatoires	20 535	20 535			
IFC variation 2010	-4 936	-6 385	1 449		
Amort écart acquisition	-38 456	-38 456			
Impôt différé 2010	-46 123	-3 500	-47 311		4 688
<b>Total résultat consolidé</b>	<b>905 116</b>	<b>753 276</b>	<b>93 158</b>	<b>52 221</b>	<b>6 461</b>
Part du groupe	<b>889 449</b>	753 276	93 158	36 555	6 461
Part des minoritaires	<b>15 666</b>	0		15 666	

(1) Minoritaire TOILOKODO = 30%                      93 158 x 30 % =                      27 947

Intérêts minoritaires imputés sur le groupe :

Capitaux propres	30 698
Résultat	17 583
Soit un total de	<b>48 281</b>
Imputation du résultat 2010	<b>27 947</b>
Reste à imputer fin 12/2010	<b>20 334</b>

### 3.21 Tableau des flux de trésorerie

	31/12/2010
<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>	<b>1 460 877</b>
Résultat net des sociétés intégrées	905 116
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	
- Amortissements et provisions	168 419
- Variation des impôts différés	46 124
- Plus-values de cession	-8 385
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 111 274
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-349 603
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>	<b>-4 013 988</b>
Acquisition d'immobilisations	-4 089 799
Cession d'immobilisations	96 057
Incidence des variations de périmètre	-20 535
Ecart A Nouveau	289
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>	<b>3 206 236</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
Augmentaton de capital en numéraire	30 000
Emissions d'emprunts	3 496 164
Remboursements d'emprunts	-319 928
<b><u>Variation de trésorerie</u></b>	<b>653 124</b>
Trésorerie d'ouverture	1 286 230
Trésorerie de clôture	1 939 354
	0



#### **4 - Etat des sûretés réelles accordées en garantie**

En contrepartie de l'emprunt de 400 K€ souscrit en janvier 2009 pour l'acquisition des parts sociales de la société TOILOKDO, le nantissement de ces parts sociales a été donné en garantie à hauteur de 400 K€. Au 31 décembre 2010, le nantissement des parts sociales de la société TOILOKDO porte sur un montant de 245 K€.

#### **5 – Engagements hors bilan**

##### **5.1 Engagements hors bilan donnés**

En date du 14 janvier 2009, la Société a pris l'engagement de racheter la totalité des parts des minoritaires de la filiale TOILOKDO détenue à hauteur de 70 % pour un montant de 234 K€ avant le 31 décembre 2011 sous déduction de la mise en œuvre de la garantie de passif pour 24 K€ soit un montant net de 210 K€.

##### **5.2 Engagements hors bilan reçus**

Lors de la cession des parts de la société TOILOKDO en date du 14 janvier 2009, une convention de garantie de passif a été signée avec les cédants à hauteur du prix total des parts sociales soit 200 000 € avec une franchise de . 000 €. Cette garantie prendra fin le 31 décembre 2013.

Lors de la cession des parts de la société CLICANDPLAY en date du 9 novembre 2009, une convention de garantie de passif a été signée avec les cédants à hauteur de 100.000 € avec une franchise de 3.000 €. Cette garantie prendra fin le 31 décembre 2013.

Dans le cadre du financement de l'acquisition du site Jeux.com, les emprunts ont été couverts par les garanties suivantes :

- Emprunt BPSO de 1.200 K€ :
  - o Nantissement de la marque semi-figurative de « jeux.com »,
  - o Caution personnelle et solidaire à hauteur de 400K€ + 20% au titre des intérêts et frais de Julien PARROU,
  - o OSEO est co-preneur de risque à hauteur de 50% avec une commission de caution de 0.67% sur l'encours,
  - o Clause particulière : engagement de remboursement anticipé sans pénalité à hauteur de 30% de l'encours du prêt dans les 30 jours de l'introduction en bourse.

Au 31/12/2010, le montant restant dû à la BPSO couvert par ces garanties est de 995 K€.

- Emprunt OSEO de 1.100 K€ :
  - o Retenue de garantie versée de 55 K€ remboursable à la fin du contrat,
  - o Contrat assurance décès-invalidité de Julien PARROU au profit d'OSEO pour 1.100 K€.

#### **6- Evènements postérieurs à la clôture**

La Société a acquis le 28 février 2011 les parts des minoritaires (30%) de la société CLICANDPLAY pour un montant de 220 K€. Elle détient ainsi 100% de cette société.

## **7- Autres informations**

### **7.1 Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice se sont élevés à 11.750 €.

### **7.2 Membres des organes d'administration et de direction**

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car cette information aurait pour effet de renseigner une donnée individuelle.

### **7.3 Parties liées**

La société a versé à la SCI HARCOURT, dans laquelle le Président du conseil d'administration Mr Julien PARROU a été gérant une partie de l'exercice, des loyers pour un montant de 33.552 €.

### **7.4 Effectif moyen et DIF**

L'effectif moyen du personnel est de 27 salariés.

Les salariés ont acquis un total de 1.095 heures de droit à la formation au 31/12/2010. Aucune provision n'a été constituée à ce titre.

#### **20.1.5 Attestation du commissaire aux comptes sur les comptes pro forma au 31 décembre 2010**

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application du règlement (CE) N°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations pro forma de la société GROUPE CONCOURSMANIA relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2010 inclus au paragraphe 20.1 du document de base daté du 15 avril 2011.

Ces informations pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que les variations de périmètre auraient pu avoir sur le bilan et le compte de résultat de la société GROUPE CONCOURSMANIA au 31 décembre 2010 si les opérations avaient pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010. De part la nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si les événements étaient survenus à une date antérieure à celle de leur survenance réelle.

Ces informations pro forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) N°809/2004 relatives aux informations pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II point 7 du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces travaux qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement des informations pro forma ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations pro forma ont été établies concordent avec les documents source, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction de la société GROUPE CONCOURSMANIA des informations pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

A notre avis :

- Les informations pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- Cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.

Mérignac, le 11 avril 2011

Le Commissaire aux Comptes

*AUCENTUR*

Laurence VERSAILLE

## 20.2 INFORMATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2010

### 20.2.1 Bilan consolidé au 31 décembre 2010

	31/12/2010			31/12/2009
	Brut	Amort.dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Ecart d'acquisition	388 529	72 941	315 588	342 124
Frais d'établissement	3 614	1 024	2 590	3 072
Frais de recherche et développement				
Concession, brvts, licences, logiciels, drts & valeurs similaires	284 723	173 362	111 361	114 155
Fonds commercial (1)	526 299		526 299	446 299
Autres immobilisations incorporelles	687 975	2 834	685 141	556 637
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	62 082	27 287	34 795	42 286
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	140 460	64 913	75 547	89 042
Immobilisations corporelles en cours	21 900		21 900	
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	115		115	215
Prêts				77 101
Autres immobilisations financières	5 400		5 400	
	<b>2 121 097</b>	<b>342 361</b>	<b>1 778 736</b>	<b>1 670 931</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	80 940		80 940	93 092
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	8 056		8 056	537
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	1 819 959	28 637	1 791 322	1 531 094
Autres créances	294 059		294 059	251 290
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres	2 076 112		2 076 112	801 879
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	862 170		862 170	484 557
Charges constatées d'avances (3)	102 176		102 175	58 646
	<b>5 243 472</b>	<b>28 637</b>	<b>5 214 834</b>	<b>3 221 095</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	95 414		95 414	116 617
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 459 983</b>	<b>370 998</b>	<b>7 088 984</b>	<b>5 008 643</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

	31/12/2010	31/12/2009
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)</b>		
Capital (dont versé : 349 020)	349 020	349 020
Primes d'émission, de fusion, d'apport	837 175	837 175
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	173 615	171 030
Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	421 951	2 198
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	<b>1 781 761</b>	<b>1 359 423</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Avances conditionnées	238 245	260 000
Autres fonds propres		
	<b>238 245</b>	<b>260 000</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>	<b>41 513</b>	<b>34 462</b>
Dont part dans le résultat : N = 15 666 N-1 = 20 383		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	45 184	63 920
Provisions pour charges	22 919	17 983
	<b>68 103</b>	<b>81 903</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles	900 245	900 245
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	259 758	348 900
Emprunts et dettes financières (3)	1 236 007	44 095
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 182	4 121
Fournisseurs et comptes rattachés	1 445 652	1 043 741
Dettes fiscales et sociales	895 493	503 949
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	22 874	92 959
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	192 151	334 845
	<b>4 959 362</b>	<b>3 272 855</b>
Ecart de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 088 984</b>	<b>5 008 643</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 071 318	1 159 630
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 880 862	2 109 103
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) à l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## 20.2.2 Compte de résultats consolidé au 31 décembre 2010

		31/12/2010		31/12/2009
		France	Exportation	Total
		Total		Total
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises		1 691 305		1 691 305
Production vendue (biens)		529 928		529 928
Production vendue (services)		4 475 270	6 360	4 481 630
<b>Chiffre d'affaires net</b>		<b>6 696 504</b>	<b>6 360</b>	<b>6 702 864</b>
Production stockée				
Production immobilisée			21 900	26 600
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			50 628	23 141
Reprises sur provisions et transfert de charges			6	215
Autres produits				
			<b>6 775 398</b>	<b>4 903 990</b>
<b>Charges d'exploitation (1)</b>				
Achats de marchandises			359 191	290 655
Variation de stocks			12 152	-33 846
Achats de matières premières et autres approvisionnements			7 821	6 450
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			3 808 311	3 002 300
Impôts, taxes et versements assimilés			54 636	35 184
Salaires et traitements			1 206 268	934 760
Charges sociales			443 294	354 817
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements hors écart d'acquisition			113 027	83 855
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			11 033	9 179
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			41 319	62 561
Autres charges			30	805
			<b>6 057 082</b>	<b>4 746 720</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>718 316</b>	<b>157 270</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)			2 079	20 047
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			13 312	5 842
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différence positives de change				24
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>15 391</b>	<b>25 913</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			44 785	50 217
Différence négative de change				184
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>44 785</b>	<b>50 401</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-29 394</b>	<b>-24 488</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>688 922</b>	<b>132 782</b>

	31/12/2010	31/12/2009
	Total	Total
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	10 954	6 491
Sur opérations en capital	24 356	75
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges	25 276	4 241
	<b>60 586</b>	<b>10 807</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	26 360	7 053
Sur opérations en capital	15 971	30 193
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 203	21 203
	<b>63 534</b>	<b>58 449</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-2 948</b>	<b>-47 642</b>
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	38 456	34 485
Impôts sur les bénéfices	209 901	21 280
<b>Total des produits</b>	<b>6 851 375</b>	<b>4 940 710</b>
<b>Total des charges</b>	<b>6 413 758</b>	<b>4 911 335</b>
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>437 617</b>	<b>29 375</b>
<b>Part du groupe</b>	<b>421 950</b>	<b>2 198</b>
<b>Part des minoritaires</b>	<b>15 666</b>	<b>27 177</b>
<b>Résultat par action du résultat groupe</b>	<b>84.63</b>	<b>0.44</b>
<b>Résultat dilué par action du résultat groupe</b>	<b>71.49</b>	<b>0.37</b>
(a) Y compris		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

### 20.2.3 Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2010

	31/12/2010	31/12/2009
<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>	<b>829 787</b>	<b>2 633</b>
Résultat net des sociétés intégrées	437 617	29 375
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	168 386	207 249
- Variation des impôts différés	46 124	-17 735
- Plus-values de cession	-8 385	4 119
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	643 742	223 008
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-186 045	220 375
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>	<b>-258 988</b>	<b>-1 021 335</b>
Acquisition d'immobilisations	-334 799	-700 783
Cession d'immobilisations	96 057	1 062
Incidence des variations de périmètre	-20 535	-321 614
Ecart A Nouveau	289	
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>	<b>1 081 048</b>	<b>331 244</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 196 164	403 834
Remboursements d'emprunts	-115 116	-72 590
<b><u>Variation de trésorerie</u></b>	<b>1 651 846</b>	<b>-687 458</b>
Trésorerie d'ouverture	1 286 436	1 973 894
Trésorerie de clôture	2 938 282	1 286 436
	0	0



## **20.2.4 Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2010**

### **1 – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthode et règles d'évaluation**

#### **1.1. Principes comptables**

En vue d'apporter une information financière claire et complète, la Société a décidé d'opter pour l'établissement de comptes consolidés sans être soumise à une obligation légale.

Les comptes annuels consolidés du Groupe sont élaborés selon les principes comptables décrits dans cette note et respectent les dispositions du règlement CRC N°99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes d'évaluation, des coûts historiques et de continuité d'exploitation.

#### **1.2. Faits marquants**

Au cours de l'exercice, le Groupe a acquis 10% supplémentaire de la société CLICANDPLAY le 29/04/2010 pour un montant de 20.535 €.

L'impact de l'entrée de ces filiales sur les flux de trésorerie s'élève à 20.535 € correspondant au prix et frais d'acquisition, la société étant déjà dans le périmètre de consolidation.

#### **1.3. Méthodes de consolidation**

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2010. Toutes les participations dans lesquelles GROUPE CONCOURS MANIA assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Toutes les sociétés du Groupe clôturent à la même date.

L'intégration globale consiste à :

Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;

Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des associés minoritaires ;

Éliminer les opérations et comptes réciproques entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

#### **1.4. Élimination des opérations intra-groupe**

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

### **1.5. Ecart d'acquisition**

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

### **1.6. Application des méthodes préférentielles**

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	Oui/Non/N/A	Note
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Oui	§ 3.12
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Oui	§ 3.8
Comptabilisation des contrats de location-financement	N/A	
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N/A	
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	

N/A : non applicable

## **2 - Périmètre de consolidation**

Les entreprises constituant le Groupe sont au nombre de 4 :

- La SA GROUPE CONCOURMANIA qui est la société mère,
- La SARL TOILOKDO détenue à 70% par la société mère depuis le 14/01/2009,
- La SARL KENSINGTON SQUARE créée le 26 août 2009 et détenue à 100% par la SA Groupe CONCOURSMANIA,
- La SARL CLICANDPLAY détenue à 70% par la société mère : 60% depuis le 09/11/2009 et 10% depuis le 29/04/2010.

## **3 - Détail des postes du bilan et du compte de résultat consolidés**

### **3-1 - Immobilisations**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus, y compris les frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

### 3.1.1 Ecart acquisition

Pour les filiales intégrées globalement, les écarts de consolidation sont dégagés dès lors que les titres ont été acquis après la constitution des sociétés soit pour les sociétés TOILOKDO et CLICANDPLAY suivant le tableau ci-après :

<b>Sociétés</b>	<b>Date acquisition</b>	<b>%</b>	<b>Participation</b>	<b>Capitaux Propres</b>	<b>Ecart d'acquisition</b>
TOILOKDO	14/01/2009	70%	291.965,48	-67.847,65	339.458,84
CLICANDPLAY	09/11/2009	60%	60.352,48	38.669,98	37.150,49
CLICANDPLAY	29/04/2010	10%	20.534,86	86.154,67	11.919,39
<b>TOTAL</b>			<b>372.852,82</b>		<b>388.528,72</b>

Le montant de la participation constatée correspond au coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition des titres.

Les capitaux propres retenus sont :

- pour la société TOILOKDO les capitaux propres au 31/12/2008 retraités des provisions IFC et des impôts différés calculés au 31/12/2008 ;
- pour la société CLICANDPLAY les capitaux propres à la situation du 31/08/2009 pour l'acquisition du 09/11/2009 et les capitaux propres au 31/12/2009 pour l'acquisition du 29/04/2010.

Ces écarts positifs, qui correspondent à la différence entre le prix d'achat des titres et l'actif net comptable, ont été affectés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

### 3.1.2 Autres immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial présent au bilan correspond :

- d'une part, à l'apport du fonds de commerce de LIET EDITION apporté lors de la fusion avec cette société le 1<sup>er</sup> juin 2007 pour 266 K€. Il correspond essentiellement au site concours.fr;
- d'autre part, aux sites Internet « Flibus » et « Jeux de Filles » pour des montants respectifs de 180 K€ et 80 K€.

Les immobilisations incorporelles comprennent également des fichiers acquis pour un montant de 685 K€. Nous pouvons les évaluer par référence au « Revenu moyen par utilisateur » (ARPU).

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été détecté, aucune provision ne doit être constatée sur ces postes.

### 3.1.3 Immobilisations développées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est effectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Le montant net à la clôture des immobilisations générées en interne s'élève 36.875 €.

### 3.2 Tableau des immobilisations et amortissements

Désignation	Valeur brute début d'exercice	Variations de périmètre	Acquisitions	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Ecart d'acquisition	376 609		11 919		388 528
Frais de constitution	3 614				3 614
Autres immobilisations incorporelles	1 212 552		286 445		1 498 997
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>1 592 775</b>	<b>-</b>	<b>298 365</b>	<b>-</b>	<b>1 891 140</b>
					-
Constructions	62 082				62 082
Installations générales, aménagements divers	54 510		11 792	11 203	55 099
Matériel de transport	20 832			20 832	0
Matériel de bureau et informatique	52 923		9 764	1 102	61 586
Mobilier	18 878		4 898		23 776
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>209 225</b>	<b>-</b>	<b>26 454</b>	<b>33 137</b>	<b>202 542</b>
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>			<b>21 900</b>		<b>21 900</b>
Autres titres immobilisés	215			100	115
Autres immobilisations financières	77 101			71 701	5 400
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>77 316</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>71 801</b>	<b>5 515</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 879 316</b>	<b>-</b>	<b>346 719</b>	<b>104 938</b>	<b>2 121 097</b>

#### AMORTISSEMENTS AU 31/12/2010

Désignation	Valeur brute début d'exercice	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Valeur brute fin d'exercice
Ecart d'acquisition	34 485		38 456		72 941
Frais de constitution	542		723	241	1 024
Autres immobilisations corporelles	95 460		80 736		176 196
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>130 487</b>	<b>-</b>	<b>119 915</b>	<b>241</b>	<b>250 161</b>
Constructions	19 796		7 491		27 287
Installations générales, aménagements divers	8 662		6 082	4 659	10 085
Matériel de transport	9 884		1 979	11 863	0
Matériel informatique	29 766		12 593	744	41 614
Mobilier	9 789		3 424		13 213
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>77 897</b>	<b>-</b>	<b>31 568</b>	<b>17 266</b>	<b>92 199</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>208 384</b>	<b>-</b>	<b>151 483</b>	<b>17 507</b>	<b>342 360</b>

### 3.3 Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « dernier prix d'achat connu ».

### 3.4 Participations, autres titres immobilisés valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur liquidative des SICAV est de 1.710.487 €.

### **3.5 Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il a été procédé à l'annulation des créances et des dettes existantes entre les sociétés du Groupe.

### **3.6 Tableau des créances et dettes par échéance**

<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>A plus d'1 an</b>
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Autres immobilisations financières	5 400		5 400
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux	33 529	33 529	
Autres créances clients	1 786 430	1 786 430	
Personnel et organismes sociaux		-	
Etat (1)	291 797	291 797	
Débiteurs divers	2 262	2 262	
Charges constatées d'avance	102 176	102 176	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 221 594</b>	<b>2 216 194</b>	<b>5 400</b>
(1) Dont impôt différé	12 139		

<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>
Emprunts obligataires convertibles (1)	900 245	- 0	900 245	
Emprunts auprès des étab de crédit (1) (2)	259 758	88 685	171 073	
Emprunts et dettes financières diverses (1)	36 010	36 010		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 445 652	1 445 652		
Personnel et organismes sociaux	272 149	272 149		
Etat (3)	623 343	623 343		
Groupe et associés	1 199 998	1 199 998		
Autres dettes	22 874	22 874		
Produits constatés d'avance	192 151	192 151		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 952 180</b>	<b>3 880 862</b>	<b>1 071 318</b>	<b>-</b>
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice	93 306			
(3) Dont impôt exigible	129 122			

### **3.7 Impôts différés**

Les retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées pour les rendre homogènes avec les principes comptables du Groupe ou pour éliminer l'effet des législations fiscales, ainsi que l'existence de décalages temporaires d'impositions dans le temps, génèrent des différences entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôt.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entreprise.

Ils se décomposent ainsi :

	31/12/2010	31/12/2009	Variation
<b>Décalage Fiscal/Social (1)</b>	<b>10.973</b>	<b>8.705</b>	<b>2.268</b>
Prov Organic	10.973	8.705	2.268
<b>Impacts ID liés aux Retraitements/Eliminations (2)</b>	<b>2.564</b>	<b>212</b>	<b>2.352</b>
IFC	22.919	17.983	4.936
Amortissements dérogatoires	-38.306	-17.771	-20.535
<b>Déficits reportables TOILOKADO (3)</b>	<b>43.162</b>	<b>165.870</b>	<b>-122.708</b>
<b>Total Bases (1) + (2) + (3)</b>	<b>38.748</b>	<b>174.787</b>	<b>-136.039</b>
<b>Imposition différée</b>	<b>12.139</b>	<b>58.262</b>	<b>-46.124</b>

*Le signe + correspond à un impôt différé actif*

*Le signe – correspond à un impôt différé passif*

Le taux d'imposition retenue est le taux de 33.1/3%.

### **3.8 Frais d'émission d'emprunt**

La Société a acquitté 148.421 € de frais relatif à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions de 900.245 €, remboursable sur 7 ans au taux de 4% et émis en 2008. Ces frais, inscrits à l'actif des comptes, s'élèvent à la clôture à 95.414 € et sont amortis en mode linéaire sur la durée de l'emprunt (7 ans).

La charge d'amortissement directe enregistrée sur l'exercice 2010 s'élève à 21.203 €.

### **3.9 Capital**

Le capital social se compose de 4.986 actions dont 1.018 actions de préférence.

### **3.10 Tableau de variation des capitaux propres**

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31/12/2009	349 020	837 175	171 030	2 198		1 359 423	34 462	1 393 885
Affectation du résultat			2 198	- 2 198				
Ecart résultat Kensington Square 2009			386			386		386
Intégration des sociétés acquises ou créées								
élimination des titres au prix d'acquisition			- 20 535		-	20 535		20 535
écart d'acquisition			11 919			11 919		11 919
Réaffectation réserves antérieures			8 616			8 616	- 8 616	
Résultat de l'exercice consolidé				421 950		421 950	15 666	437 617
Situation au 31/12/2010	349 020	837 175	173 615	421 950	-	1 781 760	41 512	1 823 272

### **3.11 Pertes et intérêts minoritaires**

Comme le prévoit le Règlement 99-02, la part des pertes antérieures et de l'exercice revenant aux minoritaires avait été déduite des intérêts majoritaires au 31 décembre 2009 pour – 48.281 € concernant la société TOILOKDO.

La société TOILOKDO ayant réalisé des bénéfices au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, il a été imputé un montant de pertes antérieures de – 27.947 € sur le résultat de l'exercice des minoritaires.

Il reste – 20 334 € de pertes antérieures à imputer au 31 décembre 2010.

### **3.12 Engagements de retraite**

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux. Ils ont été provisionnés dans les comptes consolidés, conformément au règlement 99-02, pour un montant total au 31/12/2010 de 22.919 € charges sociales comprises.

La méthode de calcul des engagements retraites utilisées est la méthode rétrospective en droits proratisés temporis. Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- départ volontaire à l'âge de 65 ans
- progression des salaires de 2% par an
- rotation lente du personnel
- probabilité de survie à l'âge de la retraite
- taux d'actualisation de 3.61%

### **3.13 Avances remboursables**

Les « Autre Fonds Propres » comprennent des avances remboursables pour un montant de 238.245 € soit 54.245 € à moins d'un an et 184.000 € à plus d'un an et moins de 5 ans.

### **3.14 Provisions**

Les provisions s'élèvent à la clôture à 68.103 € et comprennent les types de provisions suivantes :

- provisions pour risques : 45.185 € dont 34.934 € au titre des cadeaux ;
- provisions pour charges relatives aux engagements d'indemnités de fin de carrière pour 22.919 € (cf détail au § 3.12).



### 3.15 Tableau des emprunts

DESIGNATION DES EMPRUNTS	MONTANT D'ORIGINE	Taux	Organisme financeur	ECHEANCES		MONTANT AU BILAN D'OUVERTURE	EMPRUNTS NOUVEAUX	REMBOUR-SEMENTS DE L'EXERCICE	MONTANT AU BILAN DE CLOTURE	MOINS D'UN AN	PLUS D'UN AN MOINS DE CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
				DEBUT	FIN							
SA GCM	900 244.80	4.00%	ODDO AM	06/08	06/15	900 244.80			900 244.80		900 244.80	
SA GCM	400 000.00	2.25%	CREDIT MUTUEL	01/09	12/13	324 156.31		78 726.04	245 430.27	79 978.09	165 452.18	
TOILOKDO	14 000.00		BPSO			3 742.42		3 742.42	0.00			
TOILOKDO	6 000.00	6.06%	OSEO	01/08	07/12	3 642.26		1 342.93	2 299.33	1 426.62	872.71	
CLICANDPLAY	8 000.00	0%	INITIATIVE 93	06/08	05/10	1 666.73		1 666.73	0.00			
CLICANDPLAY	15 000.00		BRED	06/08	06/12	9 760.26		3 742.73	6 017.53	3 956.12	2 061.41	
CLICANDPLAY	7 000.00	6.18%	OSEO	02/09	07/13	5 727.09		1 473.16	4 253.93	1 566.82	2 687.11	
CLICANDPLAY	10 000.00	5.55%	BRED	08/07	07/11	4 195.96		2 611.89	1 584.07	1 584.07		
COMPTES RATTACHES.....												
VALEUR AU BILAN AU 31/12/2010.....						1 253 135.83	0.00	93 305.90	1 159 829.93	88 511.72	1 071 318.21	

### 3.16 Emprunt obligataire

Nombre d'obligations : 916

Valeur nominale d'une obligation : 982.80 €

Prix d'émission d'une obligation : 982.80 €

Durée de l'emprunt : 7 ans

Taux d'intérêt annuel : 4 %

Amortissement en cas de non conversion en actions : en totalité en 2015

Parité de conversion : 1 obligation donnera droit à 1 action

### 3.17 Opérations d'échange de publicité

Les montants maintenus en produits et charges au titre des opérations d'échanges de publicité sont de :

	2010	2009
Produits	359.150 €	267.263 €
Charges	409.150 €	217.263 €

### 3.18 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit (en K€) :

	2010	2009
<b>Résultat consolidé avant impôt</b>	<b>648</b>	<b>51</b>
Charges non déductibles		
Amortissement écart d'acquisition	38	34
Déficit reportables antérieurs	-18	18
<b>Résultat fiscal consolidé théorique</b>	<b>668</b>	<b>103</b>
<b>Charge d'impôt théorique à 33.33%</b>	<b>223</b>	<b>33</b>
<b>Différentiel</b>	<b>-13</b>	<b>-12</b>
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>210</b>	<b>21</b>

### 3.19 Charge d'impôts sur les bénéfices

Le poste impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Total impôts sur les bénéfices exigibles .....	164 K€
Total variation des impôts différés .....	46 K€
<b>Charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice .....</b>	<b>210 K€</b>

### 3.20 Résultat par action et résultat par action dilué

Le résultat par action du Groupe est de 84,63 € et le résultat par action dilué du groupe est de 71,49 €.

### 3.21 Détail du résultat consolidé

	Total	Groupe Concourmania	Toilokdo (1)	Clicandplay	Kensington Square
Résultat net avant consolidation	506 597	313 583	139 020	52 221	1 773
Amortissements dérogatoires	20 535	20 535			
IFC variation 2010	-4 936	-6 385	1 449		
Amort écart acquisition	-38 456	-38 456			
Impôt différé 2010	-46 123	-3 500	-47 311		4 688
<b>Total résultat consolidé</b>	<b>437 617</b>	<b>285 777</b>	<b>93 158</b>	<b>52 221</b>	<b>6 461</b>
Part du groupe	<b>421 950</b>	285 777	93 158	36 555	6 461
Part des minoritaires	<b>15 666</b>	0		15 666	

(1) Minoritaire TOILOKODO = 30%

93 158 x 30 % =

27 947

Intérêts minoritaires imputés sur le groupe :

Capitaux propres	30 698
Résultat	17 583
Soit un total de	<b>48 281</b>
Imputation du résultat 2010	<b>27 947</b>
Reste à imputer fin 12/2010	<b>20 334</b>

### 3.22 Tableau des flux de trésorerie

	31/12/2010	31/12/2009
<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>	<b>829 820</b>	<b>2 427</b>
Résultat net des sociétés intégrées	437 617	29 375
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	168 419	207 043
- Variation des impôts différés	46 124	-17 735
- Plus-values de cession	-8 385	4 119
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	643 775	222 802
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-186 045	220 375
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>	<b>-258 988</b>	<b>-1 021 335</b>
Acquisition d'immobilisations	-334 799	-700 783
Cession d'immobilisations	96 057	1 062
Incidence des variations de périmètre	-20 535	-321 614
Ecart A Nouveau	289	
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>	<b>1 081 048</b>	<b>331 244</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 196 164	403 834
Remboursements d'emprunts	-115 116	-72 590
<b><u>Variation de trésorerie</u></b>	<b>1 651 879</b>	<b>-687 664</b>
Trésorerie d'ouverture	1 286 230	1 973 894
Trésorerie de clôture	2 938 109	1 286 230
	0	0

### 4 - Etat des sûretés réelles accordées en garantie

En contrepartie de l'emprunt de 400 K€ souscrit en janvier 2009 pour l'acquisition des parts sociales de la société TOILOKDO, le nantissement de ces parts sociales a été donné en garantie à hauteur de 400 K€. Au 31 décembre 2010, le nantissement des parts sociales de la société TOILOKDO porte sur un montant de 245 K€.

## **5 – Engagements hors bilan**

### **5.1 Engagements hors bilan donnés**

En date du 14 janvier 2009, la Société a pris l'engagement de racheter la totalité des parts des minoritaires de la filiale TOILOKDO détenue à hauteur de 70 % pour un montant de 234 K€ avant le 31 décembre 2011 sous déduction de la mise en œuvre de la garantie de passif pour 24 K€ soit un montant net de 210 K€.

### **5.2 Engagements hors bilan reçus**

Lors de la cession des parts de la société TOILOKDO en date du 14 janvier 2009, une convention de garantie de passif a été signée avec les cédants à hauteur du prix total des parts sociales soit 200.000 € avec une franchise de 2.000 €. Cette garantie prendra fin le 31 décembre 2013.

Lors de la cession des parts de la société CLICANDPLAY en date du 9 novembre 2009, une convention de garantie de passif a été signée avec les cédants à hauteur de 100.000 € avec une franchise de 3.000 €. Cette garantie prendra fin le 31 décembre 2013.

### **5.3 Emprunts obtenus non encore encaissés**

Dans le cadre du financement de l'acquisition du site Jeux.com, les contrats suivants ont été signés en date du 21 décembre 2010 :

Banque	Montant	Taux	Durée	Garanties	Clause particulière
BPSO	1 200 K€	3,45%	60 mois	- Nantissement de la marque semi-figurative de jeux.com - Caution personnelle et solidaire à hauteur de 400 K€ + 20 % pour les intérêts de Julien PARROU - OSEO co-preneur du risque à hauteur de 50 % avec une commission de caution de 0,67 % sur l'encours	Engagement de l'emprunteur de remboursement anticipé sans pénalités à hauteur de 30 % de l'encours du prêt dans les 30 jours de l'introduction en Bourse
OSEO	1 100 K€	3,39% + complément de rémunération de 0,1739 % du CA annuel	20 trimestres avec un différé de 2 ans	- Retenue de garantie de 55 K€ remboursable à la fin du contrat - Contrat assurance décès-invalidité de Julien PARROU au profit d'OSEO pour 1 100 K€	- Augmentation du capital de GROUPE CONCOURS MANIA pour 1 200 K€ préalablement au déblocage des fonds - Justification de la mise à disposition du prêt BPSO de 1 200 K€

## **6- Evènements postérieurs à la clôture et établissements de comptes consolidés pro forma**

### **6.1 Liste des évènements postérieurs à la clôture**

La Société a acquis le 28 février 2011 les parts des minoritaires (30 %) de la société CLICANDPLAY pour un montant de 220 K€. Elle détient ainsi 100% de cette société.

Un acte sous-seing privé a été signé le 14 janvier 2011 pour l'acquisition du site Jeux.com pour une valeur de 3.700 K€. Ce montant est réglé à l'aide d'emprunts pour un montant de 2.300 K€, de l'apport en compte courant fait en 2010 pour 1.200 € et par autofinancement pour 200 K€.

Il est également prévu en mars 2011 la division par 350 de la valeur nominale des actions, la conversion de l'emprunt obligataire de 900 K€ en action et une augmentation de capital de 1.230 K€.

Soit les variations en K€ du bilan suivantes :

	<b>31/12/2010</b>	<b>PRO FORMA</b>
<b>ACTIF</b>		
Immobilisations incorporelles	1.641	5.341
Immobilisations corporelles	132	132
Immobilisations financières	6	60
Total immobilisations	1.779	5.533
Actif circulant	5.310	4.382
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7.089</b>	<b>9.915</b>
<b>PASSIF</b>		
Capitaux propres	1.782	4.379
Autres fonds propres	238	238
Intérêts minoritaires	42	42
Provisions	68	68
Dettes	4.959	5.188
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>7.089</b>	<b>9.915</b>

Il est rappelé que ces comptes consolidés pro forma ne sont pas nécessairement représentatifs de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'acquisition de jeux.com était survenue à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

## **7- Autres informations**

### **7.1 Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice se sont élevés à 11.750 €.

### **7.2 Membres des organes d'administration et de direction**

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car cette information aurait pour effet de renseigner une donnée individuelle.

### **7.3 Parties liées**

La Société a versé à la SCI HARCOURT, dans laquelle le Président du conseil d'administration Mr Julien PARROU a été gérant une partie de l'exercice, des loyers pour un montant de 33.552 €.

#### **7.4 Effectif moyen et DIF**

L'effectif moyen du personnel est de 27 salariés.

Les salariés ont acquis un total de 1.095 heures de droit à la formation au 31/12/2010. Aucune provision n'a été constituée à ce titre.

#### **20.2.5 Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2010**

Mérignac, le 8 mars 2011

Madame, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Société, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 3.1.1 de l'annexe expose les règles et méthodes relatives aux écarts d'acquisition, quant à leur valorisation, traitement et suivi. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables décrites et des informations fournies dans les notes de l'annexe. Nous estimons que le traitement comptable des écarts d'acquisition est conforme aux règles et principes comptables prescrits par le référentiel CRC N°99-02.

- Les immobilisations incorporelles, hors écart d'acquisition, représentent un total net de 1.322.801 € au 31 décembre 2010 et leur valorisation est décrite dans la note N°3.1 de l'annexe. Conformément à la norme d'exercice professionnel relative aux estimations comptables et dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à apprécier la pertinence des données de base utilisées ainsi que les informations fournies dans l'annexe. Nous concluons que les estimations comptables retenues revêtent un caractère raisonnable et l'information de l'annexe est pertinente.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Le Commissaire aux Comptes  
AUCENTUR  
Laurence VERSAILLE

### **20.2.6 Notes complémentaires aux annexes sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2010**

#### **Ecart d'acquisition et tests de perte de valeur**

Dans le cadre de l'évaluation des écarts d'acquisition, la société apprécie à chaque clôture s'il existe des indices de perte notable de valeur. Le Groupe considère autant des indices externes qu'internes, à savoir :

- indices de trafic et de visibilité des sites ;
- indices de suivi des performances internes (chiffre d'affaires, EBIT).

Au 31 décembre 2010, aucune variation significative et défavorable de ces indices ne conduit à considérer qu'il y ait eu une perte de valeur des écarts d'acquisition et en conséquence aucun amortissement exceptionnel n'a été envisagé.

#### **Autres immobilisations incorporelles**

##### *Règles de dépréciation des fonds*

La valeur d'usage des fonds commerciaux est appréciée par rapport au chiffre d'affaires généré.

### Règles de dépréciation des fichiers acquis

Le Groupe a défini l'ARPU (chiffre d'affaires généré par une adresse) comme un indice de perte de valeur. Pour apprécier la valeur d'usage des fichiers, il compare le coût d'acquisition de la base de données à l'unité avec le revenu généré (ARPU).

### Chiffre d'affaires

Pour la partie BtoB, le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction des opérations réalisées et livrées sur la période. Pour la partie BtoC, il en est de même, sauf, cas particulier de la « Revue des Jeux » le magazine mensuel, qui lui, est souscrit par abonnement pour diverses périodes. A ce titre, il est constaté en fin d'exercice des produits constatés par avance sur la partie de l'abonnement non servie.

### Apports en compte-courant

Les apports en compte courant liés au financement de l'acquisition de « jeux.com » se décomposent de la façon suivante :

- ODDO Asset Management : 999 998 euros versés le 28 décembre 2010 (taux de rémunération de 6% l'an et remboursable au 31 mars 2011 au plus tard),
- Julien PARROU : 130 000 euros versés le 28 décembre 2010 (non rémunéré),
- Hugues DUBOSCQ : 70 000 euros versés le 22 décembre 2010 et 30 000 euros versés le 6 janvier 2011 (non rémunéré).

### Provisions

La provision sur les cadeaux est calculée sur la valeur du stock détenu au 31 décembre. Elle correspond aux points acquis par les joueurs au 31 décembre et qui pourraient être convertis en cadeaux.

		2009				2010			
Provisions pour risques		dotations	reprises utilisées	reprises non utilisées	solde	dotations	reprises utilisées	reprises non utilisées	solde
stocks "kado.fr"	SA GCM	2 775.00	-		2 775.00	7 844.84	2 775.00		7 844.84
stocks "toilokdo.com"	SARL TOILOKDO	25 618.42	10 893.73		25 618.81	27 088.81	25 618.42		27 088.81
redressement TVA "toilokdo.com"	SARL TOILOKDO	25 276.00	-		25 276.00	-	25 276.00		-
OFM acomptes fournisseur en RJ (2008)	SA GCM	-	-		10 250.64	-	-		10 250.64
<b>Total provisions pour risques</b>		<b>53 669.42</b>	<b>10 893.73</b>	<b>-</b>	<b>63 920.45</b>	<b>34 933.65</b>	<b>53 669.42</b>	<b>-</b>	<b>45 184.29</b>
<b>Provisions pour charges</b>									
Indemnités Fin de Carrière	comptes consolidés	17 983.00	-		17 983.00	4 936.00	-		22 919.00
<b>Total provisions pour charges</b>		<b>17 983.00</b>	<b>-</b>		<b>17 983.00</b>	<b>4 936.00</b>	<b>-</b>		<b>22 919.00</b>
<b>TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>		<b>71 652.42</b>	<b>10 893.73</b>	<b>-</b>	<b>81 903.45</b>	<b>39 869.65</b>	<b>53 669.42</b>	<b>-</b>	<b>68 103.29</b>

### Autres titres

Les autres titres comprennent :

- comptes à terme pour 56 k€
- sicav de trésorerie pour 1 710 k€
- contrat placement Natexis life pour 310 k€



### **Opérations d'échange de publicité**

Les contrats d'échange de publicité concernent des prestations publicitaires (échange d'espaces) entre les régies des sites Internet sur des périodes ponctuelles, signés entre annonceurs. Ces opérations sont réalisées dans le cadre d'un contrat d'échange entre les parties qui définit les modalités, le prix, la durée, le mode de facturation et la fréquence de mise à disposition des prestations.

Les produits comme les charges sont comptabilisés lors de la mise à disposition de l'espace publicitaire après émission et réception d'une facture. Le règlement s'opère par compensation, conformément au contrat, des créances hors taxes à la date d'échéance prévue. La TVA est réglée par les parties.

### **Résultat dilué par action**

Le résultat par action est calculé en tenant compte du résultat issu de la part du Groupe, divisé par le nombre d'actions, soit 4.986 avant division par 350 du nominal. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat issu de la part du Groupe par le nombre d'actions auxquels on ajoute les 916 obligations convertibles, soit un total de 5.902 titres.

## 20.3 INFORMATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2009

### 20.3.1 Bilan consolidé au 31 décembre 2009

	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amort.dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Ecart d'acquisition	376 609	34 485	342 124	
Frais d'établissement	3 614	542	3 072	
Frais de recherche et développement				
Concession, brvts, licences, logiciels, drts & valeurs similaires	206 373	92 218	114 155	57 432
Fonds commercial (1)	446 299		446 299	266 299
Autres immobilisations incorporelles	559 880	3 243	556 637	159 165
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	62 082	19 796	42 286	49 777
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	147 143	58 101	89 042	30 876
Immobilisations corporelles en cours			0	
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	215		215	270
Prêts				
Autres immobilisations financières	77 101		77 101	68 962
	<b>1 879 316</b>	<b>208 385</b>	<b>1 670 931</b>	<b>632 781</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	93 092		93 092	45 706
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	537		537	
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	1 550 198	19 104	1 531 094	597 914
Autres créances	251 290		251 290	90 010
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres	801 879		801 879	1 919 372
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	484 557		484 557	54 522
Charges constatées d'avances (3)	58 647		58 646	54 088
	<b>3 240 200</b>	<b>19 104</b>	<b>3 221 095</b>	<b>2 761 612</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	116 617		116 617	133 579
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 236 133</b>	<b>227 489</b>	<b>5 008 643</b>	<b>3 527 972</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

	31/12/2009	31/12/2008
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)</b>		
Capital (dont versé : 349 020)	349 020	349 020
Primes d'émission, de fusion, d'apport	837 175	837 175
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		6 687
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	171 030	116 804
Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	2 198	83 210
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	<b>1 359 423</b>	<b>1 392 896</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Avances conditionnées	260 000	260 000
Autres fonds propres		
	<b>260 000</b>	<b>260 000</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>		
Dont part dans le résultat : N = 15 666 N-1 = 20 383	<b>34 462</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	63 920	10 251
Provisions pour charges	17 983	
	<b>81 903</b>	<b>10 251</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles	900 245	900 245
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	348 900	
Emprunts et dettes financières (3)	44 095	18 804
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 121	2 171
Fournisseurs et comptes rattachés	1 043 741	328 941
Dettes fiscales et sociales	503 949	206 680
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	92 959	37 247
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	334 845	370 737
	<b>3 272 855</b>	<b>1 864 825</b>
Ecart de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 008 643</b>	<b>3 527 972</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 159 630	900 247
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 109 103	962 410
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) à l'exception des avances et acomptes recus sur commandes en cours

## 20.3.2 Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009

31/12/2009				31/12/2008
France	Exportation	Total	Total	
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises	1 368 899		1 368 899	761 213
Production vendue (biens)	645 453		645 453	818 486
Production vendue (services)	2 524 625	315 058	2 839 683	828 027
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>4 538 977</b>	<b>315 058</b>	<b>4 854 035</b>	<b>2 407 726</b>
Production stockée			26 600	
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges			23 141	16 612
Autres produits			215	12
			<b>4 903 990</b>	<b>2 424 350</b>
<b>Charges d'exploitation (1)</b>				
Achats de marchandises			290 655	222 121
Variation de stocks			-33 846	-4 732
Achats de matières premières et autres approvisionnements			6 450	1 427
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			3 002 300	1 343 010
Impôts, taxes et versements assimilés			35 184	19 682
Salaires et traitements			934 760	497 851
Charges sociales			354 817	179 284
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements hors écart d'acquisition			83 855	35 136
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			9 179	9 925
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			62 561	10 251
Autres charges			805	328
			<b>4 746 720</b>	<b>2 314 283</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>157 270</b>	<b>110 067</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)			20 047	36 593
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			5 842	6 568
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différence positives de change			24	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>25 913</b>	<b>43 161</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			50 217	19 244
Différence négative de change			184	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			<b>50 401</b>	<b>19 244</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-24 488</b>	<b>23 917</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>132 782</b>	<b>133 984</b>

	31/12/2009	31/12/2008
	Total	Total
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	6 491	1 713
Sur opérations en capital	75	
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges	4 241	148 421
	<b>10 807</b>	<b>150 134</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	7 053	2 959
Sur opérations en capital	30 193	150 621
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 203	14 842
	<b>58 449</b>	<b>168 422</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-47 642</b>	<b>-18 288</b>
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	34 485	
Impôts sur les bénéfices	21 280	32 487
<b>Total des produits</b>	<b>4 940 710</b>	<b>2 617 645</b>
<b>Total des charges</b>	<b>4 911 335</b>	<b>2 534 436</b>
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>29 375</b>	<b>83 209</b>
<b>Part du groupe</b>	<b>2 198</b>	<b>83 209</b>
<b>Part des minoritaires</b>	<b>27 177</b>	
<b>Résultat par action du résultat groupe</b>	<b>0.44</b>	<b>16.69</b>
<b>Résultat dilué par action du résultat groupe</b>	<b>0.37</b>	<b>14.10</b>
(a) Y compris		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

### 20.3.3 Tableau de variation des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2009

<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>		<b>2 427</b>
Résultat net des sociétés intégrées	29 375	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	207 043	
- Variation des impôts différés	-17 735	
- Plus-values de cession	4 119	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	222 802	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	220 375	
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>		<b>-1 021 335</b>
Acquisition d'immobilisations	-700 783	
Cession d'immobilisations	1 062	
Incidence des variations de périmètre	-321 614	
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>		<b>331 244</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	403 834	
Remboursements d'emprunts	-72 590	
<b><u>Variation de trésorerie</u></b>		<b>-687 664</b>
Trésorerie d'ouverture	1 973 894	
Trésorerie de clôture	1 286 230	
		0

## 20.3.4 Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2009

### 1 – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthode et règles d'évaluation

#### 1.1. Principes comptables

En vue d'apporter une information financière claire et complète, la Société a décidé d'opter pour l'établissement de comptes consolidés sans être soumise à une obligation légale.

Les comptes annuels consolidés du Groupe sont élaborés selon les principes comptables décrits dans cette note et respectent les dispositions du règlement CRC N°99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes d'évaluation, des coûts historiques et de continuité d'exploitation.

#### 1.2. Faits marquants

Au cours de l'exercice, le Groupe a acquis :

- 70% de la société TOILOKDO le 14/01/2009 pour un montant de 291.965 €
- 60% de la société CLICANDPLAY le 09/11/2009 pour un montant de 60.352 €

Elle a également souscrit à 100% du capital de la société KENSINGTON SQUARE créée le 26/08/2009 pour un montant de 12.500 €.

L'impact de l'entrée de ces filiales sur les flux de trésorerie s'élève à 321.614 € correspondant au prix et frais d'acquisition (364.817 €) diminué du montant des liquidités à la date de l'opération (43.203 €).

Le Règlement 99-02 modifié par l'avis CNC 2008-6 du 6 mars 2008 supprime l'obligation de présentation des données pro forma pour N-1. Aussi nous vous indiquons ci-après :

- Informations relatives à l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société TOILOKDO en date du 14/01/2009 :

Actif immobilisé	56.856 €
Actif circulant	109.729 €
(dont trésorerie = 35.802 €)	
Dettes à ML terme	12.724 €
Dettes à court terme	247.394 €

- Informations relatives à l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société CLICANDPLAY en date du 09/11/2009 :

Actif immobilisé	25.322 €
Actif circulant	117.701 €
(dont trésorerie = 7 401 €)	
Dettes à ML terme	30.018 €
Dettes à court terme	94.792 €

### **1.3. Méthodes de consolidation**

Les sociétés consolidées ayant été acquises ou créées par la société mère au cours de l'exercice, elles sont toutes intégrées pour la première fois dans le périmètre de consolidation du Groupe CONCOURMANIA.

Le comparatif au 31/12/2008 correspond aux comptes sociaux à cette date de la Société.

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2009. Toutes les participations dans lesquelles le Société assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Toutes les sociétés du Groupe clôturent à la même date.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des associés minoritaires;
- Eliminer les opérations et comptes réciproques entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

### **1.4. Élimination des opérations intra-groupe**

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

### **1.5. Ecart d'acquisition**

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.



### **1.6. Application des méthodes préférentielles**

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivant :

<b>Application des méthodes préférentielles</b>	<b>Oui/Non/N/A</b>	<b>Note</b>
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Oui	§ 3.12
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Oui	§ 3.8
Comptabilisation des contrats de location-financement	N/A	
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N/A	
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	

N/A : non applicable

### **2 - Périmètre de consolidation**

Les entreprises constituant le Groupe sont au nombre de 4 :

- La SA GROUPE CONCOURMANIA qui est la société mère,
- La SARL TOILOKDO détenue à 70% par la société mère depuis le 14/01/2009,
- La SARL KENSINGTON SQUARE créée le 26 août 2009 et détenue à 100% par la SA Groupe Concoursmania,
- La SARL CLICANDPLAY détenue à 60% par la société mère depuis le 09/11/2009.

Toutes les sociétés consolidées ont été acquises ou créés au cours de l'exercice 2009.

### **3 - Détail des postes du bilan et du compte de résultat consolidés**

#### **3-1 - Immobilisations**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus, y compris les frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

##### **3.1.1 Ecart acquisition**

Pour les filiales intégrées globalement, les écarts de consolidation sont dégagés dès lors que les titres ont été acquis après la constitution des sociétés soit pour les sociétés TOILOKDO et CLICANDPLAY suivant le tableau ci-après :

<b>Sociétés</b>	<b>Date acquisition</b>	<b>%</b>	<b>Participation</b>	<b>Capitaux Propres</b>	<b>Ecart d'acquisition</b>
TOILOKDO	14/01/2009	70%	291.965,48	-67.847,65	339.458,84
CLICANDPLAY	09/11/2009	60%	60.352,48	38.669,98	37.150,49
<b>TOTAL</b>			<b>325.317,96</b>	<b>-29.177,67</b>	<b>376.609,33</b>

Le montant de la participation constatée correspond au coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition des titres.

Les capitaux propres retenus sont :

- pour la société TOILOKDO les capitaux propres au 31/12/2008 retraités des provisions IFC et des impôts différés calculés au 31/12/2008,
- pour la société CLICANDPLAY les capitaux propres à la situation du 31/08/2009.

Ces écarts positifs, qui correspondent à la différence entre le prix d'achat des titres et l'actif net comptable, ont été affectés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

Le calcul des écarts d'acquisitions n'est pas définitif et pourra être modifié dans le délai légal.

### **3.1.2 Autres immobilisations incorporelles**

Le poste fonds commercial présent au bilan correspond :

- d'une part, à l'apport du fonds de commerce de LIET EDITION apporté lors de la fusion avec cette société le 1<sup>er</sup> juin 2007 pour 266 K€. Il correspond essentiellement au site concours.fr,
- d'autre part, aux sites Internet « Flibus » et « Jeux de Filles » pour des montants respectifs de 180 K€ et 80 K€.

Les immobilisations incorporelles comprennent également des fichiers acquis pour un montant de 556 K€. Nous pouvons les évaluer par référence au « Revenu moyen par utilisateur » (ARPU).

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été détecté, aucune provision ne doit être constatée sur ces postes.

### **3.1.3 Immobilisations développées en interne**

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est effectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Le montant net à la clôture des immobilisations générées en interne s'élève 23 841 €.

### **3.2 Tableau des immobilisations et amortissements**

Désignation	Valeur brute début d'exercice	Variations de périmètre	Acquisitions	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Ecart d'acquisition			376 609		376 609
Frais de constitution			3 615		3 615
Autres immobilisations corporelles	508 337	44 627	659 587		1 212 552
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>508 337</b>	<b>44 627</b>	<b>1 039 811</b>	<b>-</b>	<b>1 592 775</b>
					-
Constructions	62 082				62 082
Installations générales, aménagements divers	13 815	17 110	23 585		54 510
Matériel de transport		20 832	0		20 832
Matériel informatique	7 524	37 957	8 695	1 253	52 923
Mobilier	18 878				18 878
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>102 299</b>	<b>75 899</b>	<b>32 281</b>	<b>1 253</b>	<b>209 226</b>
Autres titres immobilisés	270	30		85	215
Autres immobilisations financières	68 962	7 302	5 301	4 464	77 101
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>69 232</b>	<b>7 332</b>	<b>5 301</b>	<b>4 549</b>	<b>77 316</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>679 868</b>	<b>127 858</b>	<b>1 077 392</b>	<b>5 802</b>	<b>1 879 317</b>

#### **AMORTISSEMENTS AU 31/12/2009**

Désignation	Valeur brute début d'exercice	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Valeur brute fin d'exercice
Ecart d'acquisition			34 485		34 485
Frais de constitution			542		542
Autres immobilisations corporelles	25 441	17 847	52 172		95 460
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>25 441</b>	<b>17 847</b>	<b>87 200</b>	<b>-</b>	<b>130 488</b>
Constructions	12 306		7 491		19 796
Installations générales, aménagements divers	474	3 878	4 310		8 662
Matériel de transport		5 717	4 167		9 884
Matériel informatique	2 440	16 138	12 380	1 191	29 766
Mobilier	6 426		3 363		9 789
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>21 646</b>	<b>25 733</b>	<b>31 710</b>	<b>1 191</b>	<b>77 898</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 087</b>	<b>43 580</b>	<b>118 910</b>	<b>1 191</b>	<b>208 386</b>

### **3.3 Stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « dernier prix d'achat connu ».

### **3.4 Participations, autres titres immobilisés valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur liquidative des SICAV est de 485 944 €.

### **3.5 Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il a été procédé à l'annulation des créances et des dettes existantes entre les sociétés du Groupe.

### **3.6 Tableau des créances et dettes par échéance**

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Autres immobilisations financières	77 101		77 101
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux	22 995	22 995	
Autres créances clients	1 527 204	1 527 204	
Personnel et organismes sociaux	685	685	
Etat (1)	246 498	246 498	
Débiteurs divers	4 107	4 107	
Charges constatées d'avance	58 647	58 647	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 937 236</b>	<b>1 860 136</b>	<b>77 101</b>
(1) Dont impôt différé	58 263		

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)	900 245	- 0		900 245
Emprunts auprès des étab de crédit (1) (2)	348 900	91 099	257 801	
Emprunts et dettes financières diverses (1)	44 095	42 511	1 584	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 043 741	1 043 741		
Personnel et organismes sociaux	219 082	219 082		
Etat (3)	284 867	284 867		
Autres dettes	92 958	92 958		
Produits constatés d'avance	334 845	334 845		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 268 733</b>	<b>2 109 103</b>	<b>259 385</b>	<b>900 245</b>
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	400 000			
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice	72 590			
(3) Dont impôt exigible	7 071			

### **3.7 Impôts différés**

Les retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées pour les rendre homogènes avec les principes comptables du Groupe ou pour éliminer l'effet des législations fiscales, ainsi que l'existence de décalages temporaires d'impositions dans le temps, génèrent des différences entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôt.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entreprise.

Ils se décomposent ainsi :

	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Variation</b>
<b>Décalage Fiscal/Social (1)</b>	<b>8.705</b>	<b>3.852</b>	<b>4.853</b>
Prov Organic	8.705	3.852	4.853
<b>Impacts ID liés aux Retraitements/Eliminations (2)</b>	<b>212</b>	<b>9.091</b>	<b>-8.879</b>
IFC	17.983	9.091	8.892
Amortissements dérogatoires	-17.771		-17.771
<b>Déficits reportables Toilokdo (3)</b>	<b>165.870</b>	<b>108.640</b>	<b>57.230</b>
<b>Total Bases (1) + (2) + (3)</b>	<b>174.787</b>	<b>121.583</b>	<b>53.204</b>
<b>Imposition différée</b>	<b>58.262</b>	<b>40.528</b>	<b>17.735</b>

*Le signe + correspond à un impôt différé actif*

*Le signe – correspond à un impôt différé passif*

Le taux d'imposition retenue est le taux de 33.1/3%.

### **3.8 Frais d'émission d'emprunt**

La Société a acquitté 148.421 € de frais relatifs à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions de 900.245 €, remboursable sur 7 ans au taux de 4% et émis en 2008. Ces frais, inscrits à l'actif des comptes, s'élèvent à la clôture à 95.414 € et sont amortis en mode linéaire sur la durée de l'emprunt (7 ans).

La charge d'amortissement directe enregistrée sur l'exercice 2009 s'élève à 21.203 €.

### **3.9 Capital**

Le capital social se compose de 4.986 actions dont 1.018 actions de préférence.

### **3.10 Tableau de variation des capitaux propres**

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>Situation au 31/12/2008</b>	<b>349 020</b>	<b>837 175</b>	<b>123 491</b>	<b>83 210</b>		<b>1 392 896</b>		<b>1 392 896</b>
Affectation du résultat			83 210	- 83 210				
Intégration des sociétés acquises ou créées								
répartition des capitaux propres			- 78 899			- 78 899	7 285	- 71 614
élimination des titres			- 364 818			- 364 818		- 364 818
écart d'acquisition			376 609			376 609		376 609
Provisions IFC au 31/12/2008			- 9 091			- 9 091		- 9 091
Impôts différés sur IFC au 31/12/2008			40 528			40 528		40 528
Résultat de l'exercice consolidé				2 198		2 198	27 177	29 375
<b>Situation au 31/12/2009</b>	<b>349 020</b>	<b>837 175</b>	<b>171 030</b>	<b>2 198</b>	-	<b>1 359 423</b>	<b>34 462</b>	<b>1 393 884</b>

### **3.11 Pertes et intérêts minoritaires**

Comme le prévoit le Règlement 99-02, la part des pertes antérieures et de l'exercice revenant aux minoritaires ont été déduits des intérêts majoritaires soit :

- pour la société TOILOKDO un montant total de – 48.281 € qui se décompose en part dans les capitaux propres de – 30.698 € et part dans le résultat de l'exercice de – 17.583 €.

### **3.12 Engagements de retraite**

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux. Ils ont été provisionnés dans les comptes consolidés, conformément au règlement 99-02, pour un montant total au 31/12/2009 de 17.983 € charges sociales comprises.

La méthode de calcul des engagements retraites utilisées est la méthode rétrospective en droits proratisés temporis. Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- départ volontaire à l'âge de 65 ans
- progression des salaires de 2% par an
- rotation lente du personnel
- probabilité de survie à l'âge de la retraite
- taux d'actualisation de 3,61%

### **3.13 Avances remboursables**

Les « Autre Fonds Propres » comprennent des avances remboursables pour un montant de 260 K€ soit 21.755 € à moins d'un an et 238.245 € à plus d'un an et moins de 5 ans.

### 3.14 Provisions

Les provisions s'élèvent à la clôture à 81.903 € et comprennent les types de provisions suivantes :

- Provisions pour risques : 63.920 € dont 28.393 € au titre des cadeaux ,
- Provisions pour charges relatives aux engagements d'indemnités de fin de carrière pour 17.983 € (cf détail au § 3.12).

### 3.15 Tableau des emprunts

DESIGNATION DES EMPRUNTS	MONTANT D'ORIGINE	Taux	Organisme financeur	ECHEANCES		MONTANT AU BILAN D'OUVERTURE	EMPRUNTS NOUVEAUX	REMBOUR- SEMENTS DE L'EXERCICE	MONTANT AU BILAN DE CLOTURE	MOINS D'UN AN	PLUS D'UN AN MOINS DE CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
				DEBUT	FIN							
SA GCM	900 244.80	4.00%	ODDO AM	06/08	06/15	900 244.80			900 244.80		900 244.80	
SA GCM	400 000.00	2.25%	CREDIT MUTUEL	01/09	12/13		400 000.00	75 843.69	324 156.31	78 726.04	245 430.27	
TOILOKDO	14 000.00		BPSO			8 474.51		4 732.09	3 742.42	3 742.42		
TOILOKDO	6 000.00	6.06%	OSEO	01/08	07/12	4 249.50		607.24	3 642.26	1 342.93	2 299.33	
CLICANDPLAY	8 000.00	0%	INITIATIVE 93	06/08	05/10	4 666.70		2 999.97	1 666.73	1 666.73		
CLICANDPLAY	15 000.00		BRED	06/08	06/12	12 434.51		2 674.25	9 760.26	3 742.73	6 017.53	
CLICANDPLAY	7 000.00	6.18%	OSEO	02/09	07/13	6 773.88		1 046.79	5 727.09	1 473.16	4 253.93	
CLICANDPLAY	10 000.00	5.55%	BRED	08/07	07/11	6 072.32		1 876.36	4 195.96	2 611.89	1 584.07	
COMPTES RATTACHES.....												
VALEUR AU BILAN AU 31/12/2009.....						942 916.22	400 000.00	89 780.39	1 253 135.83	93 305.90	1 159 829.93	

### 3.16 Emprunt obligataire

Nombre d'obligations : 916

Valeur nominale d'une obligation : 982.80 €

Prix d'émission d'une obligation : 982.80 €

Durée de l'emprunt : 7 ans

Taux d'intérêt annuel : 4 %

Amortissement en cas de non conversion en actions : en totalité en 2015

Parité de conversion : 1 obligation donnera droit à 1 action

### 3.17 Opérations d'échange de publicité

Les montants maintenus en produits et charges au titre des opérations d'échanges de publicité sont de :

	2009
Produits	267.263 €
Charges	217.263 €

### **3.18 Preuve d'impôt**

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit (en K€) :

<b><i>Résultat consolidé avant impôt</i></b>	<b>51</b>
Charges non déductibles	
Amortissement écart d'acquisition	34
Déficit reportables antérieurs	18
<b><i>Résultat fiscal consolidé théorique</i></b>	<b>103</b>
<b><i>Charge d'impôt théorique à 33.33%</i></b>	<b>33</b>
<b><i>Différentiel</i></b>	<b>-12</b>
<b><i>Charge d'impôt effective</i></b>	<b>21</b>

### **3.19 Charge d'impôts sur les bénéfices**

Le poste impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Total impôts sur les bénéfices exigibles .....	39 K€
Total variation des impôts différés .....	-18 K€
<b>Charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice....</b>	<b>21 K€</b>

### **3.20 Résultat par action et résultat par action dilué**

Le résultat par action du Groupe est de 0.44 € et le résultat par action dilué du Groupe est de 0.37 €.

### **3.21 Détail du résultat consolidé**

	<b>Total</b>	<b>Groupe Concourmania</b>	<b>Toilokdo (1)</b>	<b>Clicandplay</b>	<b>Kensington Square</b>
Résultat net avant consolidation	37 246	46 470	-58 611	67 942	-18 555
Amortissements dérogatoires	17 771	17 771			
IFC variation 2009	-8 892	-6 953	-1 939		
Amort écart acquisition	-34 485	-34 485			
Impôt différé 2009	17 735	-2 937	20 672		
<b>Total résultat consolidé</b>	<b>29 375</b>	<b>19 866</b>	<b>-39 878</b>	<b>67 942</b>	<b>-18 555</b>
Part du groupe	<b>2 198</b>	19 866	-39 878	40 765	-18 555
Part des minoritaires	<b>27 177</b>			27 177	



### 3.22 Tableau des flux de trésorerie

<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>	<b>2 427</b>
Résultat net des sociétés intégrées	29 375
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	
- Amortissements et provisions	207 043
- Variation des impôts différés	-17 735
- Plus-values de cession	4 119
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	222 802
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	220 375
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>	<b>-1 021 335</b>
Acquisition d'immobilisations	-700 783
Cession d'immobilisations	1 062
Incidence des variations de périmètre	-321 614
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>	<b>331 244</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
Augmentation de capital en numéraire	
Emissions d'emprunts	403 834
Remboursements d'emprunts	-72 590
<b><u>Variation de trésorerie</u></b>	<b>-687 664</b>
Trésorerie d'ouverture	1 973 894
Trésorerie de clôture	1 286 230
	0

### 4 - Etat des sûretés réelles accordées en garantie

En contrepartie de l'emprunt de 400 K€ souscrit en janvier 2009 pour l'acquisition des parts sociales de la société TOILOKDO, le nantissement de ces parts sociales a été donné en garantie à hauteur de 400 K€. Au 31 décembre 2009, le nantissement des parts sociales de la société TOILOKDO porte sur un montant de 324 K€.

## **5 – Engagements hors bilan**

### **5.1 Engagements hors bilan donnés**

En date du 14 janvier 2009, la Société a pris l'engagement de racheter la totalité des parts des minoritaires de la filiale TOILOKDO détenue à hauteur de 70 % pour un montant de 234 K€ avant le 31 décembre 2011.

### **5.2 Engagements hors bilan reçus**

Lors de la cession des parts de la société TOILOKDO en date du 14 janvier 2009, une convention de garantie de passif a été signée avec les cédants à hauteur du prix total des parts sociales soit 291 965 €. Cette garantie prendra fin le 31 décembre 2013.

Lors de la cession des parts de la société TOILOKDO en date du 9 novembre 2009, une convention de garantie de passif a été signée avec les cédants à hauteur de 100.000 €. Cette garantie prendra fin le 31 décembre 2013.

## **6- Autres informations**

### **6.1 Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice se sont élevés à 6.000 €.

### **6.2 Membres des organes d'administration et de direction**

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car cette information aurait pour effet de renseigner une donnée individuelle.

### **6.3 Parties liées**

La Société a versé à la SCI HARCOURT, dans laquelle le Président du conseil d'administration Mr Julien PARROU est gérant, des loyers pour un montant de 33.552 €.

### **6.4 Effectif moyen et DIF**

L'effectif moyen du personnel est de 23 salariés.

Les salariés ont acquis un total de 765 heures de droit à la formation au 31/12/2009. Aucune provision n'a été constituée à ce titre.

### **20.3.5 Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2009**

Mérignac, le 2 juin 2010

Madame, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Société et en réponse à votre demande dans le cadre de l'établissement volontaire de comptes consolidés, nous avons effectué un audit des comptes consolidés du Groupe relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que le Groupe établissant pour la première fois des comptes consolidés au 31 décembre 2009, les informations relatives à la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008, présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité de la direction et ont été examinés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes consolidés. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière du Groupe au 31 décembre 2009, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

**Le Commissaire aux Comptes chargé  
du mandat :**

*AUCENTUR*

Membre de la Compagnie Régionale  
**de Bordeaux**

**Représentée par** Laurence VERSAILLE

## 20.4 INFORMATIONS FINANCIERES SOCIALES AU 31 DECEMBRE 2008

### 20.4.1 Bilan social au 31 décembre 2008

	31/12/2008			31/12/2007
	Brut	Amort.dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Ecart d'acquisition				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brvts, licences, logiciels, drts & valeurs similaires	80 039	22 607	57 432	4475
Fonds commercial (1)	266 299		266 299	266299
Autres immobilisations incorporelles	161 999	2 834	159 165	54489
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	62 082	12 306	49 777	57453
Installations techniques, matériel et outillages industriels	40 216	9 340	30 876	6495
Autres immobilisations corporelles			0	
Immobilisations corporelles en cours			0	
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	270		270	270
Prêts				
Autres immobilisations financières	68 962		68 962	3562
	<b>679 869</b>	<b>47 087</b>	<b>632 782</b>	<b>393 043</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	45 706		45 706	40 974
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>			0	8 178
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	607 839	9 925	597 914	235 039
Autres créances	90 010		90 010	39 128
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres	1 919 372		1 919 372	240 861
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	54 522		54 522	87 965
Charges constatées d'avances (3)	54 088		54 088	50 961
	<b>2 771 536</b>	<b>9 925</b>	<b>2 761 611</b>	<b>703 106</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	133 579		133 579	
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 584 984</b>	<b>57 012</b>	<b>3 527 972</b>	<b>1 096 149</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

	31/12/2008	31/12/2007
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES (Part du groupe)</b>		
Capital (dont versé : 349 020)	349 020	284 900
Primes d'émission, de fusion, d'apport	837 175	1 050
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	6 687	800
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	116 804	4 956
Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	83 210	117 735
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	<b>1 392 896</b>	<b>409 441</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Avances conditionnées	260 000	
Autres fonds propres		
	<b>260 000</b>	<b>0</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>		
Dont part dans le résultat : N = 15 666 N-1 = 20 383		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	10 251	
Provisions pour charges		
	<b>10 251</b>	<b>0</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles	900 245	
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières (3)	18 804	39 605
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 171	
Fournisseurs et comptes rattachés	328 941	132 914
Dettes fiscales et sociales	206 680	230 952
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	37 248	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	370 737	283 238
	<b>1 864 826</b>	<b>686 708</b>
Ecart de conversion Passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 527 972</b>	<b>1 096 149</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	900 245	
(1) Dont à moins d'un an (a)	96 410	686 708
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) à l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## 20.4.2 Compte de résultat social au 31 décembre 2008

		31/12/2008		31/12/2007
		France	Exportation	Total
		Total		Total
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises		761 213		346 084
Production vendue (biens)		818 486		440 908
Production vendue (services)		828 027		629 669
<b>Chiffre d'affaires net</b>		<b>2 407 726</b>	<b>0</b>	<b>1 416 661</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges		16 612		3 051
Autres produits		12		14
		<b>2 424 350</b>		<b>1 419 727</b>
<b>Charges d'exploitation (1)</b>				
Achats de marchandises		222 121		49 928
Variation de stocks		-4 732		-6 077
Achats de matières premières et autres approvisionnements		1 427		992
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)		1 343 010		807 094
Impôts, taxes et versements assimilés		19 682		14 206
Salaires et traitements		497 851		262 905
Charges sociales		179 284		114 944
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements hors écart d'acquisition		35 136		7 928
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		9 925		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		10 251		
Autres charges		328		1 926
		<b>2 314 281</b>		<b>1 253 845</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>110 069</b>		<b>165 882</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
De participations (3)		36 593		883
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)		6 568		1 728
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
Différence positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		<b>43 160</b>		<b>2 610</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)		19 244		42
Différence négative de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		<b>19 244</b>		<b>42</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>23 916</b>		<b>2 569</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>133 985</b>		<b>168 450</b>

	31/12/2008	31/12/2007
	Total	Total
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	1 713	
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges	148 421	
	<b>150 134</b>	<b>0</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	2 959	
Sur opérations en capital	150 621	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	14 842	
	<b>168 422</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-18 288</b>	<b>0</b>
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition		
Impôts sur les bénéfices	32 487	50 715
<b>Total des produits</b>	<b>2 617 645</b>	<b>1 422 337</b>
<b>Total des charges</b>	<b>2 534 435</b>	<b>1 304 602</b>
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>83 210</b>	<b>117 735</b>
(a) Y compris		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

### 20.4.3 Tableau de variation de flux de trésorerie sociaux au 31 décembre 2008

	Encaissements	Décaissements
Résultat après I.S.	83 210	
Dotation aux amortissements	35 136	
Dotation dépréciation d'actif	9 925	
Dotation provision pour risques	10 251	
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>138 522</b>	
Augmentation de capital	900 245	
Emprunt obligataire	900 245	
Avance remboursable OSEO	200 000	
Compte courant associés		39 605
Acquisition d'immobilisations		214 874
Augmentation du stock		4 732
Augmentation des créances		552 210
Augmentation des dettes	317 477	
	<b>2 456 489</b>	<b>811 421</b>
Encaissement de l'exercice	1 645 068	
Trésorerie au 31/12/2007	328 826	
<b>Trésorerie au 31/12/2008</b>	<b>1 973 894</b>	

### 20.4.4 Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2008

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2008 dont le total est de 3.527.972,25 Euros  
Et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 83.209,65 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le **27 MARS 2009**

Faits caractéristiques de l'exercice : Néant

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture : Néant



Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Nous soulignons que, suite à l'absorption par notre société de la SARL LIET EDITION, le comparatif de 2007 ne concerne que l'activité de notre société augmentée de l'activité de LIET EDITION du 01/06/2007 au 31/12/2007.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 Décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production des ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

#### Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Faits caractéristiques**

Etalement sur 5 ans d'honoraires exceptionnels pour 150 K€ dont 14K€ passé en charge sur l'exercice suite à l'émission d'emprunt obligataire.

## IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de développement	Total I			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	327 455.26		250 881.98
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains		62 082.49		
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				13 814.71
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		11 624.59		14 777.17
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III	73 707.08		28 591.88
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		270.00		
Prêts et autres immobilisations financières		3 562.43		65 400.00
	Total IV	3 832.43		65 400.00
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		<b>404 994.77</b>		<b>344 873.86</b>

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement et de développement	Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	70 000.00		508 337.22	
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains				62 082.49	
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers				13 814.71	
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier				26 401.76	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	Total III			102 298.96	
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés				270.00	
Prêts et autres immobilisations financières				68 962.43	
	Total IV			69 232.43	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		<b>70 000.00</b>		<b>679 868.61</b>	

## AMORTISSEMENTS

Cadre A					SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Valeur en début d'exercice	Augmentation Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice		
Immobilisations incorporelles								
Frais d'établissement et de développement			Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles			Total II	2 192.68	23 248.26	25 440.94		
Immobilisations corporelles								
Terrains								
Constructions sur sol propre			4 629.37	7 676.30		12 305.67		
Constructions sur sol d'autrui								
Installations générales, agencements et aménagements des constructions								
Installations techniques, matériel et outillage industriels								
Installations générales, agencements et aménagements divers				474.49		474.49		
Matériel de transport								
Matériel de bureau et informatique, mobilier			5 129.33	3 736.59		8 865.92		
Emballages récupérables et divers								
			Total III	9 758.70	11 887.38	21 646.08		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)				11 951.38	35 135.64	47 087.02		

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIRE						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS		REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Amortissement fiscal exceptionnel
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Frais d'établissement et de développement	Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II					
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Installations générales, agencements et aménagements des constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Installations générales, agencements et aménagements divers						
Matériel de transport						
Matériel de bureau et informatique, mobilier						
Emballages récupérables et divers						
	Total III					
	Total IV					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>						

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant net début d'exercice	Augmentations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler			133 579.39		133 579.39
Primes de remboursement des obligations					

## PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentation Dotations exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Total I</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour perte de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges		10 250.64		10 250.64
<b>Total II</b>		<b>10 250.64</b>		<b>10 250.64</b>
<b>Dépréciations</b>				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				9 925.06
Autres dépréciations				
<b>Total III</b>		<b>9 925.06</b>		<b>9 925.06</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>20 175.70</b>		<b>20 175.70</b>
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- <i>d'exploitation</i>		20 175.70		
- <i>financières</i>				
- <i>exceptionnelles</i>		14 842.00		
<b>Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)</b>				

## ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		68 962.43	3 562.43	65 400.00
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux		16 625.74	16 625.74	
Autres créances clients		591 212.95	591 212.95	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 393.30	1 393.30	
Impôts sur les bénéfices		17 657.00	17 657.00	
Taxe sur la valeur ajoutée		66 185.88	66 185.88	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers		4 773.70	4 773.70	
Charges constatées d'avance		54 088.09	54 088.09	
<b>Total</b>		<b>820 899.09</b>	<b>755 499.09</b>	<b>65 400.00</b>
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)		900 244.80			900 244.80
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit : (1)					
à un an maximum à l'origine					
à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)		18 804.31	18 804.31		
Fournisseurs et comptes rattachés		328 940.74	328 940.74		
Personnel et comptes rattachés		37 340.59	37 340.59		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		57 268.67	57 268.67		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée		98 964.95	98 964.95		
Obligations cautionnées					
Autres impôts taxes et versements assimilés		13 106.00	13 106.00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes		37 247.91	37 247.91		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		370 737.29	370 737.29		
<b>Total</b>		<b>1 862 655.26</b>	<b>962 410.46</b>		<b>900 244.80</b>
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice		900 244.80			
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice					
(2) Prêts et avances consenties aux associés					

## PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	16 893.15	
Autres créances	6 167.00	1 330.00
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	30.42	
<b>Total</b>	<b>23 090.57</b>	<b>1 330.00</b>

## DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2008	31/12/2007
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>		
418100 CLIENTS F.A.E	16 893.15	
<b>Total</b>	<b>16 893.15</b>	
<b>Autres créances</b>		
438700 ORGA SOCIAUX RBT A REC	1 393.30	
468700 DEBIT.CREDIT.DIV.PROD.A REC	4 773.70	1 330.00
<b>Total</b>	<b>6 167.00</b>	<b>1 330.00</b>
<b>Disponibilités</b>		
518700 INTERETS COUR. A RECEVOIR	30.42	
<b>Total</b>	<b>30.42</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 090.57</b>	<b>1 330.00</b>

## CHARGES A PAYER

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	18 804.31	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	113 519.21	16 685.63
Dettes fiscales et sociales	59 992.64	57 388.00
Dettes sur les immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 048.91	
<b>Total</b>	<b>208 365.07</b>	<b>74 073.63</b>

## DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/2008	31/12/2007
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>		
168800 INTERETS COURUS / EMPRUNTS	18 804.31	
<b>Total</b>	<b>18 804.31</b>	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		
408100 FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	113 519.21	16 685.63
<b>Total</b>	<b>113 519.21</b>	<b>16 835.63</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
428200 CONGES A PAYER	32 630.97	191 395.00
438200 ORG.SOC. CH/CONGES A PAYER	13 002.67	7 758.00
438600 ORG.SOC. CHARGES A PAYER	1 253.00	26 325.00
448600 ETAT AUTRES CH. A PAYER	13 106.00	3 910.00
<b>Total</b>	<b>59 992.64</b>	<b>57 388.00</b>
<b>Autres dettes</b>		
419800 CLIENTS ZVOIRS A ETABLIR	16 048.91	
<b>Total</b>	<b>16 048.91</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>208 365.07</b>	<b>74 073.63</b>

## PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
Produits d'exploitation	370 737.29	283 238.00
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>370 737.29</b>	<b>283 238.00</b>

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
Charges d'exploitation	54 088.09	50 961.49
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>54 088.09</b>	<b>50 961.49</b>

## DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	370 737.29	283 238.00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>370 737.29</b>	<b>283 238.00</b>

## DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
486000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	54 088.09	50 961.49
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>54 088.09</b>	<b>50 961.49</b>



## CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

Nature des charges à répartir	Montant net	Durée d'amortissement restant à courir
Charges différées Frais d'acquisitions des immobilisations Frais d'émission des emprunts Charges à étaler	133 579.39	
<b>Total</b>	<b>133 579.39</b>	

## DETAIL DES CHARGES A REPARTIR

	31/12/2008	31/12/2007
481600 FRAIS D'EMISSION EMPRUNTS	133 579.39	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>133 579.39</b>	

## DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

	31/12/2008	31/12/2007
<b>Sur opérations de gestion</b>		
672000 CHARGES EXPLOIT./EXER.ANT	2 959.00	
<b>Total</b>	<b>2 959.00</b>	
<b>Sur opérations en capital</b>		
678800 AUTRES CHARGES EXCEPTION.	150 621.39	
<b>Total</b>	<b>150 621.39</b>	
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>		
687600 DOT.PROV.DEPREC.EXCEPTION.	14 842.00	
<b>Total</b>	<b>14 842.00</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>168 422.39</b>	

## DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2008	31/12/2007
<b>Sur opérations de gestion</b>		
771800 PROD.EXCEPT./OPER.GESTION	1 134.00	
772000 PROD.EXPLOIT./EXERC.ANTER	578.83	
<b>Total</b>	<b>1 712.83</b>	
<b>Reprises sur provisions, transferts de charges</b>		
797000 TRANSFERTS CHARGES EXCEPT	148 421.39	
<b>Total</b>	<b>148 421.39</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>150 134.22</b>	

## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
PARTS SOCIALES	70.00000	70.00000	4070	916		4986

## EFFECTIF MOYEN

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	7	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	8	
Ouvriers		
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>0</b>

## PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

Produits exceptionnels	Montant	Imputé au compte
Régularisation enreg crédit d'impôt	1 134.00	
Annulation de chèques	578.83	
<b>Total</b>	<b>1 712.83</b>	

Charges exceptionnelles	Montant	Imputé au compte
Crédit BDA déduit 2 fois et neodia	2 959.00	
Honoraires exceptionnels	150 621.39	
<b>Total</b>	<b>153 580.39</b>	

## TRANSFERTS DE CHARGES

(Articles R. 123 - 195 et R. 123 - 196 du code de commerce)

Nature des transferts de charges	Montant
Virement cpam et remb formation et cotisation	16 612.05
Charges à étaler sur emprunt	148 421.39
<b>Total</b>	<b>165 033.44</b>

#### **20.4.5 Rapport du Commissaire sur les comptes sociaux au 31 décembre 2008**

**Groupe ConcoursMania  
21 bd Haussmann  
75009 PARIS**

**Mérignac, le 15 juin 2009**

Madame, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 2 janvier 2008, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GROUPE CONCOURSEMANIA SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Nous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 n'ont pas fait l'objet d'une certification par un commissaire aux comptes.

#### **Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la mention relative à la comparabilité des exercices, exposée à la page 3 de l'annexe.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

**Le Commissaire aux Comptes chargé**  
du mandat :

*AUCENTUR*

Membre de la Compagnie Régionale  
**de Bordeaux**

**Représentée par**

Laurence VERSAILLE

## **20.5 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE ET COMMERCIALE**

A la connaissance de la Société, aucun changement significatif n'est intervenu concernant la situation financière ou commerciale de la Société depuis la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui ne soit pas décrit dans le présent document de base.

## **20.6 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES**

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices. La Société entend consacrer à court terme, l'ensemble de ses ressources au financement de sa croissance.

## **20.7 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE**

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou des sociétés du Groupe.

## CHAPITRE 21 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 21.1 CAPITAL SOCIAL

#### 21.1.1 Montant du capital social

A la date du présent document de base, le capital social de la Société s'élève à 446.418,40 euros, divisé en 2.232.092 (deux millions deux cent trente deux mille quatre-vingt douze) actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées dont 1.419 914.actions ordinaires et 812.178 actions de préférence AP1.

Sous réserve de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché NYSE Alternext à Paris, les actions de préférence AP1 seront converties en actions ordinaires et seront toutes de même catégorie.

#### 21.1.2 Capital autorisé non émis

L'assemblée générale mixte du 23 mars 2011 a consenti les délégations suivantes au conseil d'administration :

Délégations de compétence consenties au conseil d'administration	Montant nominal maximum (€)	Nombre maximum d'actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu des projets de résolutions	Durée de la délégation
Délégation de compétence pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes	375.000 <sup>1</sup>	1.875.000	26 mois
Délégation de compétence pour augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public	375.000 <sup>1</sup>	1.875.000	26 mois
Délégation de compétence pour augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public	375.000 <sup>1</sup>	1.875.000	26 mois
Délégation de compétence pour augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie de placement privé	20% du capital ou 375.000 <sup>1</sup>	1.875.000	26 mois
Clause de surallocation	56.250 <sup>1</sup>	281.250	26 mois

Délégation de compétence à l'effet d'émettre des BSPCE	17.600	88.000	18 mois
Délégation de compétence pour augmenter le capital social au profit des adhérents au plan d'épargne d'entreprise	10.000 <sup>1</sup>	50.000	26 mois

<sup>1</sup> La somme des montants nominaux correspondant aux émissions réalisées dans le cadre de ces résolutions est globalement plafonnée à 375.000 euros.

Grâce à ces autorisations et délégations, la Société s'est dotée d'instruments financiers lui permettant soit de financer sa croissance par des émissions de valeurs mobilières avec ou sans droit préférentiel de souscription, soit de mettre en place une politique de rémunération auprès de ses salariés et mandataires sociaux.

### **21.1.3 Capital potentiel**

Voir le chapitre 21.1.2 ci-dessus.

### **21.1.4 Evolution du capital social depuis la création de la Société**

Lors de la constitution de la Société (sous la dénomination « KLARSEN »), il a été fait apport de 8.000 euros représentant des apports en numéraire au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation à la Banque Crédit Mutuel du Sud-Ouest Cours de l'Intendance – 33000 Bordeaux, à savoir :

- par Monsieur Julien Parrou la somme de 3.840 euros,
- par Monsieur Bruno Fiter la somme de 3.840 euros,
- par Monsieur Rémi Lenoir la somme de 160 euros,
- par Monsieur Gérard Parrou la somme de 160 euros.

Soit au total la somme de 8.000 euros.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 30 novembre 2007 portant réalisation de la fusion absorption de la société Liet Editions par la société Klarsen, il a été attribué à Monsieur Julien Parrou 3.270 parts sociales nouvelles de la SARL Klarsen en échange de 550 parts de la SARL Liet editions. Le capital a ainsi été augmenté de 32.700 euros.

La différence entre la valeur nette des biens apportés (277.950 euros) et la valeur nominale globale des parts rémunérant cet apport (32.700 euros) soit 245.250 euros a été inscrite au passif du bilan à un compte intitulé « Prime de fusion ».

Par la même assemblée générale la prime de fusion a été incorporée au capital à hauteur de 244.200 euros.

Lors de l'augmentation de capital en date du 26 juin 2008, il a été apporté à la Société une somme en numéraire de 64.120 euros correspondant à la souscription de 916 actions nouvelles de préférence AP1, bénéficiant des droits spécifiques définis aux statuts de la Société.

Lors de l'assemblée générale du 23 mars 2011 il a été décidé la division par 350 la valeur nominale des actions de la Société. Le capital social a été fixé à la somme de 349.020 euros (trois cent quarante neuf mille vingt euros) est divisé en 1.745.100 (un million sept cent quarante cinq mille cent euros) actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune entièrement libérées.

Dans le cadre des opérations d'apports en compte-courant décrites au Chapitre 21.1.6, l'assemblée générale du 23 mars 2011 a décidé l'augmentation du capital social d'une somme de 27.055,60 euros au profit des Investisseurs pour le porter ainsi de 349.020 euros à 376.075,60 euros par l'émission de 135.278 actions nouvelles d'un montant nominal de 0,20 euro chacune, toutes de catégorie AP1 assorties d'une prime d'émission totale d'un montant de 972.942,10 euros. L'assemblée générale du 23 mars 2011 a également décidé l'augmentation du capital social d'une somme de 6.222,80 euros au profit de Messieurs Julien Parrou, Hugues Duboscq et Nicolas Babin pour le porter ainsi de 376.075,60 euros à 382.298,40 euros par l'émission de 31.114 actions ordinaires nouvelles d'un montant nominal de 0,20 euro chacune, assorties d'une prime d'émission totale d'un montant de 223.777,20 euros.

#### **21.1.5 Valeurs mobilières complexes**

Néant.

#### **21.1.6 Options ou accord portant sur le capital de la Société**

##### ***Pacte d'actionnaire du 26 juin 2008***

Un pacte d'actionnaires (ci-après le « **Pacte** »), ayant pour objet de régler la cession des titres de la Société, a été signé le 26 juin 2008 entre :

- Monsieur Julien Parrou,
- le FIP Generations Entrepreneurs représentée, le FIP Generations Entrepreneurs 2 représentées par leur société de gestion, Oddo Asset Management (ci-après les « **Investisseurs** ») et
- certains actionnaires minoritaires.

Aux termes de ce Pacte, il a été convenu que chaque partie accorde aux autres parties un droit de préemption sur les titres qu'il détient de la Société en cas de cessions autres que les cessions libres définies par le Pacte. En outre, les autres parties accordent aux Investisseurs un droit de retrait en cas de cession entraînant une participation du fondateur inférieure à 51%. Les autres parties ont également accordé aux investisseurs un droit de sortie conjointe et proportionnelle pour toute cession réalisée par le fondateur sans application du droit de retrait ou du droit de préemption. En vertu des dispositions du pacte, les Investisseurs bénéficient d'un droit permanent de maintenir le niveau de leur participation en cas d'émission de titres nouveaux et toute opération financière. Le fondateur se porte fort de faire bénéficier un investisseur d'un droit de préférence pour participer à toute opération financière en cas de demande de celui-ci. De surcroît, le fondateur ne pourra procéder à aucun nantissement des titres et/ou des droits qui y sont attachés sans l'accord préalable des Investisseurs.

La durée initiale du Pacte est de 10 ans à compter de sa signature. Aux termes du Protocole en date du 16 mars 2011 décrit ci-dessous, le Pacte sera caduc en cas d'introduction en bourse des titres de la Société sur le marché NYSE Alternext à Paris.



### ***Protocole relatif à la conversion des obligations convertibles et des apports en compte-courant d'actionnaires du 16 mars 2011***

Aux termes d'un contrat d'émission complété par un protocole intitulé « Accord particulier quant à la conversion des Obligations convertibles » (ci-après « **l'Accord d'OC** »), tout les deux conclus le 26 juin 2008, les Investisseurs ont souscrit à 916 obligations convertibles (ci-après les « **OC** »).

Par ailleurs, afin de permettre à la Société de procéder à l'acquisition du site Internet Jeux.com, il a été procédé aux avances en compte-courant d'actionnaires suivantes :

- 999.997,70 euros par les Investisseurs ;
- 110.000 euros par Monsieur Julien Parrou ;
- 100.000 euros par Monsieur Hugues Duboscq ;
- 20.000 euros par Monsieur Nicolas Babin.

Dans la perspective de l'introduction en bourse de la Société sur le marché NYSE Alternext à Paris, un protocole relatif à la conversion des OC et aux avances en compte-courant d'actionnaires (ci-après le « **Protocole** ») a été conclu entre :

- Monsieur Julien Parrou, certains actionnaires minoritaires, et
- FIP Generations Enpreneurs et FIP Generations Entrepreneurs (ci-après les « **Investisseurs** »).

Aux termes de ce Protocole, les investisseurs ont décidé de convertir la totalité de leurs 916 OC à raison de 350 actions de 0,20 euro de valeur nominale pour 1 OC, soit une émission de 320.600 actions AP1 nouvelles.

Aux termes du Protocole, les parties ont également convenu de procéder, avant l'introduction en bourse de la Société, à une augmentation de capital en numéraire libérée par compensation avec les créances en compte-courant détenues par les actionnaires précités. Ainsi, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires lors de sa réunion du 23 mars 2011 a décidé :

- l'émission de 135.278 actions AP1 au profit des investisseurs ;
- l'émission de 14.881 actions ordinaires au profit de Monsieur Julien Parrou ;
- l'émission de 13.528 actions ordinaires au profit de Monsieur Hugues Duboscq ;
- l'émission de 2.705 actions ordinaires au profit de Monsieur Nicolas Babin.

Afin de prendre en compte l'impact de l'introduction en bourse sur ces actions nouvellement émises, les parties ont convenu d'un ajustement de ces actions à la hausse ou à la baisse par le biais d'une cession d'actions.

En outre, le protocole prévoit que si l'introduction en bourse n'a pas été effectuée au 31 décembre 2011, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société devra se réunir au plus tard le 31 décembre 2011 notamment pour procéder à l'émission de bons de souscription d'actions. La souscription de ces derniers sera réservée aux actionnaires ayant consenti des avances en comptes courant à la Société.

#### **21.1.7 Evolution du capital depuis la création de la Société**

Voir le chapitre 21.1.4.

## **21.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS**

Le descriptif ci-joint tient compte de certaines modifications statutaires votées par l'assemblée générale de la Société du 23 mars 2011 sous condition suspensive de l'admission des titres de la Société sur le marché NYSE Alternext à Paris.

### **21.2.1 Objet social (article 2 des statuts)**

La Société a pour objet :

- L'exploitation d'une entreprise de conseil en promotion, communication et technique ;
- L'exploitation de sites et services télématiques et Internet pour son compte et celui de tiers ;
- La gestion d'espaces publicitaires ;
- L'exploitation d'une entreprise de presse, l'édition de tous types de magazines, journaux, toutes prestations et opérations y afférentes.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

### **21.2.2 Exercice social (article 6 des statuts)**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

### **21.2.3 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction (Voir le chapitre 16)**

### **21.2.4 Droits et obligations attachés aux actions**

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

2. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans toutes les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans toutes les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales ; dans ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social. La Société sera tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait 5 jours au moins après réception de la notification de ladite convention.

3. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions de l'assemblée générale et aux présents statuts.

4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions requis.

#### **21.2.5 Rachat par la Société de ses propres actions**

A la date du présent document de base, la Société ne détient aucune de ses propres actions et aucune de celles-ci n'est détenue pour son propre compte, ou par l'une de ses filiales.

L'assemblée générale mixte de la Société du 23 mars 2011 a autorisé le conseil d'administration pour une durée de 18 mois à compter de l'assemblée (étant rappelé que cette autorisation a été donnée sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché NYSE Alternext à Paris) à procéder, conformément à l'article L 225-209-1 du Code de commerce, à l'acquisition d'un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder 10% du nombre total des actions composant le capital social à la date de l'assemblée. L'acquisition des actions pourra être effectuée par tous moyens et notamment en bourse ou de gré à gré, par blocs d'actions ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou optionnels et aux époques que le conseil d'administration de la Société appréciera et les actions éventuellement acquises pourront être cédées ou transférées par tous moyens en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

Sous réserve d'ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, le prix maximum d'achat ne pourra excéder 300% du prix des actions offertes au public dans le cadre de l'admission aux négociations sur le marché NYSE Alternext à Paris (tel que ce prix sera mentionné dans le communiqué de l'AMF relatif aux caractéristiques définitives de l'offre au public d'actions de la Société et de leur admission aux négociations sur le marché NYSE Alternext à Paris), hors frais d'acquisition.

Le montant maximal de fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions sera égal au prix maximum d'achat ci-dessus multiplié par 34.902 actions.

Cette autorisation d'opérer sur les propres actions de la Société est conférée afin de favoriser la liquidité des titres de la Société.

La Société prévoit de conclure un contrat de liquidité avant l'introduction en bourse de la Société sur le marché NYSE Alternext à Paris.

#### **21.2.6 Modalités de modifications des droits des actionnaires**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions fixées par la loi.

### **21.2.7 Assemblées générales d'actionnaires (article 21 des statuts)**

1. Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

2. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné :

- en ce qui concerne les titulaires d'actions nominatives, à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de la Société trois (3) jours ouvrés au moins avant la date de réunion de l'assemblée.
- en ce qui concerne les titulaires d'actions au porteur, au dépôt, trois (3) jours ouvrés au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale, dans les conditions prévues par l'article R.225-85 du Code de commerce, aux lieux indiqués par l'avis de convocation, d'un certificat délivré par l'intermédiaire teneur de leur compte, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée générale.

Toutefois, le conseil d'administration peut abréger ou supprimer les délais mentionnés aux alinéas ci-dessus.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- voter par correspondance ou
- adresser une procuration à la Société sans indication de mandat,

dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

La Société envisage dans le futur de modifier ses statuts afin de permettre à un actionnaire de se faire représenter par toute personne de son choix en application de l'article L. 225-106 du Code de commerce.

L'intermédiaire qui a satisfait aux dispositions légales en vigueur peut, en vertu d'un mandat général de gestion des titres, transmettre pour une assemblée le vote ou le pouvoir d'un propriétaire d'actions n'ayant pas son domicile sur le territoire français.

La Société est en droit de demander à l'intermédiaire visé à l'alinéa précédent de fournir la liste des propriétaires non résidents des actions auxquelles ces droits de vote sont attachés.

Les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par la loi et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance concernant toute assemblée, soit sous forme de papier, soit, sur décision du conseil d'administration mentionnée dans l'avis de réunion et de convocation, par télétransmission.

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire réunie sur deuxième convocation

délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance, possèdent au moins, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité de deux tiers des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

Sont également réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, si le conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'assemblée, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dans les conditions fixées par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

3. Les assemblées sont présidées par le Président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de Président. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

#### **21.2.8 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle**

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

#### **21.2.9 Franchissement de seuils statutaires**

Il n'est pas prévu de franchissement de seuil statutaire.

#### **21.2.10 Stipulations particulières régissant les modifications du capital**

Il n'existe aucune stipulation contractuelle particulière dans les statuts de la Société régissant les modifications de son capital, sous réserve du Pacte d'actionnaires et du Protocole décrits au Chapitre 21.1.6.

## **CHAPITRE 22 -      CONTRATS IMPORTANTS**

Néant.

**CHAPITRE 23 -        INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D’EXPERTS ET  
DECLARATIONS D’INTERET**

Néant.

## CHAPITRE 24 - DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable au siège de la Société.

Peuvent notamment être consultés :

- (a) l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- (b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établies par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le document de base ;
- (c) les informations financières historiques de la Société pour chacun des deux exercices précédant la publication du document de base.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais au siège social de la Société, 351 boulevard du Président Wilson, 33200 Bordeaux. Le document de base peut également être consulté sur le site Internet de la Société ([www.concoursmania.com](http://www.concoursmania.com)) et sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché NYSE Alternext à Paris, l'information réglementée au sens des dispositions du règlement général de l'AMF sera également disponible sur le site Internet de la Société ([www.concoursmania.com](http://www.concoursmania.com)).

La Société entend communiquer ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur.



## CHAPITRE 25 - INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

### 25.1 TOILOKDO

La Société détient, depuis le 14 janvier 2009, 70 % du capital de sa filiale TOILOKDO.

La société Toilokdo, SARL au capital social de 1.000 euros, enregistrée au RCS de Bordeaux sous le numéro 484.242.318, est gérée par Monsieur Julien Parrou.

La société Toilokdo, constituée le 1<sup>er</sup> octobre 2005, a notamment pour activité la création, la gestion, l'exploitation, l'hébergement de sites Internet, la réalisation, la vente et la création de design et script destinés ou non à Internet.

En €	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	905.616	901.646	959.492
<b>Charges d'exploitation</b>	795.376	940.500	1.066.382
<b>Résultat d'exploitation</b>	137.059	(27.790)	(106.182)
<b>Résultat net</b>	139.020	(58.611)	(111.128)
<b>Actif immobilisé net</b>	102.972	107.061	58.956
<b>Trésorerie</b>	12.171	7.783	35.915
<b>Provisions</b>	27.089	50.894	10.894
<b>Capitaux propres</b>	(21.917)	(160.938)	(102.327)
<b>Total Bilan</b>	<b>434.915</b>	<b>285.393</b>	<b>168.798</b>

### 25.2 CLICANDPLAY

La Société détient également, depuis le 9 novembre 2009, 60 % du capital de sa filiale Clicandplay. La Société a augmenté sa prise de participation de 10 % au sein de Clicandplay le 29 avril 2010. Cette participation a été portée à 100% en date du 28 février 2011.

La société Clicandplay, SARL au capital de 5.750 euros, enregistrée au RCS de Bordeaux sous le numéro 490 457 173, est gérée par Monsieur Julien Parrou.

La société Clicandplay, constituée le 13 juin 2006, a notamment pour activité la création et la gestion de sites Internet, la commercialisation de tous biens et services non-réglementés par Internet.

En €	31.12.2010	31.12.2009*	31.12.2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	333.562	338.167	305.460
<b>Charges d'exploitation</b>	266.500	242.547	297.417
<b>Résultat d'exploitation</b>	68.564	95.620	8.043
<b>Résultat net</b>	52.221	67.942	6.051
<b>Actif immobilisé net</b>	110.175	69.594	25.322
<b>Trésorerie</b>	37.410	45.684	7.401
<b>Provisions</b>	0	0	0
<b>Capitaux propres</b>	138.376	86.155	18.213
<b>Total Bilan</b>	<b>375.127</b>	<b>214.065</b>	<b>143.023</b>

\* Exercice de 9 mois

### 25.3 KENSINGTON SQUARE

Enfin, La Société détient, depuis le 26 aout 2009, 100 % du capital de sa filiale Kensington Square.

La société Kensington Square, SARL au capital de 12.500 euros, enregistrée au RCS de Luxembourg sous le numéro B147944, est gérée par Monsieur Julien Parrou.

La société Kensington Square, constituée le 26 aout 2009 a pour activité la fourniture de services liés à la création, l'hébergement, l'exploitation et la maintenance de sites Internet pour compte-propre, ou pour le compte de ses filiales ou sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou toute autre société contrôlée directement ou indirectement par un associé de la Société ou par des tiers. Le premier arrêté des comptes a été fait en 5 mois d'activité.

En €	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	18.108	146	-
<b>Charges d'exploitation</b>	16.335	18.314	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	1.773	(18.168)	-
<b>Résultat net</b>	1.773	(18.168)	-
<b>Actif immobilisé net</b>	2.590	3.313	-
<b>Trésorerie</b>	1.739	6.819	-
<b>Provisions</b>	0	0	-
<b>Capitaux propres</b>	(3.896)	(5.668)	-
<b>Total Bilan</b>	<b>23.780</b>	<b>11.255</b>	-

L'acquisition des filiales susvisées a permis d'accélérer le développement du Groupe et conforte ainsi sa place et son offre dans le secteur actuellement très dynamique des jeux sur Internet. En outre, la création de la filiale luxembourgeoise Kensington Square offre la possibilité au Groupe de développer sa clientèle et sa visibilité au sein de l'Union européenne.

**Sites de trafic** : les sites de trafic sont des sites portails recensant et mettant gratuitement à la disposition des internautes des sélections de jeux en ligne. Ces jeux sont qualifiés de « casual games », c'est-à-dire des jeux simples et divertissants, de type casse-briques, jeux d'adresse, de tirs ou encore de lettres.

**Gamezones** : les gamezones sont des zones de jeux communautaires rassemblant des jeux de « casual gaming » (jeux simples et divertissants, de types casse-briques, jeux d'adresse, etc.) et qui proposent aux internautes inscrits de cumuler des points et autres avantages au fur et à mesure de leur participation aux jeux et jeux-concours proposés.

**Modèle Display** : version en ligne de la publicité classique : messages exposés sur des sites Web, utilisant des éléments graphiques, qui prennent la forme de bannières de formats variés (bannières simples, skyscraper, carrés, pop-up, habillage de page, intersticiels, etc.).

**Performance marketing ou marketing à la performance** : le marketing à la performance regroupe l'ensemble des techniques par lesquelles l'annonceur rémunère le support publicitaire ou marketing en fonction des résultats de la campagne. Cette rémunération peut être basée sur les transactions réalisées, les visites ou clics, des formulaires divers complétés, etc.

**CPM - Cout Pour Mille** : le CPM est un mode de valorisation et de facturation des espaces publicitaires Internet par lequel un annonceur est facturé selon un prix de l'espace publicitaire exprimé pour mille affichages de la création (bannière, vidéo, etc.).

**Pay per Clic** : modèle de marketing à la performance où le support est rémunéré en fonction du nombre de clics générés sur la publicité de l'annonceur

**Pay per lead** : modèle de marketing à la performance où le support est rémunéré en fonction du nombre de « leads » générés. Le lead est un terme marketing qui qualifie le visiteur s'étant inscrit, ayant fait une demande ou ayant téléchargé quelque chose depuis le site d'un annonceur.

**SEO « Search Engine Optimization » ou référencement naturel** : le référencement naturel est un ensemble de savoir-faire et de techniques visant à positionner efficacement et durablement une page Internet sur les bons mots-clés (c'est-à-dire sur les mots-clés correspondant à l'activité mais aussi à la demande des internautes) et ce, dans les pages de résultats naturels (organiques, c'est-à-dire non sponsorisés) de l'ensemble des moteurs de recherche.

**Opt-in** : politique de collecte des données personnelles basée sur l'information et le consentement préalable de l'internaute. Une collecte « opt-in » repose sur l'idée que l'internaute donne son consentement avant l'utilisation de ses données personnelles à des fins commerciales.

**Freemium** : politique de prix consistant à proposer gratuitement une offre et à se rémunérer sur des produits améliorés dits « premium » ou des produits complémentaires dans certaines conditions, tels que des prestations de service ou de la publicité.

**ROI « Return on Investment »** : retour sur investissement des actions marketing, mise en relation de manière précise des coûts de campagne et de l'activité commerciale générée par ces campagnes.